3 1761 06973194 1

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/sixanneslaruss00pole

845'

82

Il a été tiré de cet ouvrage
10 exemplaires sur papier de cuve des papeteries d'Arches,
numérotés de 1 à 10.

SIX ANNÉES

LA RUSSIE DE 1906 A 1912

SIX ANNÉES

LA RUSSIE DE 1906 A 1912

PAR

PIERRE POLÉJAÏEFF

ADAPTÉ DU RUSSE ET PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

GASTON DRU

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1912
Tous droits réservés

LIBRARY
SEP 21 1978
UNIVERSITY OF TORONTO

DK
260
P6

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

INTRODUCTION

I

...Vers 1610, à l'époque sombre connue dans l'histoire de Russie sous le nom de « Temps des Troubles », alors que les Polonais, maîtres du Kremlin, ensanglantaient la Ville sainte, des *Kobzars,* sorte de rapsodes ambulants, allaient chantant dans les villages la chanson de la justice : « Oh! Justice! notre mère aux ailes d'aigle, où te trouver?... Que Dieu envoie des jours de bonheur à l'homme qui veut encore accomplir la justice. »

J'ai souvent entendu, pendant ce « Temps des Troubles » que je vécus en Russie au moment de la guerre russo-japonaise et de la crise révolutionnaire, les Russes du vingtième siècle répéter, dans un langage moins poétique mais aussi véhément, — car la justice est un des besoins primordiaux d'une société, — la prière des Kobzars du dix-septième siècle. J'ai vu l'immense nation enfanter dans un

effrayant labeur au milieu des jacqueries, des assassinats, des émeutes et des défaites, les hommes appelés par la vieille ballade, les maîtres de l'heure nouvelle, ministres, fonctionnaires, simples particuliers, octobristes ou K. D. (1), socialistes ou réactionnaires dont les efforts, les travaux et les combats ont en six ans bouleversé la vieille Russie tsariste, et acheminé définitivement, semble-t-il, l'Empire vers le progrès politique et social. J'ai été le témoin de leurs luttes, de leurs succès, de leurs revers, le confident parfois de leurs espoirs comme de leurs désespérances.

C'est pourquoi j'ai lu avec un intérêt passionné le livre dans lequel M. Poléjaïeff expose les résultats obtenus au cours de ces six années si lourdes d'événements et si grosses d'avenir. Écrit avec un esprit de parti évident et défendant, ouvertement d'ailleurs, en toute circonstance, le point de vue du gouvernement, l'ouvrage de M. Poléjaïeff présente, en dehors de ce côté polémique dont la valeur varie naturellement en raison des opinions politiques de chaque lecteur, un résumé extrêmement attachant de l'œuvre déjà accomplie en Russie. Œuvre de justice sociale puisqu'elle a tou-

(1) K. D. ou cadets, abréviation courante, en Russie, pour *Konstitoutsional-Demokrat*, nom donné, en raison de son programme, à la fraction la plus avancée du parti libéral.

jours tendu à donner au peuple plus de bien-être, plus d'instruction et plus de liberté, à élever progressivement le moujik au rang de citoyen... je dirais conscient si les apôtres de l'anarchie n'avaient donné à ce mot une acception à la fois ridicule et sinistre, œuvre prodigieuse aussi quand on songe qu'il a fallu six ans à peine pour acclimater et faire fonctionner régulièrement dans le pays jusque-là le plus autocratique de la terre une constitution dualiste analogue à celle de l'Allemagne, pour changer le statut personnel de plus de cent millions de paysans qui, auparavant, ignoraient presque entièrement la propriété individuelle, base de toute notre civilisation occidentale ; pour réorganiser de fond en comble l'armée, la marine, les finances, l'instruction publique et l'administration d'un État dont la superficie est le cinquième de la surface solide du globe terrestre et la population environ le dixième de la race humaine. Œuvre titanesque en vérité d'une génération qui, à travers bien des erreurs et bien des crimes, voulut, suivant la belle expression de la vieille chanson, accomplir la justice, et qui réalisa dans une large mesure sa volonté.

M. Poléjaïeff a, dans son livre, donné les renseignements les plus précis et les chiffres les plus détaillés sur les travaux du ministère Stolypine qui fut comme la résultante de cette génération. Il m'a

paru que ces renseignements et ces chiffres seraient avec avantage, peut-être, précédés d'une mise au point de la situation de l'empire au moment où P. A. Stolypine y commençait, avec l'assentiment et l'appui du monarque, la mise en vigueur des réformes promises par le Manifeste d'octobre 1905, qui est en réalité la Charte de la Russie. Les résultats multiples obtenus pendant les années que M. Poléjaïeff appelle avec raison une « époque » seront sans doute plus aisément compréhensibles pour un esprit au courant des conditions qui prévalaient dans le pays au moment où ils ont été recherchés et atteints. J'ai donc coordonné des notes et des documents rassemblés à Saint-Pétersbourg en 1907, 1908 et 1909, à l'heure même où P. A. Stolypine, furieusement attaqué par la droite et par la gauche, livrait les plus grands combats de la lutte acharnée au cours de laquelle il devait, un peu plus tard, trouver la mort.

II

Afin de donner une idée de ce qu'était, à cette époque, cette Russie qu'il s'agissait de pacifier et de réorganiser, je me suis attaché à étudier d'abord les trois partis importants dont les théories

et les actes ont eu sur les événements contemporains une influence prépondérante : les conservateurs, les constitutionnels démocrates ou K. D. et les octobristes. Je terminerai en relatant une conversation que j'eus au Palais d'Hiver, au commencement de 1909, avec P. A. Stolypine et au cours de laquelle il m'exposa ses vues.

Les conservateurs.

Je commence par les conservateurs, bien qu'ils aient toujours été les moins nombreux à la Douma d'Empire. Affaire de logique et non de préférence. Ils représentaient en effet l'ancien ordre de choses en face des K. D. qui voulaient le changer radicalement et des octobristes dont le programme mélangeait à doses savantes l'autocratie et la constitution. Avant de montrer comment un régime peut être renversé ou altéré, il importe, semble-t-il, d'exposer comment l'entendent ses plus ardents défenseurs.

« Afin, disaient-ils, d'expliquer pourquoi l'autocratie nous paraît être la seule forme de gouvernement appropriée à la Russie, nous n'invoquons pas des principes soi-disant immortels ou des raisons de droit divin, mais nous faisons appel à nos traditions et à notre histoire; nous nous

basons, non sur des idées et sur des mots, mais sur des chiffres et sur des faits. Conservateurs nouveau style, admettez-le, nous entendons nous servir de la méthode de pensée la plus moderne, la dernière inventée pour prouver l'excellence de notre cause.

« La Russie a 22 500 kilomètres carrés et près de 160 millions d'habitants. Elle est presque aussi grande et apparemment plus peuplée que l'Afrique (38 millions de kilomètres carrés et environ 100 millions d'habitants) et elle pourrait, à elle seule, former une partie du monde puisque ses frontières embrassent la cinquième partie de toutes les terres émergeant de la surface des eaux. Il faut deux semaines pour aller en chemin de fer de Moscou à Vladivostok et trois jours pour se rendre de Saint-Pétersbourg à Odessa. Nous avons des climats aussi différents que ceux du Gröenland et du Congo, des races humaines aussi dissemblables que l'Anglo-Saxon et le Chinois. Nous ne sommes sortis qu'au dixième siècle de la barbarie la plus absolue; nous avons embrassé le christianisme au commencement du onzième siècle et connu à cette époque-là seulement la civilisation byzantine; dès le treizième siècle et jusqu'au milieu du quinzième, les Khans tatars-mongols ont été les suzerains de nos princes et nous n'avons qu'en 1783, à la veille de votre Révolution, effacé par la conquête de la

Crimée le dernier vestige de leur joug. Nous sommes entrés en 1700 dans la grande famille européenne dont nos voisins les Polonais, les Suédois et les Danois nous empêchaient jusque-là de faire partie, car ils craignaient de nous voir nous approvisionner à l'étranger de canons, de boulets, de munitions, faire venir de l'Occident des artisans qui fabriquaient ces armes, et le roi Sigismond de Pologne menaçait de mort, en plein seizième siècle, les navigateurs anglais qui, par la Baltique, tenteraient de commercer avec nous sans son autorisation expresse. Il n'est pas possible, à notre avis, de donner à un pays si vaste, à un peuple si composite ayant découvert l'Occident depuis deux siècles à peine et comprenant encore 85 pour 100 de paysans, la plupart illettrés, une constitution à l'instar de l'Angleterre ou de l'Amérique; autrement la Russie irait à la dissolution et à l'anarchie.

« Les adversaires de l'autocratie l'accusent d'être obligée par son essence même d'entretenir l'ignorance dans les masses, car si elles pensaient elles prendraient conscience d'elles-mêmes, et si elles prenaient conscience d'elles-mêmes elles voudraient se gouverner. Mais qui donc a fondé les premières écoles supérieures de la Russie si ce n'est Pierre le Grand? Qui donc les a portées à un

haut degré de développement et de prospérité si ce n'est cette Catherine II dont Panine, son conseiller, pouvait dire, en parlant de l'*Instruction impériale pour la rédaction d'un nouveau code,* qu'elle avait des idées libérales « à renverser des murailles ». Qui donc enfin a, de 1870 à 1897, fait tomber dans l'empire la proportion des illettrés de 91 à 75 pour 100 alors que l'Italie, pays depuis longtemps civilisé et constitutionnel celui-là, en compte encore plus de 40 pour 100 ? Alexandre II, Alexandre III, Nicolas II, n'est-ce pas ? Nous contentons-nous d'ailleurs d'instruire le peuple ? Non pas. Nos progrès économiques témoignent des efforts incessants de l'autocratie pour donner plus de bien-être à la Russie. Notre réseau ferré, de 41 000 kilomètres en 1898, dépasse maintenant 60 000 kilomètres. Le budget des recettes s'élève à 2 477 millions de roubles pour 1909 contre 2 024 en 1905, et cela sans que, depuis la guerre, le contribuable ait été frappé d'un seul impôt de quelque importance. Notre commerce extérieur a passé de 1 286 millions de roubles en 1897 à 1 895 millions en 1907 et si l'excédent des exportations sur les importations est tombé de 442 millions en 1905 — chiffre maximum — à 212 millions en 1907, la responsabilité de cette diminution remonte aux révolutionnaires qui ont déchaîné les troubles ouvriers et agraires

et entravé le développement commercial du pays.

« Mais, n'est-il pas vrai, disons-nous à nos adversaires de gauche, tout cela n'est que peu de chose sans cette liberté pour laquelle vous entendez vaincre ou mourir. Peu importe que l'autocratie puisse seule donner à ce pays à peine échappé du moyen âge et à cette mosaïque de peuples qui forment la nation russe, la force et la prospérité, si vous n'êtes pas libres « selon la formule. » Ici, encore quelques questions nécessaires. Ce que vous appelez la réaction des règnes d'Alexandre III et de Nicolas II n'a-t-elle pas eu pour causes directes le mouvement nihiliste qui aboutit à l'assassinat d'Alexandre II, tué le jour même où il venait de signer une Constitution et à l'heure même où la pièce arrivait aux mains des typographes de l'imprimerie impériale ? Et hier encore, en octobre 1905, après avoir arraché au Tsar par la grève générale un Manifeste qui vous donnait cette fois les libertés essentielles et le suffrage presque universel, n'avez-vous pas, vous socialistes révolutionnaires et démocrates, avec la complicité tacite des K. D., continué à fomenter les émeutes, les soulèvements séparatistes en province, les jacqueries et mis la Russie à deux doigts de sa ruine totale jusqu'à ce que l'autocrate vous fît écraser par l'armée ?

« Ah ! sans doute, pour avoir ainsi essayé de faire la révolution devant l'ennemi, pour avoir ainsi jeté votre patrie dans une crise politique et économique où elle aurait pu périr, pour avoir lancé les ouvriers sur les patrons et les paysans sur les propriétaires, vous êtes, socialistes et K. D., l'immense majorité du peuple russe, d'un peuple qui préfère la mort à l'esclavage. Autrement votre crime serait un des plus abominables qu'ait connus l'histoire. Cependant vous n'avez la majorité ni dans le clergé, ni dans la noblesse, ni parmi les paysans qui, attachés à la commune propriétaire du sol, sont comme les serfs de la terre et qui, d'ailleurs, illettrés en grande partie, ne possèdent aucune notion des idées abstraites au nom desquelles vous combattez. Or, les nobles forment, d'après le recensement officiel de 1907, 1,47 pour 100 de la population, le clergé 0,33 pour 100, les paysans 84,16 pour 100, soit au total 86,16 pour 100 de la nation russe, parmi lesquels vous ne comptez qu'un nombre infime de partisans. Alors, vous avez au moins avec vous tout le tiers état russe, les bourgeois, les marchands et les membres des professions libérales, environ 13 pour 100 de la nation ? Non encore, car ils ne vous ont donné ni la totalité ni même la majorité de leurs voix. Mais, comme le calcul électoral est des plus compliqués à faire, admettons pourtant qu'ils soient

entièrement gagnés à vos idées. En ce cas même vous ne représenteriez que 15 pour 100 du peuple au maximum, — nous sommes larges dans notre calcul, — et cependant vous avez osé au nom de cette infime minorité mettre l'empire à feu et à sang de la Baltique à la mer Noire et de la Pologne au Caucase. Ceci suffit à vous juger.

*
* *

« Et ne nous répondez pas que notre parti est, dans ce pays, peut-être beaucoup plus faible numériquement que le vôtre. Nous n'en avons cure puisque notre *credo* politique est basé sur l'autocratie, non sur la loi des majorités, et qu'au demeurant, si nous prenons un instant cette loi comme base de discussion, nous prétendons être, plus que vous, fondés à parler pour l'immense majorité du peuple russe, pour les 100 millions de paysans en grande partie illettrés et dont le cerveau ne contient guère que trois idées, Dieu, le Tsar et la terre. Or, vous niez Dieu et le Tsar et la question agraire n'est pour vous qu'un moyen d'agitation politique.

« Nous avons par des chiffres et par des faits établi au cours de cette discussion que l'autocratie, seule possible en raison de la masse géographique et de la composition hétérogène de la nation

russe, assure le développement économique de l'empire, fait progresser son instruction et lui aurait déjà donné en grande partie les libertés que réclame pour lui une minorité très petite si les attentats des anarchistes ou les mouvements révolutionnaires ne l'en avait, à deux reprises au moins, empêchée.

« Voici maintenant notre programme : le progrès économique dans l'ordre ; *des* libertés, non pas *la* liberté en vrac et d'après un plan idéal, mais au détail et au fur et à mesure des besoins de la Russie. Le ministère actuel nous satisfait sur les deux premiers points, car il s'occupe du progrès économique et a rétabli la tranquillité sinon l'ordre absolu. Cependant, direz-vous, l'empire est, pour la plus grande partie, soumis à l'*oucilennaïa okhrana* (surveillance renforcée), analogue à votre petit état de siège. Nos partis de gauche s'en indignent et l'étranger s'en étonne au nom de la légalité. Nous ne faisons pas, nous l'avons déclaré, de la politique avec des mots mais avec des faits. Or, le fait est que la Russie, à peine sortie du mouvement révolutionnaire, à peine calmée, n'est pas encore en état d'être gouvernée par des moyens normaux. Hier une bombe destinée, n'est-ce pas, à M. Chtcheglavitow, ministre de la justice, éclatait par hasard dans un café de Saint-Pétersbourg; chaque jour

presque, vous pouvez lire dans les journaux les récits de vol à main armée ou d'actes de brigandage. Le moment n'est donc pas très favorable pour suspendre les condamnations ou les exécutions, regrettables certainement, mais nécessaires. Des crimes et des attentats ont été commis il y a deux ou trois ans, des crimes et des attentats sont encore commis journellement et si on les laissait impunis, notre peuple, ne comprenant pas cette clémence, croirait à un nouvel affaiblissement du principe d'autorité. Quand le pays aura repris sa vie normale, on lui rendra une organisation normale. En attendant : que messieurs les assassins commencent.

« Nous ne sommes pas partisans d'une Douma et par conséquent nous n'approuvons pas les lois que la présente Assemblée essaie péniblement de voter; cependant nous acceptons et la Douma et ses lois, puisque telle est la volonté du souverain, pour le temps qu'il lui plaira de les maintenir. Nous croyons qu'étant donnée la situation géographique, ethnique et sociale de la Russie, il n'était pas nécessaire, il n'était même pas prudent de faire des emprunts aux constitutions ou aux coutumes de l'Occident. Nous pensons que l'autocratie peut trouver et développer en elle-même le germe d'une manière de constitution basée sur les besoins et

les traditions slaves. Car, et j'appelle l'attention sur ce point qui est comme le tuf de toute notre argumentation théorique, *nous sommes les possesseurs autochtones de notre sol et nous n'avons jamais été asservis par une race étrangère*. Or, l'Europe tout entière, à l'exception de l'empire des Tsars, a été — au moyen âge d'où date son histoire moderne — conquise et reconquise par différentes races, Lombards, Goths, Francs, Normands, etc. ; d'où deux classes, vainqueurs et vaincus, différentes à l'origine par leur langue, par leur religion, par leurs traditions, d'où féodalité d'abord, puis royauté : seigneurs et vilains, nobles et tiers état. Le concept « État » contient donc, pour les Occidentaux, une dualité indélébile d'intérêts provenant de l'antagonisme originel des conquérants et des conquis. Le droit constitutionnel, c'est-à-dire l'ensemble des lois et des dispositions qui règlent obligatoirement les rapports entre le pouvoir et la nation, — représentant, en dernière analyse, d'une part les vainqueurs, de l'autre les vaincus, — se trouve par conséquent basé sur une défiance réciproque ; les citoyens disent au gouvernement : « Tes droits s'arrêtent là », et le gouvernement répond : « Les tiens finissent ici ». En résumé, les États ayant une constitution occidentale, toujours divisés contre eux-mêmes, ne parviennent jamais, ne

peuvent jamais parvenir à la paix politique et ne connaissent qu'une trêve générale, fréquemment rompue, d'ailleurs.

« Pour les Russes, possesseurs autochtones de leur sol, n'ayant jamais été définitivement asservis par une autre race, n'ayant jamais connu la féodalité, nécessaire à la compréhension d'un État moderne de l'Europe occidentale, conservant à peu près pures leur langue et leurs traditions originelles, nous ne voulons donc pas d'une constitution à l'européenne, c'est-à-dire basée essentiellement sur la défiance entre le pouvoir et les citoyens. Nous désirons que notre patrie arrive librement, par le jeu de ses seules forces, à créer une constitution russe dont la base doit être la confiance entre le Tsar et le peuple qui, appuyés l'un sur l'autre, pourront enfin contenir et châtier la bureaucratie par les fautes de laquelle l'autocratie a été depuis deux cents ans entravée dans son développement normal et logique. Nos moyens pour arriver à ce but ? Ils s'élaboreront d'eux-mêmes dans le sein du peuple russe conformément à ses besoins, quand, par l'instruction et le progrès économique, par l'amélioration constante de tous les services publics, nous l'aurons amené à prendre conscience de lui-même. Il s'ignore complètement à l'heure actuelle et nous ne voudrions pas qu'on abusât de cette

ignorance pour l'affubler d'institutions politiques contraires à son génie, contraires à son histoire et contraire à ses traditions.

« Cette autocratie anisi comprise, nous la défendons de toutes nos forces et par tous les moyens, sans nous laisser émouvoir par l'épithète de réactionnaires et sans tomber surtout dans le snobisme intellectuel qui, en France par exemple, a jeté la bourgeoisie dans les bras des socialistes.

*
* *

« Un dernier mot. On nous accuse d'avoir lâché sur le pays de prétendues « bandes noires » composées de bas peuple, d'ouvriers et de paysans fanatisés par nous au nom de Dieu et du Tsar, et qui, partout auraient égorgé, massacré les anarchistes, socialistes, révolutionnaires, libéraux et intellectuels. Nous n'avons pas eu à former ces bandes noires ni à les lancer contre nos adversaires. Quand il a vu que les émeutes, les grèves et les jacqueries fomentées par la révolution amenaient des répressions qui le décimaient et le ruinaient, le peuple, chez qui les « intellectuels » avaient d'ailleurs tout fait pour affaiblir la crainte du gendarme, s'est rué de lui-même sur ses meneurs — par qui il croyait avoir été trompé. Nous n'avons certes pas

poussé la charité chrétienne jusqu'à pleurer les intellectuels. A vous parler net, nous n'avons pas été fâchés de cet état de choses, car ce même bas peuple, ces ouvriers, ces paysans ameutés auparavant par les révolutionnaires qui leur promettaient le pillage, les terres et les fabriques, avaient fait régner la terreur dans les villes comme dans les campagnes, égorgé un grand nombre de marchands, de patrons ou de propriétaires fonciers, classes parmi lesquelles se recrutent en partie les conservateurs, et saccagé des boutiques, des usines ou des propriétés. Les pouvoirs publics se sont efforcés de rétablir l'ordre. S'ils n'ont pu y parvenir, c'est parce que leur autorité sur les masses avait été diminuée par la propagande révolutionnaire et qu'impuissants jadis à défendre les conservateurs ils étaient maintenant aussi impuissants à protéger les révolutionnaires. D'ailleurs, eussions-nous fait ce dont on nous accuse, nous étions en état de légitime défense. En tout cas nous ne faisions qu'imiter nos adversaires. Sipiaguine, Plehve et tant d'autres avaient été assassinés par les anarchistes avant que Herzenstein et Yoloss fussent tués par les « bandes noires ».

« Aussi bien, en dernière analyse, pourquoi les moyens violents seraient-ils le privilège exclusif des révolutionnaires? Pourquoi ceux-ci garde-

raient-ils le monopole de la propagande par le fait? Pourquoi une minorité audacieuse et résolue de conservateurs, contre laquelle une minorité résolue et audacieuse d'anarchistes emploie la bombe et l'assassinat, ne pourrait-elle pas, elle aussi, se servir de l'assassinat ou de la bombe? »

Les K. D.

Les deux leaders reconnus du parti constitutionnel-démocratique ou K. D., MM. Milioukoff et Roditcheff ont bien voulu guider ma pensée dans la *città dolente* de leurs rêves détruits. L'un professeur, l'autre avocat, tous deux d'une haute intelligence également cultivée, tous deux adversaires irréductibles d'une autocratie exécrée, ils ont joué un rôle prépondérant dans les événements des années révolutionnaires (1). Ils étaient donc mieux qualifiés que personne pour me faire connaître l'état d'esprit du parti de l'opposition le plus fort, le mieux organisé mais le plus exaspéré aussi, car il a été écrasé dans l'instant même où il croyait tenir la victoire définitive si longtemps, si désespérément espérée.

(1) 1904-1907

*
* *

« Si vous voulez, m'ont dit en substance mes interlocuteurs, vous faire une idée de la situation de la Russie en 1909, pensez à ce qu'était la France en 1817 ou en 1853 au temps de la Terreur blanche ou des commissions mixtes. La réaction triomphe et son acharnement contre nous est en raison directe de la peur que nous lui avons fait éprouver.

« Après avoir tenté de nous étrangler d'une manière à peu près légale par la dissolution de la première Douma et après avoir vu que la majorité de gauche revenait plus forte (environ 280 sur 500, première Douma, et 320 sur 450, deuxième Douma) d'élections cependant entachées d'illégalité et d'une effroyable pression gouvernementale, on nous a tout simplement supprimés par le coup d'État de juin 1907. La loi électorale, — établie par le ministère Stolypine et promulguée par le tsar au mépris de la loi fondamentale de l'empire qui, d'après le Manifeste d'octobre 1905, ne peut être altérée que par la volonté commune de l'autocrate et de la Douma, — cette parodie de loi électorale donne en fait à 30 000 grands propriétaires fonciers le droit d'élire la majorité de l'Assemblée. Dix-neuf mille seulement votent et choisissent

plus de la moitié des délégués électoraux de la Russie tout entière : 2618 sur 5160. Ils envoient au Palais de la Tauride 300 membres sur 442. Et les K. D. dont les leaders ont, à Saint-Pétersbourg (suffrage direct), obtenu 22000 voix, plus que toutes les voix réunies de la majorité, sont, eux, à peine soixante.

« Voulez-vous un exemple entre cent de la manière dont se firent les élections? Le premier collège électoral du district de Biejitzk, dans le gouvernement de Tver, devait nommer onze délégués. Les popes y avaient la majorité. L'avant-veille du scrutin quelqu'un s'avisa qu'ils appartenaient aux partis de gauche et en avertit le ministère. L'ordre télégraphique arriva d'appliquer une des dispositions élastiques de cette loi d'escamotage électoral et de former un collège de popes ayant à choisir un seul délégué ; résultat : le délégué des popes fut naturellement K. D., mais les dix délégués restant furent réactionnaires.

*
* *

« On avait donc illégalement brisé notre force légale. On aurait pu, du moins, nous laisser vivre. Mais non. Il fallait se venger. Il fallait encore... Ah! les chiffres ont ici une éloquence plus sombre

que les paroles, depuis trois ans environ, depuis le Manifeste d'octobre, qui devait — ironie des choses! — nous apporter la liberté, il y a eu dans l'empire plus de 20000 condamnations politiques, soit une moyenne de 7000 par an, alors qu'auparavant on en comptait 1000 à peine; plus de 3000 condamnations à mort, alors que pour les vingt-cinq années allant de 1875 à 1900 on n'en relève au total que 134, et plus de 2000 exécutions! Du 14 novembre au 14 décembre 1908, 210 condamnations et 82 exécutions; pour les onze premiers mois de 1908, 1691 condamnations, 663 exécutions. Et la liste rouge est loin d'être close, semble-t-il. Le 18 décembre 1908, on a prononcé à Ekatérinoslav, Kiew, Varsovie et Vladivostock, 49 condamnations capitales, record de ce funèbre sport interjudiciaire auquel se livrent les conseils de guerre. La totalité de ces condamnations et de ces exécutions est motivée par des crimes politiques commis en partie il y a deux ou trois ans. La réaction aime la vengeance froide.

« Nous nageons, d'ailleurs, nous nous noyons plutôt dans l'arbitraire. L'état de siège ou l'*oucilennaïa okhrana* analogue à votre petit état de siège est proclamé dans les neuf dixièmes de la Russie, et l'autocratie semble avoir voulu mettre sous le régime exceptionnel jusqu'aux glaces de l'océan

polaire. La volonté des bureaucrates, ministres, gouverneurs ou agents subalternes est la seule loi que nous connaissions désormais. Aussi, écoutez : en Crimée, le gouverneur général Doumbadzé fait à Yalta incendier une maison de laquelle on avait tiré sur lui ; il exile un vieillard de soixante-cinq ans, M. Piasetzki, conseiller intime de l'empereur, qui, entre autres manifestations libérales, refuse de s'abonner à un journal réactionnaire. A Moscou, le gouverneur général Herschelmann décrète une amende de 3 000 roubles pour quiconque, libraire ou particulier, aura chez lui un livre défendu ; or, il n'y a pas de liste des livres défendus ; celle qui existait avant le Manifeste d'octobre est devenue caduque puisque ce manifeste nous octroyait la liberté de pensée et qu'il n'a pas été abrogé ; cette liste mettait d'ailleurs à l'index un ouvrage intitulé *Discours de Nicolas II* et contenant ces discours *publiés sans aucun commentaire*. Cela laisse à penser ce qu'elle devait être.

« M. Koloubakine, élu député à Saint-Pétersbourg, est poursuivi à Saratoff pour un discours prononcé dans cette ville en 1906 et dont le maître de police l'a publiquement félicité. Tous les témoins lui sont favorables ; seul un agent de police tatar parlant à peine le russe dépose contre lui. Koloubakine est maintenant en prison. Cependant, dans

cette même ville de Saratoff, l'évêque réactionnaire Hermogène peut impunément, en chaire, les yeux fixés sur le gouverneur, s'écrier : « Le tsar a changé le sceptre de Wladimir Monomaque contre une marotte; il est entouré d'idiots et de scélérats... » Il ajoute il est vrai, après un long silence : « ... comme disait le métropolite Philarète au temps d'Ivan IV ».

« M. Marine, élu au Conseil de l'empire, en est exclu pendant les poursuites dirigées contre lui pour un discours prononcé en 1905. Le sénateur Ivanoff, qui a signé une pétition contre la peine de mort rédigée par une ligue à la tête de laquelle est M. Roditcheff, reçoit une lettre du ministre de la justice l'excluant du Sénat.

« Et si nous mentionnons quelques cas notoires, nous ne vous citons pas des centaines d'actes d'arbitraire commis contre de pauvres gens sans défense et dont le seul crime est d'avoir des idées libérales. Les prisons sont pleines, ces prisons où, d'après les rapports parvenus à la Douma, on entasse dix et jusqu'à vingt fois plus d'individus qu'elles ne doivent en contenir normalement, ces cloaques où, d'après les chiffres du député Rosanow, 80 pour 100 des détenus deviennent tuberculeux, ces géhennes où on les passe par les verges sous le moindre prétexte (Schlüsselbourg, Ekaterinos-

lav, etc.) et où les prisonniers, 85 154 en 1905, 111 403 en 1906, 138 500 en 1907, 169 579 en avril 1908, sont à présent 200 000!

« Voilà, n'est-ce pas, qui vous prouve l'implacabilité de la réaction. Cependant nous ne savons que peu de chose, car, ayant étouffé la pensée et muselé la parole, on met une poire d'angoisse à la presse. En deux ans on a *supprimé* 950 publications quotidiennes ou périodiques. Rien qu'au cours du mois de décembre le *Poboudka* et le *Drukarz i litograf* sont fermés à Varsovie, le *Goloss Moskvi* et le *Rannee Outro,* le *Rousskoye Slovo* de Moscou, le *Vetscher* de Saint-Pétersbourg, le *Sevier* de Vologda, les *Poslednia Novosti* de Kieff sont frappés d'amendes allant de 1000 à 2000 roubles. La censure préventive est en fait rétablie car on téléphone aux journaux de garder, sous peine d'amende, le silence sur certains faits. (*Rièlch*, affaire Reinboth.)

« Tandis que nous sommes ainsi sans défense, pieds et poings liés, bâillonnés, on nous livre — on nous livrait plutôt car depuis quelque temps les massacres ont diminué — aux fameuses « bandes noires », aux *tchornaya sotnia* organisées par une poignée de démagogues soudoyés ou illuminés, édition réactionnaire de vos septembriseurs de 1792. Souvenez-vous des *pogroms* de Kichinew,

de Bakou, de Mohilew, de Gitomir, de Nijni, de Sedletz, d'Orcha et de tant d'autres moins connus mais aussi sanglants. On condamne parfois les *pogromchtchiks* (les massacreurs), direz-vous. Oui, mais on les gracie toujours. Feuilletez la collection du journal *Rousskoye Znamia,* organe du docteur Doubrovine, un des chefs des *tchornaya sotnia*. Vous y verrez par exemple qu'entre autres actes nombreux de clémence, l'empereur le jour de sa fête a gracié dix paysans condamnés pour *pagroms* dans le gouvernement de Grodno et ordonné que le docteur Doubrovine en soit informé par le baron Budeberg, chef de la Chancellerie impériale pour recevoir les requêtes.

*
* *

« Ce qu'il y a de plus effrayant dans cette Terreur que nous vivons, ce qui fait que nous ne voyons pas le terme de tant de maux, c'est l'anarchie qui règne partout. Le tsar, jalousement gardé d'ailleurs par une noblesse qui défend ses privilèges et surtout ses terres, est, comme toujours, trompé. Il croit dur comme fer à l' « Union du peuple russe », ligue fondée par le docteur Doubrovine, et est actuellement persuadé que l'immense majorité de la nation ne veut pas de réformes et

est prête à mourir pour défendre l'autocratie. Le moyen du chef des bandes noires est aussi simple qu'ingénieux. A chaque instant, il ordonne, sous le plus petit prétexte, aux comités de l'Union du peuple russe répandus dans toute la Russie de télégraphier à l'empereur pour l'assurer de leur aveugle dévouement. Ces dépêches sont signées : comité de telle ou telle ville, de telle ou telle province. Or, dans la plupart des cas, le « comité » se compose de deux ou trois membres et n'a pas d'adhérents. Le tsar, naturellement porté à maintenir son autocratie et entouré de nobles qui, pour des causes diverses, — intérêts, passions politiques — lui cachent la vérité, répond à ses *millions* de fidèles sujets, en l'espèce quelques milliers, des phrases dans le genre de celles-ci : « Le soleil de la vérité luira un jour sur la Russie » ou « Avec votre aide j'espère vaincre les ennemis de la Russie » ou — ceci en réponse aux télégrammes le félicitant de la dissolution de la seconde Douma : « Je suis sûr que tous les vrais Russes qui aiment leur patrie s'uniront encore plus étroitement et augmentant leur nombre m'aideront à la rénovation pacifique de notre sainte et grande Russie. » Phrases anodines en apparence mais qui montrent bien quelle importance le souverain abusé attache à la fantasmagorie du docteur Doubrovine. Quand

M. Stolypine, homme droit peut-être, mais certainement étroit de vues, vient l'entretenir de réformes à accomplir, le tsar songe involontairement aux télégrammes des « bandes noires » qui demandent l'autocratie ou la mort. Impuissant à diriger la politique de la Russie, notre Premier ne tient pas, d'autre part, son personnel administratif dans sa main. Une partie des gouverneurs de province échappent à son action (exemple Doumbadzé et Herschelmann impunis malgré leurs actes d'arbitraire); l'*oucilennaya okhrana* (état de siège) en fait autant de petits autocrates qui devraient théoriquement soumettre leurs actes à la ratification du ministre de l'intérieur, mais qui ne le font pas ou le font après coup, car ils invoquent l'urgence, excuse admissible dans un pays de plus de 20 millions de kilomètres carrés. D'ailleurs, toute la haute bureaucratie hésite, incertaine. Non pas qu'elle soit systématiquement hostile aux réformes, mais elle « voit venir », prête à servir les vainqueurs et désireuse surtout de ne pas se compromettre. Le reste ne pense qu'à servir ses intérêts.

« Ainsi donc, le souverain est trompé, le pouvoir judiciaire normal suspendu, l'administration incertaine, partout le désordre et l'anarchie.

*
* *

« Il nous reste, direz-vous, la Douma, moyen de contrôle, sinon d'action. Hélas! la Douma est intimidée. La majorité craint de déplaire à M. Stolypine dont nous venons de vous montrer l'inextricable situation. L'opposition redoute une dissolution définitive. L'extrême droite est plus autocrate que l'autocrate.

« Dans la question des écoles paroissiales, par exemple, soixante-dix paysans se déclarent contre le projet de loi du gouvernement. Au moment du scrutin, cinq seulement votent. Les soixante-cinq autres s'abstiennent, car ils se souviennent du sort des paysans antigouvernementaux membres de la première Douma. Un fait encore plus significatif se produisit il y a quelques jours lors de la discussion agraire. Les paysans parlent contre, mais votent pour le projet du ministère.

« Plus encore. Quand il s'agit d'étudier des lois remplaçant les lois exceptionnelles en vigueur actuellement et concernant l'état de siège, la commission de la Douma va plus loin dans l'arbitraire que le gouvernement lui-même, et un octobriste, M. Tenichetff, propose une véritable loi des suspects. Les interpellations? Elles n'ont pas de

sanction, le ministère pouvant y répondre dans le délai d'un mois. D'ailleurs elles doivent être autorisées par un comité composé en majorité d'octobristes et de membres de la droite et, une fois autorisées, elles sont, si l'urgence n'est pas votée, mise à l'ordre du jour quand il plaît au président octobriste. Le budget? Les crédits « intangibles » ou « permanents » — « cuirassés » ou « protégés » selon la spirituelle expression du ministre des finances — représentent, pour 1909, en chiffres ronds, un milliard de roubles, soit près de 2 milliards 700 000 francs, et, au demeurant, quand nous « coulons » un crédit « non-cuirassé » le gouvernement peut le renflouer en vertu soit des « règles temporaires », soit de l'article 89 des lois fondamentales : exemple le budget de la marine de 1908.

*
* *

Non! Il n'y à rien à faire pour l'instant. Nous sommes désarmés. Notre génération a donné sa mesure intellectuelle et morale au cours des luttes de ces dernières années. Si elle n'a pas pu faire triompher le droit, c'est qu'elle n'avait sans doute pas en elle assez de forces vives pour y parvenir. Faudra-t-il attendre une nouvelle génération?

« Nous avons cependant confiance dans ce

qu'un de vos hommes d'État appelait la justice immanente. Le régime pseudo-constitutionnel sous un tsar autocrate que nous imposa l'alliance des aristocrates et des démagogues octobristes porte en lui le germe de sa mort prochaine. En effet, si la Russie veut se donner une constitution analogue à celle des nations de l'Europe occidentale, elle doit accepter, avec l'idée de liberté qui en est l'essence même, toutes les conséquences logiques de cette idée, notamment la séparation des pouvoirs, condition nécessaire de la liberté, et un régime parlementaire, seule garantie de la séparation des pouvoirs. Or, il y a antinomie complète entre « autocratie » et séparation des pouvoirs, puisque, par définition, l'autocrate réunit dans ses mains tous les pouvoirs. Donc, renfermant deux principes irréductiblement opposés, divisé contre lui-même et réduit à l'impuissance, le régime actuel devra, s'il ne veut pas amener la dissolution de la Russie, soit faire retour à l'autocratie sans restrictions, soit accepter la liberté. Nous sommes convaincus que la liberté prévaudra comme elle a toujours et partout prévalu, parce qu'elle est un besoin primordial de l'homme, blanc ou noir, jaune ou rouge. Sa victoire sera peut-être hâtée soit par une crise intérieure causée par la question agraire, soit par une crise extérieure dont la possibilité est évidente.

« Quand, dans quelque temps, dans quelques années, sonnera l'heure de la lutte définitive, nous aurons reconstitué nos cadres et grâce à la tribune de la Douma, grâce aussi à la presse, — si peu libre qu'elle soit, — fait pénétrer nos idées dans les masses. Nous aurons formé, dans les écoles et dans les universités, une nouvelle génération ; nous lui aurons fait comprendre notre programme, c'est-à-dire, en trois mots : le régime parlementaire.

« Et nous verrons surgir de cette jeunesse, plus forte que nous, plus pure peut-être, car elle n'aura pas été empoisonnée comme nous par vingt ans d'autocratie sans frein, les jeunes Siegfried qui, réveillant la Brünhilde slave, la feront sortir de l'asservissement et de l'ignorance où ses princes la tenaient enfermée. »

Les octobristes

Entre ces jacobins de droite et de gauche, entre ce qu'un de mes interlocuteurs appelait « les démagogues césariens » et « les démagogues parlementaires », se placent les octobristes, vainqueurs incontestés de la terrible lutte politique dont pendant quatre ans l'empire a été le théâtre, puisqu'ils ont à la Douma une majorité suffisante et dans le ministère des appuis très solides. Leur leader, M. Goutchkoff,

industriel, banquier, soldat, explorateur, — il possède en effet une grande manufacture, est directeur d'une banque de Moscou, fit au Transvaal le coup de feu pour les Boers, se rendit en Abyssinie près de Ménélik, — a, dans son existence tantôt méthodique et tantôt aventureuse, acquis grâce à une intelligence supérieure un bon sens, une précision, un courage et une initiative qui l'ont mis au premier rang des hommes nouveaux de la Russie. J'ai eu avec M. Goutchkoff deux longues conversations dont voici le résumé.

*
* *

Avant de me faire connaître ses vues sur la situation actuelle, le leader de la majorité a tenu, pour mieux déterminer le coefficient exact de son opinion, à me rappeler brièvement la genèse du parti qu'il a mené à la victoire. Ses adversaires prétendent en effet volontiers que la Minerve octobriste est sortie tout armée du cerveau de Jupiter-Stolypine et que le centre, sans appuis réels dans le pays, est un assemblage artificiel autant qu'hétérogène de marchands, de nobles et de propriétaires fonciers unis temporairement par la seule peur de la révolution.

« Nous sommes, m'a dit M. Goutchkoff, issus

comme les K. D. et au même titre qu'eux du mécontentement général qu'un régime trop autocratique et trop arbitraire avait suscité dès avant la guerre. A cette époque, confondus avec eux dans un grand parti d'opposition, nous travaillions ensemble à faire un corps organisé et conscient de la masse libérale, jusque-là amorphe et inconsciente; au sein des *zemstvos* ou des municipalités nous formions un groupe uni contre la droite, et nous marchions la main dans la main au même ennemi, l'arbitraire, et au même but, la liberté. La guerre nous sépara. Lors des différentes assemblées où se réunirent les délégués libéraux des *zemstvos* et des *municipalités*, une fraction — à laquelle on donna depuis le nom de K. D. — préconisa l'emploi des moyens extrêmes pour arriver au résultat que nous nous proposions d'ailleurs. Estimant qu'il fallait profiter des embarras extérieurs du gouvernement pour lui arracher de vive force le maximum possible de concessions, elle cherchait des alliés dans tous les milieux où se faisait sentir un mécontentement social ou national : chez les socialistes et même chez les révolutionnaires toujours prêts à la violence, chez les paysans à qui elle promettait la terre, chez les nationalités sujettes auxquelles elle murmurait les mots de fédéralisme et d'autonomie. Nous pensions au contraire que s'il convenait

de se servir jusqu'à un certain point des difficultés extérieures où se débattait le tsarisme pour obtenir quelques réformes, on devait par-dessus tout éviter, en s'unissant aux partis extrêmes, en soulevant les nationalités sujettes et les paysans, de déchaîner sur la Russie une terrible révolution. De jour en jour ces sentiments opposés se précisaient davantage. La scission se fit enfin quand les K. D. avouèrent à peu près ouvertement leur alliance avec les révolutionnaires, se déclarèrent partisans de l'expropriation foncière et allèrent jusqu'à l'autonomie pour la Pologne.

« Vous savez le reste, comment après avoir, grâce à la faiblesse et à l'indécision du gouvernement, aiguisé tous les appétits, excité toutes les convoitises, attisé toutes les haines de classe, de nationalité ou de religion, les K. D. firent lors des deux premières Douma une double et retentissante banqueroute qui faillit ruiner pour toujours la Russie; comment le régime, en état cette fois de légitime défense, changea par le coup d'État de juin 1907 une loi électorale qui avait donné deux assemblées aussi nettement révolutionnaires qu'absolument impuissantes et comment naquit la Douma actuelle.

« Nous y sommes arrivés à peu près cent cinquante, soit le tiers des élus de toute la Russie.

Peu à peu les modérés de droite, sous la conduite du comte Bobrinsky, et quelques modérés de gauche sont venus à nous. Les premiers, au nombre de quatre-vingt-cinq environ, d'abord opposés à toute idée de constitution, ont peu à peu compris et accepté la plus grande partie de notre programme; ils sont à présent nos plus fidèles alliés. Sans être, comme on le dit, les maîtres absolus de la Douma, nous y disposons de la majorité des voix, de ce que les Anglais appellent *a working majority*, et, en effet, elle nous suffit pour travailler. Nous représentons la bourgeoisie urbaine, la noblesse rurale, les paysans aisés, des prêtres et aussi de grands propriétaires, la presque totalité, en somme, des classes qui, participant au *self government* local dont les organes sont les *zemstvos* et les municipalités, savent par expérience combien tout progrès politique ou social est lent et difficile et avec quelle prudence il faut procéder dans un pays dont la population contient 85 pour 100 de paysans à peu près illettrés.

« Nous existons et nous travaillons de notre mieux, laissant à nos adversaires de droite ou de gauche le soin de décider si notre origine et notre formation sont conformes à ces théories dont ils font, chacun à sa façon, un si fastueux étalage. Nous sommes sans doute trop peu intelligents et

certainement trop pratiques pour les suivre dans le labyrinthe de chiffres, de faits, d'abstractions, de sophismes, de syllogismes en baroco et en baralipton où ils égarent si élégamment leur pensée. Ils sont les poètes du tsarisme, du parlementarisme ou de la révolution et nous écoutons leurs improvisations non sans un certain dilettantisme. Nous voulons, nous, tout simplement, tout uniment, artisans de la Russie nouvelle, faire des lois qui lui apporteront peu à peu plus de bien-être, plus de liberté, plus de bonheur enfin. Et ceci me conduit à vous parler de notre programme.

*
* *

« Ainsi que notre nom l'indique surabondamment, nous sommes satisfaits des réformes accordées par le Manifeste d'octobre 1905, libertés essentielles, parlement — Douma et Conseil de l'empire — ayant voix délibérative, etc. Mais si nous voulons établir peu à peu une sorte de constitution d'après le système allemand, si nous pensons que nos assemblées doivent légiférer et contrôler, nous combattons l'introduction en Russie de la responsabilité ministérielle. Ce serait à notre avis un grand malheur pour notre pays où ni l'opinion publique ni le personnel politique ne sont encore

suffisamment formés. Une majorité parlementaire pourrait devenir alors un instrument de tyrannie bien plus redoutable que l'autocratie la plus absolue car elle couvrirait de son autorité légale toutes les fautes, tous les crimes peut-être que commettrait un gouvernement probablement sectaire dans un sens ou dans l'autre et certainement inexpérimenté.

« Pour l'instant nous faisons de la *real politik,* c'est-à-dire qu'au lieu de décréter au nom de certains principes des réformes radicales et de torturer ensuite les faits sur ces lits de Procuste, nous étudions les manifestations de notre vie sociale afin d'introduire les changements nécessaires sans briser trop brusquement les traditions nationales, sans violences et sans à-coups inutiles. Nous objectivons notre programme. Je vais vous l'exposer d'abord et vous montrer comment toutes les réformes que nous allons réaliser à bref délai, d'accord avec le gouvernement, concourent à faire triompher, sans fracas il est vrai, mais d'une manière définitive néanmoins, les principes libéraux dont nous nous réclamons.

« 1° *Question agraire.* — Il s'agit, vous le savez, d'enlever au mir (commune), jusqu'ici seul propriétaire, la propriété des terres communales et de les répartir entre les paysans. Réforme capitale qui, en donnant au paysan le droit de posséder la terre, va

faire disparaître les derniers vestiges du servage, élever et former son caractère, créer en un mot un tiers état rural qui peu à peu prendra part au *self government* local. Nous allons voter là tout un ensemble de lois agraires concernant l'émigration en Sibérie, — pour les paysans des communes trop peuplées où il n'y aurait pas assez de terre pour tout le monde, — l'instruction agricole, le crédit agricole, les sociétés de secours mutuels, lois qui dans dix ans auront, nous l'espérons du moins, complètement émancipé nos 100 millions de paysans et considérablement augmenté la production de notre sol.

« 2° *Self government local.* — Ce groupe de lois a pour but d'élargir les pouvoirs administratifs des *zemstvos* et d'établir des *zemstvos* dans les parties de la Russie où il n'y en a pas encore, notamment en Pologne, dans plusieurs gouvernements du Sud et en Sibérie, dans le Caucase, etc. Décentralisation administrative en un mot.

3° *Instruction publique.* — Ces lois obligeront le gouvernement et les *zemstvos* à ouvrir des écoles partout où le besoin s'en fera sentir. Nous augmentons en même temps chaque année le crédit affecté à l'instruction publique.

« 4° *Justice.* — Une loi complètement élaborée et soumise à l'approbation de la Douma réorganise

entièrement les justices de paix. Les juges, élus pour quatre ans, seront inamovibles. Une autre doit réformer le département du Sénat qui connaît des litiges entre les *zemstvos* et les agents de l'administration, ainsi que des crimes ou délits de ces derniers.

« 5° *Réformes sociales.* — Lois d'assistance obligatoire en cas d'accidents, de maladies, etc.

« 6° *Finances.* — Il nous faut beaucoup d'argent pour toutes nos réformes et nous ne voulons pas nous créer de nouvelles ressources en imposant le peuple déjà lourdement chargé. Nous étudions en ce moment un impôt sur le revenu qui donnera environ 25 millions de roubles, une élévation des droits sur les successions et la création d'un droit sur les donations entre vifs.

7° *Lois exceptionnelles.* — Nous voulons limiter par une loi très explicite les droits de l'autorité administrative lorsque l'état de siège, de surveillance extraordinaire, *tcherezvitchaïnnaya okhrana,* ou de surveillance renforcée, *oucilennaya okhrana*, est déclaré. Les lois que nous voterons garantiront la liberté individuelle et établiront une sorte d'*habeas corpus.*

« 8° *Presse.* — Lois libérant la presse de la tutelle administrative et renvoyant les journaux, en cas de délit, devant les tribunaux ordinaires.

« 9° *Religion*. — Ensemble de douze lois donnant une complète liberté de conscience.

« Tous ces projets de lois sont en bonne voie et nous croyons pouvoir les voter avant la fin de la législature.

*
* *

« Voilà ce que j'appelle objectiver notre programme. Nous nous servons pratiquement, sans phrases à effet et sans discours à sensation, des libertés accordées en théorie par le Manifeste d'octobre, nous les faisons entrer dans la vie quotidienne du pays sans l'énerver et sans le surexciter par des mots ou par des idées dont il ne comprend pas encore le sens exact. Nous aurions pu déclamer une grandiloquente déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous préférons, par les lois agraires, faire du paysan russe un homme moderne et petit à petit un citoyen ; par les lois sur l'état de siège garantir la liberté individuelle; par celle sur la religion établir la liberté de conscience; par celle sur la presse réaliser en partie la liberté de penser; par celle sur la justice commencer la séparation des pouvoirs. Il nous aurait été, n'est-ce pas, facile de décréter l'instruction obligatoire. C'eût été ce que vous appelez un beau geste,

un peu cher seulement — il nous aurait coûté environ 1 200 millions de roubles, premier établissement, et 200 millions par an — tout à fait inutile, car nous n'avons ni les écoles normales, ni le personnel nécessaire. Nous préférons rendre l'instruction obligatoire... pour le gouvernement et les *zemstvos* qui seront strictement obligés à ouvrir une école dans toutes les localités où on le leur demandera. Nous espérons ainsi que dans une vingtaine d'années le gouvernement pourra, sans ridicule, rendre l'instruction obligatoire pour un peuple qui comptera alors plus de deux cents millions d'êtres humains. Patience et longueur de temps...

***

« Vous me demandez, maintenant, de vous donner mon opinion sur la situation actuelle de la Russie. A mon avis, elle est bonne. Nous avons traversé, beaucoup mieux qu'on ne pouvait s'y attendre, une épouvantable crise. Le calme est presque complètement rétabli à l'intérieur. L'armée se réorganise rapidement et nous lui accordons sans compter tous les crédits qu'elle demande. L'année dernière nous avions réalisé sur tous les chapitres du budget une économie de 55 millions de roubles qui ont été affectés au ministère de la

guerre. Nos finances ont fait preuve d'une solidité merveilleuse. La guerre nous avait coûté environ deux milliards et demi de roubles, la révolution peut-être davantage, soit au total en chiffres ronds 13 milliards de francs; on aurait pu craindre que le pays ne fût définitivement ruiné. Et cependant, sans un impôt nouveau, nos recettes normales augmentent chaque année dans des proportions considérables, ce qui prouve notre extraordinaire vitalité.

« Il convient d'accepter *cum grano salis* les accusations des partis extrêmes contre le gouvernement. L'opposition est généralement pessimiste dans tous les pays. En ce qui concerne les condamnations, les exécutions et les emprisonnements autour desquels elle mène aujourd'hui si grand bruit, je n'ai pas ici le moyen de contrôler l'exactitude des chiffres qui vous ont été donnés. Mais il me semble qu'en les acceptant même comme exacts, il est impossible d'en faire état tant que l'on ne connaît pas le nombre des crimes commis pendant le mouvement révolutionnaire. Il n'y a ici qu'un élément de calcul qui compte : c'est la proportion entre les crimes et les condamnations, entre les condamnations et les exécutions. Or, c'est justement la seule donnée qu'on s'est bien gardé de vous fournir. Je suis cependant d'avis que les autorités pourraient

agir avec moins de rigueur pour les faits qui remontent à deux ou trois ans et achever moins énergiquement la révolution qui agonise. Toutefois il faut l'achever car elle n'est pas encore morte, et, si on cessait de sévir, nous verrions, dans quelques mois, éclater de nouveaux troubles.

« L'opposition s'élève aussi contre l'arbitraire qui, dit-elle, règne partout. Nous intervenons chaque fois que nous relevons un acte d'arbitraire nettement caractérisé, mais il faut avouer, à la décharge du gouvernement, que nous sommes dans une période transitoire entre l'anarchie passée et la légalité prochaine. Nous sortons d'une véritable crise de folie collective, de folie furieuse; on pourrait vraiment dire que du nord au sud et de l'est à l'ouest la Russie a, pendant quelques mois (1905-1906), été un pays de fous. Sous prétexte de liberté on avait en réalité supprimé toutes les lois existantes sans d'ailleurs en faire de nouvelles et le désordre fut inexprimable. L'arbitraire dont on se plaint actuellement est un résultat de l'anarchie d'alors. Il fut à ce moment-là nécessaire de donner plein pouvoir aux gouverneurs et aux agents locaux afin de leur permettre de rétablir l'ordre. Mauvaise école évidemment, et le gouvernement a du mal à les reprendre en main. Cependant il y tâche. Je pense qu'il devrait le faire au plus tôt.

Nous l'y aiderons par le vote de la loi déterminant d'une manière précise les droits des autorités lorsque l'état de siège, de surveillance extraordinaire ou de surveillance renforcée est déclaré. Certains de nos amis ont pu, de leur propre initiative, proposer, lors de la discussion de cette loi en commission, des mesures excessives. Soyez certains qu'elles ne passeront pas à la Douma. La loi que nous voterons garantira la liberté individuelle. Mais encore faut-il le temps de l'étudier et de la voter. Jusque-là les anciens règlements doivent rester en vigueur et ils sont loin d'être bons.

« Quant au président du conseil, il n'est pas, comme on vous l'a dit, impuissant à réaliser ses bonnes intentions. Entre la réaction et la révolution qu'il doit également achever de vaincre, il a, certes, une situation difficile. Mais s'il est peut-être trop modeste, trop conciliant, il sait parfaitement bien ce qu'il veut : la liberté dans l'ordre. Il est, sur ce point, complètement d'accord avec le souverain. Et à ce propos, je suis certain qu'une fois le pays rentré tout à fait dans la norme, ce qui ne saurait tarder, nous aurons dans l'empereur, dont l'honnêteté et la bonne volonté sont au-dessus de tout soupçon, le meilleur des souverains constitutionnels. Il a été, naturellement, surpris et effrayé des résultats désastreux autant qu'inattendus du

Manifeste d'octobre. Malgré tout, il n'a pas voulu reprendre sa parole. Ce qu'on appelle le coup d'État de juin 1907 — qui s'est après tout borné à reviser la loi électorale sans cependant exclure du suffrage les électeurs ayant voté lors des deux élections précédentes — était indispensable. J'estime d'ailleurs que si un peuple a le droit de s'insurger contre une tyrannie insupportable, un souverain a le devoir de faire un coup d'État pour sauver son pays de la ruine totale. Or, c'était le cas. Quand il verra les réformes promises par le Manifeste d'octobre s'accomplir tranquillement dans une Russie tranquille, le tsar qui, nul ne saurait s'en étonner, reste encore un peu sur la défensive, nous donnera son appui le plus entier.

« On vous a dit encore que la Douma était intimidée. C'est faux, en ce qui concerne du moins la majorité. Je n'ai pas la prétention de connaître l'état d'esprit des partis d'opposition. La majorité veut travailler et éviter les rodomontades inutiles qui auraient pour seul résultat de créer un conflit avec la couronne, de rendre plus forte la position des réactionnaires et de retarder l'application des réformes. Au sujet des interpellations, nous ne voulons pas les étouffer ainsi qu'on nous en accuse; mais il n'existe à présent aucun moyen d'en limiter la discussion qui peut durer jusqu'à deux ou trois

jours, les partis de gauche se refusant généralement à arrêter leur flux de parole ; cependant nous voulons légiférer et comme nous avons en ce moment environ soixante interpellations sur la planche, vous ne vous étonnerez pas que nous considérions ce genre de débats parlementaires sans aucune espèce de bienveillance. Nous comptons d'ailleurs présenter sous peu à la Douma le projet d'un nouveau règlement de ses discussions. Quant au budget, nous contrôlons actuellement 1657 millions de roubles de dépenses et s'il est vrai que 974 millions inscrits à titre permanent ou intangible sont ou « cuirassés » ou » protégés », nous pouvons faire tomber leurs cuirasses, d'accord avec le souverain et le Conseil de l'empire. Cela nous suffit pour l'instant.

*
* *

« En résumé, je considère, sauf les quelques réserves que je viens de vous faire, la situation comme satisfaisante, je dirai même bonne.

Le progrès accompli depuis quatre ans est immense. Nous voici maintenant occupés à *légiférer* — c'est-à-dire *faire des lois* — sur des questions que nous osions à peine soulever autrefois. Nous avons obtenu, en principe, la presque totalité des

réformes que nous désirions et qui, en 1903, nous apparaissaient infiniment éloignées et une Douma élue par la nation étudie en ce moment même leur réalisation. C'est un résultat, cela, et il faudrait être de mauvaise foi pour le nier.

« D'autre part, le pays a montré au sortir d'une crise terrible une vitalité et un ressort tout à fait inespérés. Malgré la guerre, malgré le mouvement révolutionnaire, malgré la perte de plus de 10 milliards de francs, malgré de mauvaises récoltes, ses ressources s'accroissent et son commerce augmente chaque année.

« Tout ceci me permet de conclure que dans quelques années — dix ou quinze ans sont peu de chose dans l'histoire d'une nation — les réformes une fois accomplies et les blessures une fois cicatrisées, ma patrie libre et prospère occupera dignement au tout premier rang des nations civilisées la place que sa masse géographique, économique et militaire lui assigne indubitablement. »

Entretien avec P.-A. Stolypine.

... Une salle du Palais d'Hiver dans laquelle grandit le crépuscule de janvier; au fond de la salle, une fenêtre qu'éclaire de reflets rougeâtres le coucher d'un pâle soleil; devant la fenêtre, un fau-

teuil dont le dossier, très haut, projette sur mon interlocuteur une ombre qui le rend invisible. Et, tout à coup, au-dessus de ce dossier, un poing se dresse fermé, sur le fond sanglant du ciel; une voix s'élève : « J'ai pris la révolution à la gorge et j'achèverai de l'étrangler... si je vis... » Un silence, sinistre, dans ce soir qui tombe; et l'on songe que l'homme qui prononce ces paroles est gardé dans le Palais d'Hiver par des soldats et des policiers et qu'une bombe anarchiste a failli, il y a quelques semaines à peine, le faire sauter lui et sa famille dans la résidence ministérielle d'Aptekarski Ostroff!

La voix reprend : « Il faut, avant de songer à réaliser dans leur intégralité les réformes promises par le Manifeste d'octobre 1905, rendre la Russie au calme, y rétablir l'ordre, l'ordre absolu. On nous demande de faire cesser l'arbitraire, de lever l'état de siège là où il existe encore, de rapporter les décrets accordant à la police des pouvoirs étendus, de supprimer la déportation par mesure administrative. Non! le gouvernement ne peut pas, tant que la révolution n'est pas tout à fait morte, se dessaisir, sans abdiquer, de ses pouvoirs spéciaux. Si le calme renaît peu à peu, le banditisme, résultat de deux ans d'anarchie presque totale, n'a pas encore cessé. La propagande révolutionnaire est menée aussi activement que jamais. Vous en

avez la preuve dans les plus grands journaux étrangers (allusion aux articles que Bourtzeff faisait alors paraître dans le *Matin*). Dernièrement encore on a cherché à fomenter un mouvement séditieux dans la jeunesse des écoles et surtout des universités; or, souvenez-vous que c'est de là que partit en 1905 la révolution. On continue à souffler l'anarchie dans les usines, dans l'armée, notamment dans le corps des officiers. Dans ces conditions, et tout en reconnaissant et en déplorant certains actes d'arbitraire commis par des fonctionnaires, le gouvernement peut-il laisser tomber des armes qui lui sont encore nécessaires pour achever de vaincre la révolution agonisante, soit, mais pas encore morte? Ce serait se livrer aux mains des agitateurs et leur donner un regain d'espoir au moment même où nous devons profiter de tous les moyens et de toutes les circonstances pour les écraser définitivement.

« Je sais bien que les révolutionnaires nous taxent de cruauté et nous accusent devant l'opinion européenne d'être implacables dans la répression. Ils citent des chiffres. Eh bien, nous en citerons aussi. Savez-vous à combien se sont élevés en 1907, 1908 et 1909 les actes de banditisme et les attentats anarchistes commis dans l'empire? Je vais vous le dire. En 1906, à 4742; ils ont coûté la vie

à 738 fonctionnaires et 640 particuliers, tandis que 948 fonctionnaires et 777 particuliers étaient blessés. En 1907, 12 102 actes de banditisme ou attentats anarchistes : résultats, 1 231 fonctionnaires tués, 1 284 blessés, 1 768 particuliers tués, 1 734 blessés, 2 771 000 roubles volés dans les caisses de l'État ou des particuliers. En 1908 — hier encore, puisque nous sommes au commencement de 1909, — 9 424 attentats, 365 fonctionnaires tués — un par jour, — 571 blessés, 1 349 particuliers tués, 1 384 blessés, 2 200 000 roubles volés! Soit, au total, pour trois ans, 26 268 attentats, 6 091 fonctionnaires et particuliers tués, plus de 6 000 blessés, plus de 5 millions de roubles, soit 13 millions de francs, volés à main armée dans les caisses des particuliers et de l'État.

« Que sont, en regard de ces chiffres, les 20 000 condamnations soi-disant politiques qu'invoquent contre nous les partis avancés? Notez, d'ailleurs, qu'à leurs yeux ces attentats sont presque en totalité des attentats « politiques ». Que sont les 3 000 condamnations à mort et les 2 000 exécutions qu'on nous reproche? Et ne trouvez-vous pas plutôt une marque d'insigne clémence que dans l'année 1908, où 375 fonctionnaires et 1 349 particuliers furent tués par des bandits anarchistes, nous n'ayons, nous, exécuté que 697 condamnés?

« Est-ce notre faute si les geôles sont pleines, — les chiffres donnés par les révolutionnaires sont d'ailleurs faux, car ils comprennent la totalité des prisonniers ayant au cours d'une année passé par les prisons et non le nombre de ceux y étant, à certaines dates, incarcérés — si la police et les fonctionnaires exaspérés par les attentats dont ils sont constamment l'objet se vengent parfois cruellement ?

« Et c'est dans un pays encore aussi bouleversé et aussi divisé contre lui-même, aussi immense, d'ailleurs, et peuplé de races aussi différentes, que l'on nous somme, avec des menaces exécrables, d'introduire séance tenante les derniers perfectionnements de la liberté politique telle qu'elle est pratiquée dans les démocraties de l'Occident : régime parlementaire, suffrage universel, responsabilité ministérielle, liberté d'association et de réunion ; de résoudre la question agraire par l'expropriation forcée des propriétaires fonciers et de réunir les nationalités si diverses et parfois si peu civilisées qui composent la Russie dans une fédération où elles jouiraient d'une autonomie absolue ! Pouvons-nous, nous, gouvernement, c'est-à-dire réunion d'hommes ayant pour mission de diriger, de conduire et d'administrer le pays, nous rendre à de telles sommations faites, au demeurant les armes

à la main et la menace à la bouche. Non, notre devise est et doit être : de l'ordre, encore de l'ordre et toujours de l'ordre !

« Nous faisons cependant, dans la mesure où nous le permet le mouvement révolutionnaire, tout ce qui est possible, non seulement pour faire revenir la Russie à l'état normal, mais encore pour réaliser les réformes promises par le Manifeste d'octobre. Partout où la situation du pays s'améliore, nous supprimons l'état de siège et les états de protection extraordinaire ou renforcée *(tcherezvitchaïnnaya* et *oussylennaïa okhrana)* qui donnent, vous le savez, en Russie, au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour maintenir l'ordre. Nous contrôlons, partout où la diminution des actes de banditisme et d'anarchie nous en donne la latitude, les actes de nos fonctionnaires. Les déportations administratives, qui en 1908 se sont élevées à dix mille, diminuent rapidement et, si le calme continue à se rétablir, nous espérons que cette année elles n'atteindront pas trois mille (1).

« D'autre part, et quelque occupés que nous puissions être à achever de vaincre la révolution, nous nous occupons, avec l'assentiment du souverain, à réaliser les promesses contenues dans le Manifeste

(1) Elles furent en réalité inférieures à ce chiffre en 1909.

d'octobre. Nous avons déjà déposé à la Douma et au Conseil de l'empire des projets de loi qui feront entrer dans le code russe les réformes accordées en principe par l'empereur : projets de loi sur la liberté de conscience, l'inviolabilité individuelle, l'inviolabilité du domicile, l'inviolabilité de la correspondance. Des lois temporaires existent en outre touchant la liberté de conscience, la liberté de la presse. Elles seront remplacées par des lois définitives dont les projets sont à l'étude et vont être prochainement déposés sur les bureaux des assemblées.

« Voici d'ailleurs notre programme : continuer à faire revenir peu à peu la Russie à l'état normal, ce qui n'est point une tâche extrêmement aisée si l'on songe que du nord au sud elle a été pendant près de deux ans livrée à l'anarchie ; que nous avons eu la république d'Ekaterinoslav et la ville libre d'Odessa ; les émeutes à Moscou et à Saint-Pétersbourg, les soulèvements nationalistes en Pologne, en Finlande et au Caucase ; ceci fait, ou plutôt, tandis que nous accomplissons cette tâche, réaliser, mais sans une précipitation qui, dans les circonstances actuelles, serait fatale, les promesses du Manifeste d'octobre ; résoudre ensuite dans le sens russe, naturellement, mais sans violence et avec modération, les questions dites nationales, touchant la Finlande et la Pologne ; faire voter une loi agraire

qui enlève la propriété des terres au « mir » ou commune pour la donner aux habitants des villages, transfère au paysan russe la propriété individuelle de ces terres, et lui fournisse par des institutions de crédit appropriées le moyen de les exploiter d'après les procédés modernes de culture; créer des écoles primaires et professionnelles partout où cela sera possible; enfin, nous préoccuper surtout du développement économique du pays, le favoriser par l'extension du réseau ferré, par la création d'institutions de crédit qui permettront aux municipalités et aux zemstvos de procéder aux travaux d'hygiène, d'assainissement, de voirie, et à la construction de tramways et de chemins de fer locaux. J'ajoute que tout cela serait impossible si nous n'avions pas des finances solides et que je suis tout à fait d'accord avec mon collègue et ami M. Kokovstsoff pour ménager et consolider encore les nôtres qui heureusement sont à l'heure actuelle, trois ans après une guerre malheureuse et au lendemain d'une crise révolutionnaire aiguë, des plus solides : témoignage éclatant de la vitalité de la Russie.

« En un mot, suivant une formule en honneur chez vous, ni réaction, ni révolution : le progrès politique et économique dans l'ordre, sans lequel il n'est pas possible.

« Sa Majesté approuve entièrement mes vues et me donne, pour les réaliser, tous les appuis et tous les encouragements que je puis désirer. »

Tel est le programme que m'exposa M. Stolypine. On verra dans le livre documenté de M. Polé-jaïeff que ce n'étaient point là de vaines paroles. L'homme qui, frappé à mort au théâtre de Kieff par un de ces anarchistes qu'il avait combattus avec tant d'âpreté et de courage, se tourna, avant de tomber dans les bras de ceux qui l'entouraient, vers la loge impériale et fit de sa main sanglante le signe de la croix, avait au cours de ses six années de pouvoir bien mérité de sa patrie et de son souverain. Comme un autre héros tombé pour son pays, il a pu lui aussi, en toute conscience, s'écrier sur son lit de mort : « Grâce à Dieu, j'ai fait mon devoir! »

III

L'opinion publique rend, en Russie comme dans le reste du monde civilisé, un hommage éclatant à Stolypine et à son œuvre. Il serait injuste de ne pas associer à cet hommage le tsar qui a permis à l'homme d'État russe de commencer et de mener à bien la régénération et la transformation de la

Russie. Les anarchistes, les révolutionnaires et leurs amis et alliés les socialistes ont depuis longtemps, grâce aux appuis dont ils disposent dans une presse généralement peu informée des choses de Russie, calomnié Nicolas II devant l'opinion européenne (1). J'ai déjà, à l'époque où le voyage du tsar en Italie provoqua dans les milieux et dans les feuilles socialistes et anarchistes des manifestations violentes et un redoublement d'insultes, protesté contre des attaques aussi injurieuses que mensongères. Qu'il me soit permis de reproduire ici l'article que je publiais à cette époque dans *l'Écho de Paris* (22 octobre 1909), et qui peut, au seuil d'un livre traitant des progrès politiques et économiques faits par la Russie sous le règne de Nicolas II, préciser la figure de ce souverain :

« Les anarchistes, socialistes et autres arrivistes italiens, non encore repus du « nourrissant cadavre » que, suivant la forte expression de notre confrère *le Temps*, ils ont découvert dans les fossés de Montjuich, recommencent contre le tsar, à propos de son voyage en Italie, une campagne analogue à celle qu'ils mènent contre le roi d'Espagne au sujet de l'exécution de Ferrer. Dans un mani-

(1) Voir à ce sujet ce que pense M. Goutchkoff, leader du parti octobriste et ancien président de la Douma ; page 44 de l'Introduction.

feste grandiloquent publié par l'*Avanti,* le comité directeur du parti socialiste italien convie le prolétariat à manifester contre le séjour à Racconigi du « grand tyran sanguinaire et sanglant », de « l'empe- « reur et pape tout-puissant, mille fois plus funeste « à la civilisaticn du monde qu'Alphonse XIII ». Tel est le thème initial de l'*Avanti,* que vont, à n'en pas douter, bientôt reprendre le saxophone de M. Jaurès et les cors anglais du *Labour Party,* solistes distingués de cet étrange orchestre qui, à certaines époques et sur certains mots d'ordre, exécute de par le monde la symphonie discordante de l'anarchie internationale.

« Le peuple italien ne paraît pas devoir, cette fois, se laisser prendre à cette pompeuse phraséologie; d'après les feuilles démocratiques elles-mêmes, comme le *Messaggero* de Rome, il semble vouloir en très grande partie refuser son concours aux organisateurs du désordre. Et il a raison, non seulement si l'on considère ses intérêts, car une entente de l'Italie et de la Russie sur la question balkanique est une précieuse garantie du *statu quo* et de la paix européenne, mais encore si l'on étudie la personnalité du souverain que va recevoir Victor-Emmanuel.

« S'il n'est pas un de ces hommes rares, qui façonnent leur pays et parfois leur époque d'après

leurs idées ou leurs théories, Nicolas II est du moins un souverain averti, parfaitement honnête et plein des intentions les meilleures qu'il réalise dans la mesure du possible.

« Le tsarisme qui, quelque mal qu'on en puisse dire, avait créé la Russie et cimenté cette masse de peuples et de territoires en un empire homogène, a fait tout à coup, lors de la guerre russo-japonaise, une faillite éclatante et que nul ne pouvait prévoir aussi prochaine. Il a fallu, sous la poussée d'un mouvement révolutionnaire intense et pendant une guerre extérieure malheureuse, donner à cet immense pays ayant 22 millions de kilomètres carrés — la France n'en a que 500000 — à cette nation comprenant 160 millions d'habitants — presque le dixième de toute la race humaine — et vingt races et religions diverses, une nouvelle organisation. Il a fallu opérer cette transformation difficile au moment où l'anarchie régnait partout, où des mouvements séparatistes avaient lieu en Pologne, dans les provinces baltiques, au Caucase, où la république était déjà proclamée dans le sud de la Russie, à Odessa et Ekaterinoslav et dans plusieurs villes de Sibérie. Sur l'avis de ses conseillers, Nicolas II, jeté au milieu de cette tourmente politique après dix ans de pouvoir absolu, a accordé à la Russie les libertés essentielles et deux

Assemblées, la Douma et le Conseil de l'empire, qui ont, avec la mission de faire entrer dans la législation russe les libertés promises par le manifeste d'octobre, le droit de contrôler l'emploi des deniers publics et presque toutes les attributions des Assemblées délibérantes des pays occidentaux. Fidèle à la parole donnée, il n'a pas voulu, au moment où 800 000 soldats revenus d'Extrême-Orient lui permettaient d'imposer sa volonté quelle qu'elle fût, retirer un seul mot de la Charte qu'il avait signée. Plus encore : lorsque, l'année dernière, au mois d'avril, il fut sollicité par tous les partis réactionnaires d'éloigner M. Stolypine et de détruire son œuvre, d'étouffer, en un mot, toutes les espérances libérales de la Russie, il refusa net et déclara au président du conseil qu'il entendait non seulement le conserver, mais encore lui voir suivre les voies tracées par le Manifeste d'octobre et que telle était son *inébranlable volonté*. Ce « tyran », qui disposait à ce moment-là de toute l'armée dans un pays calmé et déjà en marche vers la prospérité économique et financière, a compris — c'est d'ailleurs l'avis de tous ceux qui connaissent la Russie et s'intéressent à son avenir — qu'un retour à droite serait fatal, mortel pour l'empire, et cet ex-autocrate, fils et petit-fils des autocrates les plus puissants que le monde ait jamais

pu voir, a, dans la plénitude de sa volonté, refusé de prêter les mains à toute tentative de restaurer l'autocratie.

« Mais, pour poser en Russie les premiers jalons du régime constitutionnel, pour permettre à ce pays de reprendre sa vie normale, de panser les blessures de la guerre et de la révolution, et d'amortir les 13 milliards de francs qu'elles lui coûtèrent, il avait fallu rétablir l'ordre dans l'empire. Douze mille attentats terroristes avaient ensanglanté la seule année 1907, coûtant la mort de plus de trois mille fonctionnaires ou citoyens.. En 1908, le nombre de ces attentats était un peu moindre, huit mille, si ma mémoire est fidèle, et ce n'est guère que depuis le commencement de 1909 qu'ils ont à peu près cessé. D'autre part, au milieu de l'anarchie générale qui, fomentée par la propagande révolutionnaire, avait prévalu de 1905 à 1908, les crimes de droit commun avaient augmenté dans des proportions effrayantes. Aucun pays civilisé n'aurait pu, sans périr, tolérer un pareil état de choses, et le gouvernement russe a dû le faire cesser. La répression a été sévère, souvent violente et parfois brutale, soit; mais il ne faut pas oublier, en la jugeant, que le mouvement révolutionnaire avait été terrible, que des crimes atroces avaient été commis, qu'excités par la propagande

anarchiste, des enfants eux-mêmes étaient devenus des assassins, qu'on avait vu un gamin de quatorze ans tuer le professeur qui l'avait refusé à un examen, et une fillette de quinze ans exaltée par les proclamations révolutionnaires abattre, en pleine rue, un officier à coups de revolver. Il faut faire aussi la part de l'exaspération assez compréhensible d'une police surmenée et décimée chaque jour par des attentats terroristes.

« C'est cette répression que notre sensibilité réprouve sans doute, mais que notre raison doit admettre comme nécessaire, sans en approuver tous les moyens que les libertaires cosmopolites ne pardonnent pas au tsar. L'anarchie russe était, à leur avis, une excellente leçon de choses pour les partis de désordre du monde entier, et la rapidité avec laquelle ils ont adopté ses méthodes, notamment en ce qui concerne la grève générale, nous est une preuve de l'estime dans laquelle ils la tenaient. Ils ne peuvent se consoler de voir la Russie définitivement rentrée dans l'ordre et prospère. Éternels et irréductibles ennemis d'un état social et d'un ordre de choses établis par la lente expérience des nations, visionnaires épris parfois d'un rêve généreux, peut-être, mais irréalisable dans la civilisation actuelle, souvent aussi charlatans sans scrupules, c'est toute la société qu'ils

attaquent dans la personne de Nicolas II. Par une exploitation éhontée de la sensibilité et, disons-le, de la crédulité publiques, ils cherchent à discréditer dans l'esprit des masses toutes les méthodes de gouvernement et à affaiblir partout le respect du principe d'autorité et le sentiment de discipline sans lesquels les communautés humaines ne sauraient exister, se développer et progresser. La venue du tsar à Racconigi n'est, au fond, qu'un prétexte commode pour leur propagande.

« Et c'est afin de mettre en relief ces procédés détestables, afin de mettre en regard de cette apologie systématique de l'anarchie ce que je crois être la vérité, que j'ai tâché de donner aux gens de bon sens et de bonne foi quelques éléments d'appréciation sur le rôle du souverain dont le voyage en Italie déchaîne de par le monde les colères des professionnels du désordre. »

IV

Nous devons, en France, n'en déplaise aux songe-creux du socialisme et aux théoriciens de l'anarchie, nous réjouir d'autant plus des progrès immenses constatés par M. Poléjaïeff, qu'en dehors

d'intérêts financiers évidents, nous avons, comme d'ailleurs l'Europe entière, un intérêt politique non moins évident à ce que la Russie reprenne, au plus tôt, dans le concert européen une place prépondérante.

La guerre russo-japonaise a en effet rompu au profit de l'Allemagne l'équilibre à peu près établi depuis 1890 par l'alliance franco-russe, et, quelle que puisse être la sincérité de ses intentions comme de ses assurances pacifiques, cette puissance ne peut pas, si elle en trouve l'occasion, ne pas chercher à profiter des circonstances.

Elle est poussée fatalement, inconsciemment presque, par ses succès militaires de 1866 et de 1870, par ses prodigieux progrès économiques, par l'augmentation de sa population, par son manque de colonies, vers la monarchie universelle, comme le furent à différentes époques de l'histoire et pour des raisons similaires, l'Espagne de Philippe II, la France de Louis XIV et de Napoléon Ier. Dès 1820 M. de Talleyrand prévoyait ce phénomène historique. Il écrivait : « Ce qui menace de rompre l'équilibre européen, dans un temps plus ou moins éloigné, ce sont les aspirations qui deviennent universelles dans le centre de l'Allemagne. Les nécessités de la défense et un péril commun ont préparé les esprits pour l'unité germanique. Cette idée con-

tinuera à se développer, et quelque jour l'une des grandes puissances qui font partie de la confédération désirera réaliser cette unité à son profit. L'Autriche n'est pas à craindre; étant composée de pièces et de morceaux et n'ayant pas l'unité chez elle, elle ne peut pas songer à l'exporter. C'est donc la Prusse qui doit être surveillée; elle tentera l'aventure et, si elle réussit, alors toutes les conditions de l'équilibre seront changées; il faudra chercher pour l'Europe de nouvelles bases et une nouvelle organisation. »

La Prusse a « tenté l'aventure » et « a réussi ». Elle fut aidée et par les fautes de Napoléon III et par celles de l'Angleterre. La reine Victoria, chez qui l'amour du prince consort avait d'ailleurs fait naître pour l'Allemagne des sympathies inébranlables, ne sut pas en 1870 et bien qu'elle eût sur la politique étrangère de ses ministres une influence profonde, imposer à son gouvernement une intervention que Bismarck redoutait à un tel point qu'il n'en put, écrit-il dans ses Mémoires, dormir pendant près d'un mois. Obsédée par la crainte d'une Russie en marche vers les Indes, la reine laissa trente ans plus tard se conclure l'alliance anglo-japonaise qui allait permettre au Japon de mettre à exécution ses desseins contre l'empire des tsars et rompre ainsi au profit de l'Allemagne l'équilibre européen réta-

bli tant bien que mal par l'alliance franco-russe.

Lorsque Édouard VII revint à la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne qui, pour des raisons évidentes, ne peut laisser s'établir en Europe une monarchie universelle et s'est toujours appuyée pour en empêcher la réalisation sur un système d'entente, d'alliances et d'amitiés continentales, il était déjà bien tard. La Russie était momentanément abattue. L'Europe vécut alors, sous la menace allemande, de 1905 à la fin de 1911, les jours d'angoisse et de trouble dont le lourd souvenir pèse encore sur toutes les mémoires.

Le relèvement aussi rapide qu'imprévu de la Russie nous permet désormais d'espérer qu'ils ne reviendront plus. Bien que l'empire n'ait point encore terminé complètement la réorganisation de son armée et surtout de sa flotte, les progrès déjà faits sont assez sérieux pour lui rendre désormais la plus grande partie de son ancienne puissance militaire. L'armée active compte actuellement un million cent mille hommes dont près de sept cent mille massés sur les frontières d'Allemagne et d'Autriche ; elle est bien entraînée, son matériel de guerre est excellent et elle sera bientôt, si elle ne l'est déjà, l'égale des meilleures armées européennes. La flotte, complètement détruite pendant la guerre russo-japonaise, se reconstitue peu à peu. Elle a,

dans la Baltique, en dehors de quelques grosses unités analogues à nos *Danton*, quatre dreadnoughts sur le point d'entrer ou récemment entrés en escadre et quatre autres sur cale. D'ores et déjà l'Allemagne qui, dans la mer du Nord, lutte avec l'Angleterre pour la suprématie navale, doit se préoccuper de la flotte russe assez forte pour immobiliser dans la Baltique quelques-uns des cuirassés allemands et pour permettre ainsi à la flotte anglaise de prendre sur sa rivale un avantage numérique important. Le programme naval russe et la convention navale conclue récemment entre la France et la Russie prévoient une augmentation considérable de la flotte de la Baltique qui pourrait ainsi, en cas de guerre, prêter aux escadres britanniques un concours des plus efficaces.

Rentrée dans le calme, prospère et forte, pacifique par ailleurs, la Russie, d'accord avec la France et l'Angleterre, est, pourrait-on dire, la base sur laquelle il faut consolider cette « nouvelle organisation de l'Europe » dont Talleyrand prévoyait dès 1820 la nécessité et qu'Édouard VII a commencé à mettre sur pied par l'accord franco-anglais de 1904. Une Russie puissante est, à l'heure actuelle, la condition *sine quâ non* de l'équilibre européen et de la paix européenne. Le livre de M. Poléjaïeff, qui nous apporte presque à chaque page des témoignages

précis de cette puissance si rapidement reconquise, a donc, non seulement au point de vue financier ou économique, mais encore et surtout au point de vue politique, une valeur de premier ordre, et, abstraction faite, même, de ses autres et très grandes qualités, mériterait, à ce titre seul, d'être lu avec la plus extrême attention.

GASTON DRU.

SIX ANNÉES

LA RUSSIE DE 1906 A 1912

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION EN 1906-1907

Six ans à peine se sont écoulés depuis l'époque où, incendiée par l'émeute, la Russie paraissait devoir sombrer dans une catastrophe définitive. Divisé contre lui-même, le peuple russe voyait sa vie bouleversée et comme suspendue : le frère s'était levé contre le frère, le fils contre le père. Chaque jour déformait davantage l'âme russe et semblait la rendre plus épouvantable. Les plus courageux eux-mêmes étaient prêts au désespoir.

Dans les villes, des désordres partout éclataient ; chaque jour explosaient des bombes ; on pillait les dépôts d'alcool, les bureaux de poste, les banques, les convois d'argent ; on donnait l'assaut à des trains entiers. Les étudiants s'étaient transformés en une armée révolutionnaire ; les écoliers, comme les écolières, ne rêvaient que grèves ; les ouvriers s'emparaient des usines ; des chevaliers d'industrie s'érigeaient en représentants de la « souveraineté populaire » ; on organisait la rébellion à main armée, et tous les moyens possibles étaient mis en œuvre pour agiter les troupes et les entraîner à trahir l'empereur et la patrie. Dans les campagnes on incendiait les châteaux des propriétaires fonciers, on s'emparait des terres, on ruinait et on détruisait tout ce que l'on pouvait ruiner ou détruire.

Partout des provocateurs et des fomentateurs de troubles, recrutés surtout parmi la jeunesse. Les bourgades et les

villages étaient inondés d'appels au pillage, au brigandage et au meurtre. Dans les villes siégeaient les meneurs des bandes révolutionnaires ; c'est là qu'ils élaboraient les plans des complots, préparaient les bombes, accumulaient des réserves d'armes de toute espèce, publiaient des gazettes incendiaires. Et les agitateurs, qui suscitaient et entretenaient cette folie dans l'esprit et dans le cœur du peuple, croyaient arriver ainsi par la voie la plus rapide et la plus sûre à réaliser le rêve utopique de l'âge d'or, tel que le décrivent les maîtres et les inspirateurs du socialisme.

Sur quoi pouvait-on, au milieu de ces désastres, fonder quelque espérance? La première Douma semblait tout indiquée. Pour la première fois, dans l'histoire de Russie, des représentants avaient été élus par la nation sur l'initiative du monarque. Une œuvre d'une gravité exceptionnelle avait été confiée à ces délégués populaires par le souverain : travailler avec lui à organiser la terre russe, à déterminer les aspirations et les besoins populaires et à leur donner satisfaction. N'était-ce pas là le moment où tout ce que la Russie comptait de meilleur devait s'unir, et, solidairement avec le souverain, en harmonie complète avec le gouvernement, arracher le pays, d'un seul élan, au danger mortel qui le menaçait?

Telle n'a pas été l'œuvre de la première Douma. Elle se composait précisément, en majorité, des mêmes provocateurs, des mêmes agitateurs, qui, les mains encore souillées par les incendies et les meurtres, s'étaient hâtés d'escalader la tribune parlementaire, ou bien d'ambitieux pour lesquels le but principal était de renverser le pouvoir légal pour l'usurper de force, ou bien d'utopistes, peut-être de bonne foi, dans une certaine mesure, mais gens « livresques », éloignés de la vie, convaincus qu'il suffit de prendre une feuille de papier et d'y tracer le projet d'une existence meilleure pour qu'ef-

fectivement l'existence se transforme, s'améliore et s'embellisse. Il y avait aussi parmi les députés des meneurs qui soulevaient ces éléments de race étrangère, dont les âpres revendications fermentent sur nos frontières ; ils étaient fermement convaincus que la Russie serait impuissante à résister à l'assaut révolutionnaire, et que, par conséquent, l'occasion était favorable pour réaliser d'un seul coup leur rêve de l'indépendance complète des régions frontières.

Il convient de rappeler la conduite de la première Douma. Elle aussi, elle a vu l'embrasement des incendies, où disparaissaient des millions, mais, à ses yeux, ces incendies ne constituaient pas une catastrophe nationale ; ils servaient exclusivement à lui prouver que dans sa révolte ouverte contre le pouvoir suprême elle n'était pas isolée, qu'elle avait derrière elle un peuple en révolte. Elle aussi, elle a entendu les gémissements de milliers de personnes impitoyablement massacrées parce qu'elles avaient décidé de rester loyalement à leurs postes, mais comme, par-dessus les cadavres, elle espérait atteindre son but révolutionnaire, ces gémissements n'ont été, pour elle, qu'une musique pleine d'agréables promesses. D'un geste solennel la Douma montrait les propriétés dévorées par les flammes, le sang versé par les assassins, et n'avait qu'un désir : celui de voir les flammes se déchaîner, plus éclatantes et plus puissantes, et le fleuve de sang s'étendre toujours plus large, car alors seulement sonnerait l'heure du désespoir général qui ferait de l'Assemblée la maîtresse de la Russie et porterait ses meneurs vers les sommets qu'ils visaient audacieusement.

A l'heure actuelle tout cela peut paraître un conte... rouge. Et, de fait, cela ne semble-t-il pas à présent être un conte qu'un nommé Nossar ait pu ordonner au peuple de retirer les fonds déposés dans les caisses d'épargne, et que ses ordres aient été exécutés? Un conte qu'il se soit trouvé un

lieutenant pour déclarer la guerre à Sébastopol, à ce sanctuaire de la vertu militaire russe, pour tirer sur la ville et pour exiger sa reddition? Un conte aussi, la proclamation de la petite ville de Novorossisk en république? Et que dire de l'aventure de l'avocat Pergament qui faillit devenir président de la ville libre d'Odessa?

Oui, tous ces événements paraissent à présent quelque chose de lointain, de si lointain même qu'ils nous semblent entrés déjà dans la légende. On dirait tout au moins que des lustres entiers nous en séparent aujourd'hui. Or, en 1907, nous parlions encore des émeutes comme de l'actualité à l'ordre du jour, et nous sommes seulement en 1912. Que s'est-il donc passé? Comment sommes-nous sortis de la situation où nous nous débattions? Il a dû incontestablement se passer quelque chose de très important et même d'absolument exceptionnel; sinon il serait impossible d'expliquer de quelle manière, en un laps de temps aussi court, les Russes auraient pu perdre la mémoire de malheurs aussi récents.

C'est là, précisément, l'objet de notre enquête.

CHAPITRE II

LA TÂCHE DU GOUVERNEMENT

Par quoi devait, d'abord, pour apaiser les troubles, commencer le gouvernement? Deux voies paraissaient possibles : celle de nouvelles concessions, formulées dans la langue révolutionnaire de l'époque par les termes : « Vastes réformes constitutionnelles », ou celle d'une pacification immédiate des émeutiers, accompagnée simultanément de réformes appelées à donner satisfaction urgente aux plus importants des besoins réels de la nation.

La première voie est admirable, peut-être, lorsqu'on l'envisage dans la sérénité d'un cabinet de travail, en dehors de l'espace et du temps. Que se serait-il passé, cependant, si le gouvernement s'y était engagé? Il ne faut pas oublier qu'en face de faveurs sans limites les exigences des solliciteurs augmentent toujours d'une manière illimitée. C'est précisément de l'octroi, par le pouvoir suprême, des premières libertés que date le déchaînement de l'incendie révolutionnaire, et chaque octroi nouveau a uniquement contribué à alimenter l'énorme bûcher qu'entretenaient des émeutiers de tout acabit. L'exaucement par le monarque de chaque vœu populaire était régulièrement interprété comme une concession de plus, comme une abdication nouvelle et ne faisait que stimuler les appétits. Ainsi, ceux qui, une semaine encore avant l'institution de la représentation nationale, songeaient tout au plus à l'introduction

des élus des zemstvos au Conseil de l'empire, rêvaient déjà, à peine cette réforme promulguée, d'une assemblée constituante. Ceux qui caressaient auparavant l'idée d'une large charte constitutionnelle ne parlaient plus que de république. Et ceux, enfin, qui réclamaient la république, ceux-là exigeaient le partage des biens et l'institution d'un régime sous lequel il n'y aurait pas de riches et sous lequel tous pourraient vivre grassement sans travailler.

Sans doute, il est encore possible de dire qu'il eût suffi, malgré le caractère indéfini des exigences, de donner satisfaction aux seules demandes « raisonnables ». Il y a là, une fois de plus, une belle idée, en théorie. Mais comment déterminer les revendications vraiment raisonnables, puisque l'état révolutionnaire se distingue précisément de l'état social normal par ce fait que chaque parti politique, à peine improvisé, n'admet comme raisonnables que la réalisation intégrale de ses propres *desiderata?*

Examinons d'ailleurs la question en détail. Parmi les revendications populaires l'amnistie générale tenait le premier rang. Les meneurs voulaient ainsi enraciner dans l'esprit des émeutiers la certitude absolue d'une parfaite impunité, et aspiraient tout simplement à enrichir de nouveau les rangs de l'armée révolutionnaire de ses partisans les plus fougueux. La clémence du gouvernement aurait été interprétée comme l'aveu de sa propre impuissance à continuer la lutte, et est-il d'ailleurs un seul gouvernement digne de ce nom qui puisse, sans abdiquer toute autorité, accorder une amnistie générale au sein même d'une crise révolutionnaire menaçant au premier chef l'existence de l'État?

En dehors de l'amnistie, on exigeait aussi tout l'ensemble des libertés politiques. Or, toutes ces libertés avaient été déjà accordées en principe et il fallait, dans un pays grand

plusieurs fois comme l'Europe, et peuplé de 160 millions d'habitants, un temps assez long pour les réaliser pratiquement. N'avait-on pas vu d'ailleurs, sous prétexte de liberté, des quêtes organisées pendant plusieurs semaines dans l'enceinte de l'université de Saint-Pétersbourg pour acheter des bombes destinées aux hauts fonctionnaires? Et l'annonce seule de l'octroi de ces libertés n'avait-elle pas déchaîné une effroyable campagne de la presse révolutionnaire qui se croyait, dès lors, tout permis, donné naissance au soulèvement armé à Moscou, à la proclamation de républiques locales dans différentes villes, à l'explosion de troubles et aux sanglantes journées de Cronstadt et de Sébastopol?

Certes, la liberté politique, assurée non seulement par la force du pouvoir central, mais aussi par la conscience des libres citoyens, est le plus grand bien vers lequel doit tendre chaque État et chaque nation. Cependant, elle ne tombe guère sur la terre comme un cadeau du ciel pas plus qu'elle ne s'épanouit sur les cendres laissées par les incendies révolutionnaires et les cadavres troués de balles, des représentants de l'ordre légal. La liberté prend naissance dans la conscience de la classe éclairée de la société, et ce n'est qu'au fur et à mesure du progrès général de l'instruction et, surtout, de l'accroissement du bien-être, qu'elle pénètre dans les profondeurs de la masse populaire. La révolution enfante des libertés frénétiques; elle éveille un esprit d'émeute, qui se refuse à reconnaître aucun frein, mais la vraie liberté n'éclôt et ne mûrit que pendant les années où se développent dans la paix et le progrès les forces nationales. Lorsque des troubles éclatent dans les pays mêmes où est actuellement reconnu le principe de la liberté politique, le gouvernement, à moins d'évacuer le champ de bataille, ne donne jamais une extension nouvelle à l'exercice de la liberté, mais commence, au contraire, par lui imposer

des limites. Cette mesure est, du reste, absolument rationnelle ; les troubles font dévier le sens de la liberté, ils déforment cette plante rare pour la culture de laquelle, partout où elle a poussé des racines, des générations entières ont peiné pendant des siècles. Quand le pouvoir établi s'oppose à la liberté politique, le peuple passe certainement par de pénibles épreuves, mais quand, au nom de la liberté, le peuple se refuse à reconnaître le pouvoir, c'est l'État lui-même qui périt.

Or, en Russie, la grande masse de la population se trouvait encore, il y a quelque cinquante ans, en état de servage. D'autre part, les nouvelles générations paysannes, déjà libres dès leur naissance, avaient été élevées dans des conditions économiques si peu favorables qu'il était difficile d'envisager sérieusement la possibilité de développer, dans le pays, des sentiments civiques tant soit peu déterminés. La majorité de la classe cultivée, enfin, continuait à voir dans les paysans une simple force ouvrière, et quant à la minorité, ou bien elle chantait en l'honneur des paysans des éloges que les paysans ne comprenaient pas ou bien elle s'en servait comme d'une foule ignorante, nécessaire à la réalisation des plans révolutionnaires, et destinée, par suite, à un moment décisif, à collaborer d'une manière précise au renversement du pouvoir établi.

C'est pourquoi les uns se prononçaient contre l'utilité d'éclairer les paysans, de leur donner les éléments même les plus rudimentaires de l'instruction ; les autres, au contraire, cherchaient à faire de l'école primaire l'école de la révolution : tout par le peuple et rien pour le peuple. Les deux camps de la classe cultivée se trouvaient, en substance, d'accord sur ce point, et il faut avouer que seul, au cours de ces dernières années, le pouvoir central s'est attaché à poursuivre le bien public.

La population des villes n'était pas mieux préparée que la masse paysanne à la conception rationnelle de la liberté politique. Ce n'est guère que dans les deux capitales, à Saint-Pétersbourg et à Moscou, et dans les grandes villes que les bourgeois et les négociants les plus considérables avaient le sentiment vague de leur qualité de citoyen. Ailleurs, les habitants des villes restaient ce qu'ils étaient il y a trente ans, d'obscurs citadins qui identifiaient la notion d'État avec la personne du commissaire de leur quartier, et dont les aspirations politiques ne dépassaient pas le désir de récriminer entre eux, dans des moments d'épanchement, contre la police locale.

Aussi, la nouvelle de l'octroi des libertés, accueillie dans les grands centres exclusivement comme une « concession » du gouvernement, a-t-elle produit, dans les lointaines profondeurs de la Russie, une impression tout simplement foudroyante. La conviction s'est répandue tout d'abord qu'il ne s'agissait que d' « éprouver » les bien pensants, de les induire en tentation, puis, lorsqu'il fut impossible de mettre en doute la véracité de la nouvelle, on perdit littéralement la mesure des choses et l'on se crut tout permis.

A qui, par conséquent, les libertés étaient-elles en réalité immédiatement nécessaires, et nécessaires dans d'aussi larges proportions? Somme toute, à la société cultivée seulement, insignifiante par son nombre ; et encore faut-il préciser que la majorité de cette société cultivée ne cherchait qu'à éprouver le sentiment nouveau d'une promotion au rang de vrais citoyens, dans le sens européen de ce terme ; les autres voyaient dans ces réformes le moyen de livrer sans danger le combat pour le pouvoir.

Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait pas hésiter, et, si douloureuse que fût la résolution de recourir

à des mesures sévères, elle était inévitable. Hésiter et assister à la ruine complète de l'État ou bien assumer devant Dieu et devant les hommes la responsabilité de sauver la patrie, il n'y avait pas d'autre choix, il ne pouvait pas y en avoir.

Mais, à partir du jour où le gouvernement prit sa décision, tous les moyens parurent bons à ceux qui ne cherchaient qu'à prolonger et à rendre plus intense la crise d'anarchie. On comprit qu'il fallait à tout prix ébranler cette attitude résolue. Aussi, sans cesser, d'autre part, d'organiser des troubles, les émeutiers, qui la veille encore publiaient triomphalement la comptabilité de leurs victimes massacrées, sergents de ville, gendarmes, officiers de police, gouverneurs, commandants militaires, qui additionnaient avec ostentation les sommes d'argent volées à main armée dans les coffres de l'État ou chez des particuliers, et qui, victorieusement, montraient comment, l'une après l'autre, s'embrasaient des propriétés foncières, ont-ils tout à coup, avec un ensemble extraordinaire, commencé à clamer que la seule idée du sang versé leur donnait froid à l'âme, fût-ce même le sang d'un meurtrier ou d'un brigand des grands chemins, exécuté en vertu d'un jugement rendu par le tribunal.

Ils se sont attachés à prouver que la peine capitale constitue le plus grand des méfaits sociaux, car la société n'est pas en droit de priver un homme de sa vie. Mais, dès qu'un criminel obtenait une commutation de sa peine, ils s'efforçaient de lui rendre possible une évasion, et, une fois de plus, dirigeaient sa main vers le crime.

Le gouvernement ne s'est laissé troubler ni par ces sophismes, ni par les menaces qui lui étaient adressées, et le peuple, las de troubles, au lieu de déchaîner une nouvelle émeute, apprécia à sa valeur la fermeté du pouvoir

central et bientôt même l'aida dans sa lutte contre l'anarchie, qui dès lors fut vaincue.

Tandis qu'avec l'aide du peuple il écrasait ainsi l'anarchie, le gouvernement procédait à la réalisation d'un vaste plan de réformes.

CHAPITRE III

LA QUESTION AGRAIRE

I

Au premier rang de ces réformes se place la réforme agraire.

Lors de l'émancipation des serfs, le manifeste du 19 février 1861 avait prévu qu'après l'amortissement des redevances de rachat, la population acquerrait « la qualité complète de citoyens et de propriétaires libres ». Le but ultérieur du manifeste était évidemment de donner aux paysans la propriété individuelle : « Si, est-il dit dans le règlement du 19 février, un propriétaire paysan désireux de sortir de l'association rurale acquitte en entier la redevance de rachat exigible pour son lot de terre, l'association est obligée d'allouer aux paysans ayant effectué ledit versement un terrain d'une surface correspondante, et dans la mesure du possible d'un seul tenant. » « Ces terres, est-il dit plus loin, acquises par des propriétaires séparés, constituent la propriété individuelle de chacun. »

Si, à cette époque, on n'a pas donné aux paysans la propriété individuelle des terres d'un seul tenant, c'est parce que l'on aspirait d'abord à leur octroyer la liberté ; si l'on a surtout pris en considération l'association rurale, et non pas la propriété individuelle, c'est parce qu'il était impossible de prévoir comment la classe paysanne userait de sa nouvelle existence libre et que l'on cherchait, en attendant,

dans la commune, un intermédiaire, déjà éprouvé, entre l'État et le village. C'est pourquoi les terres rachetées à cette époque aux grands propriétaires fonciers furent données, dans la grande majorité des cas, à la commune, qui devait les répartir temporairement (1) entre ses membres par voie de tirage au sort et non aux individus, qui, surpris par leur liberté soudaine et par leur accession subite à la propriété individuelle, auraient pu en faire un usage déplorable.

Il en résulta que, dans la plupart des localités, la terre fut répartie temporairement par la commune ou « mir » entre plusieurs centaines et parfois même plusieurs milliers de paysans. Il n'est pas de situation moins favorable au travail productif. Elle condamne l'initiative personnelle du producteur rural à l'impuissance totale. Lorsque la terre est tenue temporairement par le cultivateur et disséminée en lopins infimes, dont l'éparpillement, parfois, est encore aggravé par leur éloignement du village, les efforts tout particuliers nécessaires pour améliorer les champs sont presque toujours stériles et la population se voit obligée de s'en tenir, d'année en année, de père en fils, aux procédés les plus surannés de culture. Comment était-il possible, par exemple, d'engraisser un terrain si l'amélioration obtenue pendant la tenure temporaire ne compensait pas le prix des engrais? Comment passer, dans des conditions de cette nature, de la culture à trois assolements à celle qui en comporte un nombre plus considérable?

Il convient encore de noter d'autres faits. La commune paysanne, le « mir », ce maître et ce juge suprême de tout le régime rural, n'a jamais cessé d'être une masse inerte, réfractaire au progrès. Les conceptions et les traditions du « mir » comportaient des principes et des habitudes

(1) Le plus souvent pour une période de deux ou trois ans.

économiques qui empêchaient absolument les tentatives isolées d'adopter des procédés de travail plus perfectionnés. Il suffirait, à cet égard, d'indiquer l'habitude, en honneur dans les associations rurales, de faire paître le bétail sur les jachères et les esteubles. Une habitude de cette nature n'oblige-t-elle pas les paysans à labourer et à moissonner invariablement tous à la fois? Les semailles récentes ou les récoltes en retard sont nécessairement dévastées par le bétail. Dès lors, comment passer à de nouvelles cultures, comment procéder au labourage régulier des jachères, au premier labour des champs ou prendre des mesures destinées à conserver au sol son humidité si indispensable dans plusieurs régions de la Russie ? Puisque les lots paysans font partie intégrante des jachères communales, à quoi bon tous ces efforts, que rendent inutiles les sabots des troupeaux?

Le partage périodique des terres est également de nature à rendre inutiles les initiatives particulières. On met à mesurer les lots de terrains la plus surprenante des exactitudes, on les compte au mètre et à l'aune afin d'atteindre une égalité absolue, mais il n'en reste pas moins vrai que chaque producteur quitte quand même le champ qu'il cultivait auparavant et qu'il considérait comme sien ; il se trouve par conséquent privé du fruit de la peine qu'il avait prise de cultiver un endroit déterminé. A quoi bon travailler dans ce cas? Pourquoi manifester quelque idée originale, montrer une valeur personnelle, s'acharner au labeur, chercher des méthodes nouvelles?

Personne ne met en doute que l'humus russe soit le meileur et le plus fécond en Europe, et pourtant, le rendement moyen des récoltes est en Russie beaucoup plus bas qu'en Allemagne ou en France. On alléguera peut-être que le paysan russe n'a pas assez de terre. Le célèbre proverbe villageois qu' « il n'y a pas de place pour laisser picorer une

poule » se trouve invoqué à l'appui de cette thèse, comme une preuve décisive. En réalité, il n'en est rien. On comptait, en Russie d'Europe, pour chaque feu, avant la dernière réforme agraire, 10,2 déciatines en moyenne (dont les paysans avaient été nantis lors de leur libération), et, si l'on ajoute à ce chiffre les terrains acquis par la suite, il s'élève jusqu'à 13 déciatines. Or, en Autriche, la portion congrue des producteurs agraires égale, en moyenne, 5,1 déciatines seulement, 4,4 déciatines en France et moins encore en Allemagne. Cependant, malgré cette infériorité terrienne, la population de ces pays est beaucoup plus riche que la nôtre. La seule raison de cette apparente contradiction, c'est qu'il est impossible, tant que la terre ne constitue pas un objet de propriété individuelle, non seulement d'apporter des améliorations aux procédés de culture, mais même de maintenir sur le terrain labouré un minimum de productivité du sol.

Du reste, il n'est guère nécessaire de prouver aujourd'hui cette vérité, puisque la question se présente déjà sous une tout autre forme et que la majorité des anciens et ardents partisans de la commune commence à comprendre que le nouveau régime agraire est de beaucoup supérieur à l'état antérieur des choses. Mais, au moment où l'émeute fermentait en Russie, le problème agraire revêtait un aspect absolument différent. Tout le monde s'était accoutumé à la commune, et la littérature pure aussi bien que la littérature scientifique comptaient de nombreux admirateurs de l'association rurale, envisagée comme un facteur déterminé d'ordre social, politique et même moral. De plus, toute une longue série de mesures administratives, encore comparativement récentes, manifestait incontestablement un certain emballement sinon pour la commune en elle-même, du moins pour le régime communal. Enfin, conséquence

des égarements collectifs qui caractérisent toujours les époques où naît et mûrit un mécontentement général, une seule idée dominait tous les esprits : donner plus de terre aux paysans ; et il semblait, par suite, que tant que les terres dont disposaient les producteurs ruraux ne seraient pas augmentées, il était inutile d'envisager le problème sous ses autres aspects, puisqu'en définitive, il paraissait dès lors impossible de le résoudre.

Les révolutionnaires se sont naturellement attachés avec passion à la question agraire. Ils avaient besoin des paysans. Ce qu'ils voyaient dans la population des villages, c'était la foule, la masse puissante capable d'intimider le pouvoir central par des pillages, des incendies et des violences, et de le forcer à une abdication tacite qui aurait assuré le triomphe de l'anarchie.

C'est pourquoi la révolution a proposé cette solution simpliste du problème agraire : puisque les paysans affirment que leur détresse a pour cause unique le manque de terres, il faut, sans trop s'embarrasser de théories, enlever cette terre aux propriétaires fonciers et la donner aux paysans. Sans envisager les résultats ultimes d'un pareil procédé pour les paysans eux-mêmes, pour l'État et pour tout le pays dans son ensemble, elle raisonnait de la manière suivante : il y a moins de propriétaires fonciers que de paysans et, d'ailleurs, comme tous ceux qui possèdent quelque bien, les propriétaires ne s'enrôleront guère à la suite de la révolution, alors que les paysans pieds et poings liés par la commune, dépourvus de toute propriété, sont appelés à devenir les inévitables recrues de l'anarchie. Or, pour les paysans, le vrai bienfaiteur sera celui qui lui proposera de s'emparer des biens d'autrui et fera miroiter devant lui toutes sortes d'utopiques promesses. Donc, l'armée révolutionnaire s'augmentera de millions d'agriculteurs.

Sans doute, si les paysans étaient cultivés et pouvaient discerner les causes et les effets de ce langage, ils auraient couvert de ridicule ces bienfaiteurs improvisés. Ils auraient compris que, s'il est facile de s'emparer des terres d'autrui, il est beaucoup moins aisé de les administrer ; plus il y a de terres, en effet, plus il faut de fonds pour les cultiver ; or, les fonds manquent au village, et le pillage est impuissant à les procurer en quantité suffisante. Les paysans auraient également compris que les grands propriétaires fonciers, quels qu'ils soient, sont seuls en mesure d'appliquer les meilleurs procédés de culture et, en général, les procédés agraires perfectionnés, qu'ils constituent par conséquent une école sans laquelle, jusqu'à présent encore, on se serait borné à gratter la terre avec une pioche. Les paysans se seraient rendu compte que les biens des propriétaires fonciers fournissent aux campagnes leur source principale de bénéfices, bénéfices moraux et matériels sans lesquels les villages ne sauraient subsister. Ils auraient, enfin, compris qu'un peuple est voué au malheur, lorsqu'il aspire à voir son avenir non pas dans le travail, dans le souci personnel de l'effort productif et du devoir, mais dans le pillage, dans l'abolition de toute différence entre ce qui est à soi et à autrui.

Autant il y avait de variétés de programmes révolutionnaires, autant il y avait de remèdes proposés. Mais, si considérable que fût leur nombre, ils se basaient tous exclusivement sur le pillage le plus vulgaire. Les discussions ne portaient, en définitive, que sur la supériorité d'un système de vol sur un autre. Les uns préconisaient une expropriation générale au profit du Trésor, suivie du partage des terres ; d'autres conseillaient la division des terres entre les villages et proposaient de charger les autorités du partage définitif ; certains, enfin, se rattachaient à l'idée

du partage sur place d'une partie des terres seulement, et de l'affectation de l'autre partie au Trésor, appelé à procéder lui-même à la distribution des lots assignés aux paysans qui en feraient la demande. Enfin, les cadets (1), avec Hertzenstein en tête, avaient proposé une méthode de pillage à laquelle ils donnaient le nom d'expropriation forcée.

Des volumes entiers ont été, au cours de ces dernières années, consacrés à l'analyse et à la discussion de ces recettes criminelles. Nous ne reviendrons donc plus sur cette question.

Voyons de quelle manière, après avoir brisé la révolution, a procédé le gouvernement. Il reconnut tout d'abord que, dans certaines régions, les paysans manquaient effectivement de terre, mais que cette insuffisance agraire était loin de s'étendre à toutes les régions sans exception. Il eût été possible, dans une certaine mesure, de pallier ce manque de terre par une émigration intensive. Mais l'émigration n'est pas synonyme d'exil et elle ne peut l'être. Il est inadmissible d'expulser ceux qui refusent d'abandonner leurs foyers et si, dans certains cas, il convient de faciliter l'émigration à ceux qui sont heureux de chercher fortune en d'autres pays, l'État n'est pas en droit de prescrire l'émigration à ceux qui désirent mourir au village où ils sont nés. Par suite, dans les régions où les terres manquaient, mais que néanmoins les paysans refusaient de quitter, la nécessité s'imposait d'organiser au profit des agriculteurs affectés par l'insuffisance de terre, la possibilité d'acheter cette terre dans des conditions aussi avantageuses que possible. Mais, chose essentielle, il fallait que ces terres fussent

(1) Cadets ou plus justement K. D. (constitutionnels-démocrates), le groupe de gauche le plus important de la Douma. Il eut, dans les deux premières Douma, une imposante majorité, perdue depuis.

achetées, et non pas *obtenues à titre gracieux*. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de terre gratuite là où chaque lopin de terre constitue une propriété individuelle. La terre n'est qu'une marchandise comme une autre. Les uns en achètent, d'autres en vendent. Et, comme l'État dispose quand il vend de moyens suffisants pour se passer du payement immédiat du prix intégral de vente, tandis qu'il est en mesure, quand il achète, de tout payer comptant, il peut, en qualité d'intermédiaire entre les vendeurs et les acheteurs, acheter à meilleur compte et vendre d'une manière plus avantageuse pour l'acheteur. Mais l'État doit s'en tenir strictement à ces seules opérations.

Ainsi donc, ayant posé ces principes, le gouvernement s'appliqua, d'une part, à favoriser l'émigration. De l'autre, sans attenter à la liberté des propriétaires fonciers et sans rien exproprier, s'en tenant uniquement à son rôle d'intermédiaire entre les vendeurs et les acheteurs, il est parvenu, très rapidement, à constituer de vastes réserves terriennes dans toutes les régions où se faisait sentir à un degré quelconque l'insuffisance des terres. Au début, évidemment, les paysans hésitaient et n'achetaient pas la terre volontiers ; en effet, ils continuaient à croire que les mesures prises par l'État étaient provisoires et qu'il avait été en réalité décidé d'effectuer la répartition des terres à titre gratuit ; mais, avec le temps, la population finit par se rendre compte du caractère fallacieux de toutes les promesses faites par les révolutionnaires et du danger qu'ils couraient de voir bientôt d'autres, plus intelligents, venus d'ailleurs, acheter tous les terrains disponibles par l'intermédiaire de la Banque paysanne. Dès lors, le problème fut à peu près résolu.

Suivant un plan soigneusement étudié, l'État confia l'exécution de l'œuvre immense et nouvelle qu'il venait d'en-

treprendre à la Banque paysanne. Il entendait, en effet, ne pas se borner simplement à acheter et à vendre de la terre. Il voulait en outre que l'achat ou la vente de chaque déciatine servît son dessein, qui était d'améliorer par toute la Russie le sort de chaque paysan. Il procédait aux achats comme aux ventes de terres avec une grande circonspection, de façon à écarter du marché des terres les spéculateurs et les agioteurs et à céder la terre à ceux qui en avaient réellement besoin. Dans ce but, on employa sur les lieux mêmes toutes les personnes utiles ; leurs efforts énergiques s'unirent à ceux des fonctionnaires envoyés de Saint-Pétersbourg, pour présider, en qualité de chefs spéciaux, aux opérations de la Banque paysanne : sans s'embarrasser d'écritures et sans retard, ils tranchaient sur place toutes les questions litigieuses ou compliquées.

Mais il n'y avait là qu'un seul aspect du problème agraire. Ayant donné des champs aux paysans, il fallait les mettre à même de les cultiver et c'est ainsi que le gouvernement a été amené à créer une organisation agraire unique par ses vastes proportions aussi bien en Russie que dans les autres pays.

Bien que l'on répète volontiers aujourd'hui que le gouvernement s'est attelé à cette tâche sous la pression exclusive de l'émeute et par peur des événements de 1904, il est possible d'établir, avec faits à l'appui, que cette affirmation n'est qu'une fable absurde. La révolution, avec ses incendies et ses meurtres, n'a exercé qu'une seule influence : elle a empêché l'État de commencer son œuvre avec la même réserve de forces et de moyens disponibles qu'il aurait eus s'il s'était attaché à cette tâche dans des conditions normales. Quant aux idées fondamentales, qui ont servi de base à tout le programme agraire et déterminé les grandes lignes de la réforme, elles étaient à l'étude bien avant l'explosion de la crise.

En mars 1905, à une époque où les villages et les bourgs se trouvaient dans un calme relatif, un rescrit impérial au président de la commission spéciale instituée pour étudier les mesures destinées à consolider la propriété agraire des paysans, avait formulé en termes précis « la nécessité de mettre à la disposition des paysans les moyens les plus commodes de jouissance des terres dont ils avaient été nantis ». La décision avait été prise par l'empereur sur le rapport du président de la commission et le rescrit impérial indique la nature des nouvelles mesures envisagées. Il était dit, dans ce rapport, que « le but des travaux doit consister à faciliter aux paysans de transformer en propriété individuelle les lots de terre dont ils ont été nantis lors de leur émancipation ». De sa propre main, l'empereur écrivit en marge de cette phrase : « C'est le but principal. »

Cette indication du monarque est venue servir de base à toute l'œuvre ultérieure. Avant tout, l'État fit remise aux paysans des redevances de rachat, prévues en 1861, qui n'avaient pas encore été acquittées par eux. Cette remise, comme la suppression de la solidarité collective pour l'acquittement des redevances, abrogée en 1903, permettait la mise en vigueur immédiate, pour la population tout entière, de l'article, que nous avons signalé précédemment, des dispositions du 19 février 1861, article qui conférait à tout paysan le droit d'exiger son lot de terre en pleine et entière propriété, dès qu'il avait payé intégralement les redevances de rachat.

Cet article, cependant, n'établissait ni le délai dans lequel les paysans devaient recevoir satisfaction, ni la procédure au moyen de laquelle les terres, devenues propriété individuelle, devaient être réunies en un lot d'un seul tenant. En outre, il existait encore une loi qui ne permettait pas aux paysans d'entrer, comme membres, dans une nouvelle

communauté rurale sans avoir au préalable accompli les formalités requises pour quitter celle où ils étaient inscrits et, par suite, sans avoir renoncé aux lots de terre qui représentaient leur nantissement agraire dans leur commune primitive. La nécessité s'imposait de revoir toutes ces dispositions législatives, de les adapter les unes aux autres et de leur faire subir de profondes modifications. Ce que nous appelons maintenant la réforme agraire a donc été promulguée tout d'abord par quelques règlements séparés, puis par le célèbre oukase du 9 novembre 1906, qui a maintenant force de loi.

Lorsque le gouvernement porta ses plans à la connaissance de la première Douma, il y fut accueilli par des cris désordonnés et des insultes grossières. La majorité révolutionnaire de cette Chambre avait vite compris que le projet gouvernemental répondait aux besoins vitaux les plus pressants du pays, et que, s'il était réalisé, il arracherait définitivement la population à la hantise révolutionnaire pour la rallier au gouvernement. La première Douma dissoute, le pouvoir assuma la responsabilité d'introduire la réforme agraire par voie d'un oukase extraordinaire accueilli par la deuxième Douma avec une explosion de violence encore plus formidable, mais tous ces obstacles n'empêchèrent pas le gouvernement de poursuivre fermement son chemin. Non seulement il ne recula pas devant la poussée révolutionnaire, mais, au contraire, par une série de mesures ultérieures, prises toujours dans l'esprit de l'oukase initial, il développa et approfondit encore davantage la réforme entreprise. La troisième Douma approuva enfin, comme on le sait, la politique agraire du gouvernement.

Pour saisir dans toute son étendue et dans toute sa complexité la tâche assumée par l'État, il faut se pénétrer de l'idée que réorganiser les rapports agraires en Russie

équivaut à entrer sinon dans tous les détails de la situation économique de chaque producteur rural, du moins à prendre en considération toutes les particularités agricoles que présentent, dans chaque localité, la propriété foncière, la répartition des terres, les conflits agraires, bref tout ce qui caractérise le statut économique de chaque paysan. La tâche du gouvernement ne comportait pas seulement l'étude des projets de réorganisation pour chaque unité terrienne restreinte, mais aussi l'exécution de ces projets, c'est-à-dire la nécessité de faire le tour de tous les lots fonciers, de les mesurer à nouveau, de les arpenter, d'en dresser les plans exacts. Or, la Russie, il ne faut pas l'oublier, est la sixième partie du monde ; elle a plus de 22 millions de kilomètres carrés, et c'est sur la plus grande partie de cet immense territoire que le gouvernement a dû exécuter ses travaux de réorganisation agraire.

Il a fallu, tout d'abord, créer sur les lieux une série d'institutions spéciales, appelées à veiller étroitement à la réalisation de la réforme ; il a fallu amener à un effort commun toutes les forces locales, aussi bien régionales qu'administratives ; il a fallu, dans le délai le plus rapide, recruter toute une armée d'arpenteurs ; il a fallu, enfin, effectuer des dépenses inouïes. Sans interruption, le gouvernement a mené à bien ces travaux pendant les huit dernières années, et il les continue aujourd'hui avec la même énergie qu'il a déployée au début. En 1907, époque à laquelle il commença la réalisation effect ve de la réforme agraire, il ne disposait que de deux cents arpenteurs ; vers la fin de 1911, c'est-à-dire en un peu plus de trois ans, le nombre d'arpenteurs avait été déjà porté à cinq mille. Après avoir institué en 1907 cent quatre-vingt-six commissions de réorganisation agraire d'arrondissement, le gouvernement avait réussi, vers le commencement de 1911, à en instituer quatre cent trente

et une, sans compter quarante-sept commissions établies dans les chefs-lieux de gouvernement. Pour prouver l'intensité de l'activité agraire actuelle, il suffit, par exemple, de citer ce fait que, pour chaque tournée du chef de canton dans les limites de sa circonscription, avant le début des travaux de réorganisation agraire, il faut compter en moyenne environ huit tournées depuis que les travaux ont commencé. Nous laissons de côté, bien entendu, l'énorme surcroît de travail amené par la réforme agraire pour les employés de la Banque paysanne, les travaux techniques liés à l'organisation rurale, comme, par exemple, les travaux hydrographiques et d'asséchement. Il est nécessaire encore de rappeler que tout travail de réorganisation agraire, par là même qu'il touchait aux intérêts les plus vitaux de la population soulevait naturellement un nombre si considérable et si varié de questions économiques et juridiques qu'il était impossible de procéder au travail lui-même avant de concilier les intérêts en conflit et de tirer au clair les malentendus.

Au cours des quatre premières années d'efforts, 1907-1910, les travaux d'arpentage ont été achevés sur une surface supérieure à 7 millions de déciatines ; ces travaux ont été effectués avec une rapidité croissante, si bien que, pendant la dernière année de cette période, ils ont été douze fois plus considérables que pendant la première. Pour la seule année 1911, 3 millions et demi de déciatines ont été arpentées. Pour apprécier l'évolution générale de la réforme il suffira de dire qu'au 1er janvier 1912, deux millions six cent mille producteurs ruraux ont déposé leurs demandes en vue de transformer les terres de leur nantissement agraire ou *nadiel* en propriété personnelle, et que plus d'un million et demi (à peu près 16 pour 100 de tous les producteurs ruraux) sont déjà devenus propriétaires individuels sur une

surface de terre qui s'élève à 11 millions et demi de déciatines (1). Comme la première année de réorganisation doit être envisagée plus ou moins comme une année de préparation, ces immenses résultats ont donc été obtenus en moins de quatre ans de travail. Il convient d'ajouter aussi que malgré toutes les difficultés de sa réalisation, la réforme a été poursuivie en harmonie si étroite avec les intérêts de la population que le chiffre total des plaintes déposées contre les institutions de réorganisation agraire ne s'élève même pas à 1 pour 100 du chiffre total des travaux réalisés.

II

Dès que le gouvernement eut fait connaître les bases de la réforme agraire, les éléments révolutionnaires s'empressèrent de proclamer sa stérilité et l'impossibilité de la réaliser. La réforme est stérile, disaient-ils, puisqu'elle n'ajoute pas un seul lopin de terre à l'actif agraire de la population, alors que la population n'a besoin que d'une seule chose : la terre ; la réforme est irréalisable, car seul un tout petit nombre de paysans quitteront les associations rurales, et la commune est un phénomène trop profondément naturel à la Russie pour ne point résister même à « l'assaut du fonctionnaire ». Cependant, dès le début de

(1) Il est intéressant de signaler l'accroissement progressif des chiffres suivants : en 1907, les travaux d'arpentage ont été achevés sur 287 683 déciatines ; en 1908, sur 863 787 déciatines ; en 1909, on compte déjà 2 567 412 déciatines arpentées ; en 1910, 3 447 297. Les déclarations relatives à la sortie de l'association rurale et à la transformation du nantissement agraire en propriété individuelle donnent les chiffres suivants : 221 679 en 1907, 385 810 en 1908, 711 553 en 1909, 651 011 en 1910.

l'application du projet gouvernemental, il a été possible de se rendre compte du peu de portée des objections émises par ses adversaires. Ainsi, au cours de l'année 1907, il a été déposé près de deux cent mille déclarations relatives au passage à la propriété individuelle, et, en 1909, le chiffre de ces déclarations dépassait déjà sept cent mille. Alors on abandonna les affirmations primitives et l'on critiqua la réforme sous un autre angle.

Tout d'abord, qu'il soit permis de poser la question suivante aux adversaires de la réforme : l'insuffisance foncière, sur laquelle il a été tant parlé et écrit, existe-t-elle réellement? Les paysans, dont le nombre, en 1901, était évalué à trente millions dans cinquante gouvernements de la Russie d'Europe, disposaient, en dehors des 121 millions de déciatines de *nadiel* (nantissement agraire), d'environ 20 millions de déciatines de terre acquise par voie d'achat. Au total, il revenait en moyenne à chaque paysan du sexe mâle 4,72 déciatines. Sans doute, un certain nombre de feux avaient plus de terres que d'autres, et quelques-uns n'en avaient pas du tout. Les enquêtes effectuées établissent néanmoins que la proportion de feux mal partagés au point de vue terrien ne dépassait pas 10 à 12 pour 100 du chiffre total. Il est vrai que tous ces calculs se rapportent à la situation agraire de 1901, mais, d'autre part, il est incontestable qu'au début de la réforme agraire, c'est-à-dire vers 1906, cette situation n'avait pu se modifier que dans un sens bienfaisant, puisque pendant l'espace de cinq ans, les paysans avaient encore acheté par l'intermédiaire de la Banque environ 5 millions de déciatines.

De cette manière, l'insuffisance des terres n'affectait qu'une minorité insignifiante de paysans. Et encore convient-il de prendre en considération qu'une augmentation des terres possédées par les paysans n'aurait guère résolu le problème,

puisque, d'après les statistiques, l'accroissement de la population, pendant les premiers dix ans, aurait contre-balancé largement l'adjonction d'une déciatine entière de terre à chaque lot primitif.

Ce n'est pas l'insuffisance de terre qui empêchait la productivité agricole du village russe, mais l'utilisation incomplète en même temps qu'imparfaite du sol par les paysans. La commune pesait lourdement de son joug sur la production : le principe de la propriété individuelle, cette source première de travail sérieux et d'inlassable ardeur, n'était pas là pour communiquer son impulsion créatrice. La vie, avec ses exigences toujours nouvelles, paraissait couler comme à côté de la commune rurale. Seule, la sortie de la commune, suivie du passage à la propriété individuelle, ouvrait immédiatement de vastes horizons et frayait, pour le travail et pour la vie de la nation, des voies nouvelles plus fécondes et plus hardies.

Sans doute les adversaires des travaux de réorganisation agraires raisonnent d'une manière différente. Ces adversaires se recrutent aussi bien dans la gauche que dans la droite, mais malgré la différence des motifs qu'ils invoquent, leurs objections offrent, dans leurs traits essentiels, une parfaite similitude. Les adversaires de la gauche s'accordent à voir, dans la ruine de la commune, la destruction de la cellule initiale, qui, mieux que toute autre, aurait pu s'adapter à l'idéal socialiste dont le mirage hante leur imagination. Ceux de la droite, devant l'écroulement de la commune, se lamentent sur la disparition d'une forme de travail familial qu'ils considèrent comme un vestige de la vie patriarcale. Les uns aussi bien que les autres n'ont qu'une conception artificielle de la commune paysanne, cliché stéréotypé une fois pour toutes, accepté tel quel depuis longtemps sans la moindre vérification critique, sans aucune

confrontation avec la vie ; attachés à cette conception, ils repoussent avec hostilité tout ce qui leur semble contredire leurs idées préférées. Pour ce qui concerne plus particulièrement les porte-drapeaux de la gauche, ils ont senti nettement que la réforme agraire menaçait de rendre les paysans plus réfractaires aux provocations séditieuses ; ils ont compris également que le succès d'une réforme, entreprise et accomplie par le gouvernement, est en général préjudiciable à leurs intérêts, puisqu'il tend à prouver d'une manière irréfutable à la population qu'elle ne peut espérer que du gouvernement seul l'amélioration de sa destinée.

C'est pourquoi il s'est révélé spontanément un aussi grand nombre de partisans et de défenseurs ardents de la commune. Tous les socialistes, une partie de la droite et, bien entendu, les cadets, se sont enrôlés dans les rangs des avocats du « mir. » Il convient de réserver une place à part aux cadets à cause de l'absurdité manifeste de la position qu'ils ont prise dans cette question. Pour les socialistes, la commune est le noyau de la république prolétaire de l'avenir ; pour une partie de la droite, elle est le rempart de la classe paysanne considérée comme étroitement solidaire des propriétaires fonciers. Or, à côté de ces arguments, quelle pouvait être l'argumentation des cadets? Par leur nature même, par l'essence même de leurs aspirations, tous ces avocats, professeurs, médecins sans clientèle, collaborateurs de journaux, hommes d'affaires qui pullulent autour des banques, sont individualistes jusqu'à la moelle des os. Cette tendance, chez eux, touche au paroxysme. Ils sont amoureux de leur propre « moi », et s'ils professent sérieusement une religion quelconque, c'est uniquement le culte de ce « moi ». C'est dans cette religion égotiste que prend naissance leur aspiration passionnée à la liberté personnelle et leur conception exagérée des droits du citoyen, conception qui, en

définitive, relève les citoyens de tous leurs devoirs. Or, ce sont précisément ces individualistes effrénés que l'on a vu arborer le pavillon des défenseurs de la commune. Et, pourtant, la commune se trouve en contradiction radicale avec leurs idées fondamentales, elle en est le pôle opposé. Il apparaît, en conséquence, indiscutable que les cadets ne se sont posés en défenseurs de la commune que par esprit d'opposition et parce que la politique agraire du gouvernement se trouvait dirigée contre la commune.

Les adversaires de la réforme agraire l'accusent, d'une part, de mener les masses paysannes à l'insuffisance terrienne, d'autre part, de réserver des déceptions même à ceux qui, au début, avaient saisi avec joie l'occasion de sortir de la commune. Par quoi, cependant, se manifeste la déception des paysans? Si, à cet égard, quelques-uns sont tentés de se référer aux feuilles radicales, il ne faut pas oublier que ces feuilles d'opposition ont tout intérêt à grossir les moindres faits. Les chiffres sont là d'ailleurs pour certifier que l'année dernière, comme il y a deux ans, le nombre de nouvelles déclarations relatives au passage à la propriété individuelle n'a pas été inférieur à un demi-million et que, d'après les données actuelles, cette année aussi apportera le même chiffre. Cette statistique témoigne-t-elle réellement de quelque déception chez les paysans?

Comme il arrive encore que des paysans, devenus propriétaires individuels, vendent leur terre, soit à l'occasion de leur émigration, soit pour en acheter d'autres à la Banque paysanne, on en conclut tout d'abord que les paysans, en général, « abandonnent la terre », et qu'ensuite le gouvernement n'est parvenu qu'à créer des « accapareurs de terres rurales ». Les chiffres attestent le contraire : alors qu'au 1er janvier 1911 les paysans avaient vendu un million de déciatines de leurs terres, ils avaient acquis en Sibérie et

en Russie d'Europe plus de 25 millions de déciatines. D'autre part, il est facile d'établir que la vente des *nadiels*, c'est-à-dire des terres qui ont constitué le nantissement agraire des paysans lors de leur émancipation, était effectuée précisément, dans la majorité des cas, par des paysans que poussait le désir d'étendre leurs possessions. Ainsi, la plus grande quantité de terrains a été vendue dans les douze gouvernements dont la population occupe la première place dans l'émigration et dont les achats de terre à la Banque, au Trésor et aux particuliers sont les plus considérables.

Il faut d'ailleurs se rappeler que la plupart des émigrants en Sibérie sont amenés à la nécessité de vendre leurs lots de terre en Russie d'Europe, afin de se procurer de l'argent pour la route ainsi que pour leurs frais d'installation. L'achat de lots d'un seul tenant à la Banque paysanne ou au Trésor se trouve également lié quelquefois à la vente des *nadiels*. Sans doute, il n'y a pas entre ces deux ordres d'opérations de coïncidence absolue, et d'ailleurs, il ne peut y en avoir. Un paysan du gouvernement de Poltava achète parfois à la Banque un lot de terrain dans le gouvernement de Tauride, et un paysan de Pensa fait parfois l'acquisition d'un terrain dans le gouvernement de Samara.

Il n'en reste pas moins incontestable qu'un certain nombre de paysans, nombre, il est vrai, très modeste, et qu'il convient d'évaluer au plus à quelques milliers, vend ses terres pour quitter définitivement les occupations agricoles. Cependant, on pouvait déjà observer ce fait, et dans des proportions beaucoup plus considérables, avant la réforme agraire, avant 1906, avec cette différence qu'alors les paysans ne procédaient pas à la vente de leurs lots, opération interdite par la loi, mais qu'ils abandonnaient purement et simplement la terre ou bien se laissaient lier par toutes sortes de transactions douteuses. Il est en outre constant que la grande majo-

rité des paysans qui abandonnent leurs terres se compose de personnes ayant trouvé depuis longtemps des occupations avantageuses et n'ayant attendu le passage à la propriété personnelle que pour vendre leurs terres avec bénéfice.

L'opposition de droite et de gauche mène encore grand bruit autour des soi-disant accapareurs de terres paysannes, mais c'est une critique tout aussi mal fondée que les autres. La loi a mis à la concentration de *nadiels* en une seule main des limites extrêmement étroites ; dans les gouvernements grand-russiens, le maximum d'acquisition ne dépasse pas le centuple du *nadiel* normal ; en Bessarabie, il ne doit pas dépasser le double... Les adversaires de la réforme certifient qu'en pratique les limites légales sont transgressées à l'aide des moyens les plus variés. Mais, au fond, il est excessivement difficile de parvenir à tourner la loi, car les conservateurs des registres fonciers veillent attentivement à l'observation des exigences légales et refusent de viser les actes de vente faits en violation de ces prescriptions.

Au demeurant, le nombre des vendeurs de *nadiels* au 1er octobre 1911 s'est élevé à trois cent quarante-cinq mille cinq cent soixante, le nombre d'acheteurs à trois cent vingt-quatre mille huit cent soixante-seize. Si les terres vendues tombaient entre les mains d'accapareurs de terres, le nombre d'acheteurs devrait être manifestement de beaucoup inférieur à celui des vendeurs.

Les adversaires de la réforme ont prétendu, afin de faire échec à ces chiffres, que, pour déterminer le nombre d'acheteurs, il n'est pas dressé de liste nominale, et que l'administration se borne à enregistrer chaque opération d'une manière anonyme. Mais alors, le nombre d'acheteurs aurait coïncidé exactement avec celui des vendeurs, égalité qu'il est impossible d'observer : au contraire, dans certains arrondisse-

ments, on constate la supériorité numérique des vendeurs, dans d'autres celle des acheteurs.

Les accusations suivantes sont encore formulées contre la réforme. On assure, par exemple, qu'elle se trouve appliquée de force, par des fonctionnaires désireux de se faire voir sous un jour favorable par les autorités. Tout d'abord, en dehors des fonctionnaires, toutes les forces sociales des villages sont invitées à collaborer à la réalisation de l'œuvre agraire, et la réforme se réalise au vu et au su de tous, ouvertement et sans dissimulation ; en second lieu, quelle que soit la puissance magique que l'on prête aux fonctionnaires, il faut pourtant admettre que leur ardeur ne suffit pas pour expliquer le fait qu'au cours des quatre dernières années et demie, deux millions six cent mille propriétaires ruraux, c'est-à-dire environ un quart du nombre total des paysans communaux, ont déposé des demandes relatives au passage à la propriété personnelle. Enfin, en troisième lieu, pourquoi n'y a-t-il pas de plaintes contre ces fonctionnaires, si réellement ils font violence au libre arbitre des paysans? Peut-être dira-t-on que la population craint de formuler des doléances. Mais il suffit de rappeler que c'est précisément en matière agraire que les paysans russes se montrent le plus fermement attachés à leurs droits. Avant même qu'il ne fût question des libertés, les paysans saisissaient avec une énergie exceptionnelle, jusqu'aux juridictions supérieures, de procès ayant pour cause une demi-déciatine de prairie, une lisière de forêt, un lopin de terre quelque insignifiant qu'il fût. Pourquoi auraient-ils peur de le faire aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de la réorganisation complète des rapports fonciers et qu'il est d'ailleurs rare de trouver un paysan qui n'ait pas conscience de l'avènement d'une ère plus libre?

Toutes ces considérations ne se rapportent guère qu'aux

travaux de réorganisation foncière qui ont pour objet les terrains de nantissement agraire ou *nadiels*, c'est-à-dire les terres déjà en possession des paysans avant la promulgation de la réforme. Or, parallèlement, des travaux se trouvent engagés dans un autre but : l'agrandissement de la surface des propriétés paysannes. Les mesures prises à cet effet consistent principalement dans le fermage et la cession des terres du fisc, dans les encouragements apportés à l'émigration et, enfin, dans le rôle d'intermédiaire entre les acheteurs et les vendeurs assumé par la Banque paysanne.

De tout temps, les terres du fisc constituaient un fonds terrien susceptible de fournir, en cas de nécessité, des terres aux paysans. Les privilèges considérables accordés aux producteurs ruraux fermiers du fisc attestent, d'une manière toute particulière, la sollicitude constante dont ils étaient l'objet. Une loi spéciale, promulguée à la fin de l'année 1906 concurremment avec la réforme agraire générale, a organisé la vente des terres du fisc par lots dont l'acheteur acquiert la propriété individuelle et en a établi le fermage en vertu de principes nouveaux. Les terrains affermés sont désormais adaptés à un mode d'exploitation perfectionné. Ils sont, suivant leur nature, soit irrigués, soit desséchés ; on y aménage des routes, on y exécute des travaux forestiers, on essouche les champs de labour, etc. De 1907 à 1910, près de 4 millions de déciatines ont été préparées de cette manière et affermées. Pendant le même laps de temps environ 280 000 déciatines ont été vendues aux paysans.

Le prix d'achat moyen est de 102 roubles par déciatine. Ces terres ont été, en majorité, achetées par des paysans dénués complètement de terres ou pourvus d'une quantité de terres insuffisante. D'après les règles, chaque acheteur doit verser, lors de la conclusion du contrat de vente,

5 pour 100 à titre d'arrhes, mais des faveurs étaient toujours accordées aux paysans qui manquaient de terres, et parfois on les libérait même complètement de l'obligation de déposer une avance. Il convient d'attirer l'attention sur ce fait qu'au cours de ces années passées les versements étaient en général effectués d'une manière rigoureusement exacte.

De nombreuses réformes ont été accomplies également en matière d'émigration. Tous les faits reprochés jusqu'ici au gouvernement, tels que la tendance des émigrants à retourner au pays natal, les complications survenues au cours du voyage vers le lieu de destination définitif, l'absence d'une organisation régulière soucieuse des intérêts des émigrants, tous ces faits tendent peu à peu à disparaître. Le gouvernement est même parvenu à résoudre la question la plus complexe et à laquelle il n'avait pu, jusqu'à présent, donner une solution : une préparation préliminaire plus soigneuse des terrains destinés aux émigrants. Comme le flot d'émigrants était toujours des plus considérables, le département du ministère de l'Intérieur, chargé de l'émigration, n'arrivait pas à préparer ces terrains d'une manière appropriée aux exigences des paysans émigrés. Mais aujourd'hui, grâce à la réforme agraire accomplie à l'intérieur du pays, le mouvement de l'émigration s'est naturellement ralenti, et il a été, par suite, possible d'entreprendre les travaux nécessaires pour aménager les terrains destinés aux émigrants et de les mieux adapter aux besoins de l'exploitation. En chiffres ronds, environ 18 millions de déciatines de terres nouvelles, appropriées à l'exploitation rurale, ont été ouvertes à la population, sans compter 4 millions de déciatines explorées déjà par des paysans, délégués dans ce but sur les lieux d'émigration.

La Banque paysanne a joué, au point de vue agraire, un rôle des plus considérables. Dès le début, la Banque prit

une part active à la réalisation de la réforme introduite par le gouvernement. Son but était de former, sans diminuer d'une manière artificielle la quantité de terres possédées par des particuliers et sans élever le prix de la terre, mais en s'opposant à l'accaparement des terrains par les spéculateurs, un fonds plus ou moins étendu de réserve terrienne destiné à être vendu successivement aux paysans, toujours en conformité avec les principes agraires posés par l'État. Il est possible de se rendre compte des difficultés que présentait la solution de ce problème si, d'une part, on prend en considération les conditions générales absolument exceptionnelles dans lesquelles il s'agissait de le résoudre, alors que l'anarchie fermentait dans les bourgs et dans les villages ; que la population, jetée hors de ses gonds par la révolution, n'aspirait qu'à des terres gratuites ; que les biens des propriétaires fonciers menaçaient de tomber pour des prix dérisoires entre les mains des accapareurs, et si, d'autre part, on se rappelle que la tâche imposée à la Banque paysanne comportait des dépenses énormes à un moment particulièrement défavorable à des opérations financières aussi complexes.

La Banque, néanmoins, a mené sa tâche à bonne fin. Dans l'espace de ces trois dernières années, jusqu'au 1er novembre 1911, elle a acquis 4 millions de déciatines au prix moyen de 105 roubles par déciatine (1). Dans le même espace de temps, il lui a été offert 14 millions de déciatines, au prix moyen de 138 roubles. Il est facile de déduire de l'opposition de ces chiffres que la Banque, loin d'acquérir toutes les terres qui lui étaient proposées, s'est appliquée à acheter les terres avec un grand discernement. Il est égale-

(1) Ce chiffre global se répartit, suivant les années, de la manière suivante : en 1906, 1 144 461 déciatines, 1 519 848 en 1907, 572 082 en 1908, 1 172 855 en 1909, 172 189 en 1910.

ment évident que les opérations de la Banque ne provoquaient pas de hausse des prix et n'amenaient pas non plus de baisse artificielle. Pendant le même laps de temps, la Banque a vendu aux paysans environ 2 500 000 déciatines, dont 2 millions ont été achetées par des producteurs ruraux isolés.

Il ressort de l'analyse de ces chiffres que, pendant les trois premières années, l'opération dominante était l'achat de terres, alors que les ventes ont augmenté au cours de la dernière période. D'une part, ce phénomène s'explique avant tout par la diminution progressive de l'offre de la part des propriétaires particuliers. On ne procède, en effet, aujourd'hui à des ventes de terres que pour des raisons d'ordre exclusivement économique, toutes les causes spéciales que fournissait à cet égard le déchaînement de l'émeute ayant maintenant disparu. D'autre part, le nombre croissant des ventes provient de la tendance, de plus en plus commune chez les paysans, vers les acquisitions terriennes, et du fait que la Banque dispose de la possibilité d'offrir aux acheteurs des terres absolument prêtes à l'exploitation rurale, arpentées, pourvues d'eau, de voies de communication, etc. Il en ressort que, dans les masses profondes de la population, il s'est créé un courant parfaitement déterminé vers la propriété privée et formé une conscience très nette de ses avantages. Il est possible d'établir, par exemple, que dans les gouvernements où prédominait le régime communal, les terres n'étaient achetées au début comme propriété individuelle que par les paysans les plus entreprenants ; une demande plus intense s'est néanmoins progressivement portée vers cette forme de la propriété foncière et elle est actuellement devenue des plus considérables.

De tout le fonds agraire formé au cours de ces années,

par la Banque, il ne reste actuellement d'invendu qu'une surface relativement minime : un peu plus d'un million de déciatines, dont la moitié, d'ailleurs, est déjà prête pour la vente.

En même temps qu'elle réalisait ces vastes opérations foncières, la Banque coopérait encore au plus haut degré à la réorganisation agraire par des crédits ouverts aux paysans. Elle consentait des prêts, soit à l'occasion des achats de terres par entente amiable entre les paysans et les vendeurs, soit, lors des achats de terre opérés sans le concours de la Banque, pour garantir les dettes nées de l'opération, soit à titre hypothécaire sur les terres de *nadiel*.

Cette dernière opération est relativement insignifiante, puisqu'elle n'atteint pas un million de roubles : la forme du crédit rural la plus importante est évidemment celle de la première catégorie, qui, au cours de ces dernières années, a donné lieu, en moyenne, à des avances de 6 à 7 millions de roubles par mois ; en d'autres termes, les achats mensuels des paysans portent sur environ 50 à 60 000 déciatines. Et, dans ces achats, s'observe toujours le même phénomène : le nombre croissant des acquisitions à titre individuel. Ainsi, en 1907, il a été consenti des avances de fonds individuelles gagées par 7 000 déciatines ; en 1910, ce chiffre s'est élevé à 153 000, et au cours des sept premiers mois de 1911, les opérations se sont étendues à 124 000 déciatines. En 1907, il n'a été effectué que cinq cent quarante-trois opérations à titre individuel ; en 1910 il y en eut presque 15 000 et en 1911 environ 20 000.

Si, maintenant, nous tirons une conclusion de toutes ces données, nous aboutirons à la constatation générale suivante : en dehors des larges possibilités mises à la disposition des paysans pour donner aux propriétés rurales déjà entre leurs mains une forme meilleure, plus avantageuse et

plus féconde, plus de 15 millions de déciatines, anciennes propriétés de l'État ou des propriétaires fonciers, sont entrées en leur possession.

Les lecteurs sauront apprécier la portée de cette conclusion, à laquelle nous n'ajouterons que ceci : alors qu'en Russie il est de bon ton, dans les cercles qui s'estiment particulièrement appelés à manifester des sympathies envers le peuple, de critiquer amèrement la réforme agraire et d'en rabaisser la valeur, toute une littérature consacrée à une étude générale et profonde de cette question s'est formée à l'étranger. Quantité de savants célèbres, anglais et allemands, recueillent avec soin des matériaux de travail concernant la réforme, demandent des détails ; beaucoup viennent eux-mêmes en Russie pour faire une enquête sur place. On ne parle de la réforme agraire, à l'étranger, que comme d'un « acte ayant une importance historique de premier ordre ». Un de ceux qui connaissent le mieux la question, M. Max Sering, professeur à Berlin, a dit que cette réforme apparaît comme le « gage d'un grand avenir pour la Russie ».

Le professeur Sering n'a pas porté ce jugement sur la réforme d'après des chiffres et des ouvrages déjà publiés, mais à la suite d'une enquête personnelle. Il a parcouru plusieurs gouvernements et, comme il le dit lui-même, il s'est efforcé de voir surtout, en dehors de ce que l'on montre volontiers, ce que l'on s'applique à cacher. Il a formulé de la manière suivante ses impressions qu'il a permis de livrer à la publicité.

« Je ne m'étais attendu à rien de semblable ! J'ai été tout simplement étonné ! Un résultat aussi remarquable m'en impose extrêmement. Un travail colossal que même nos fonctionnaires n'auraient pu accomplir avec tant de rapidité et d'aisance a été fait en un laps de temps relativement

des plus courts. Je suis pénétré d'un respect profond et sincère pour la réforme agraire et pour ses artisans. J'ai fait la connaissance de plusieurs d'entre eux, et nous avons eu ensemble de nombreux entretiens. Ils ont produit sur moi la meilleure impression. Ce sont des hommes courageux, énergiques, pénétrés d'une foi ardente pour leur œuvre à laquelle ils se sont voués de toute leur âme. Quels braves gens aussi, les nouveaux agriculteurs ! Que de gaillards remarquables il m'a été donné de rencontrer parmi eux ! Que de volonté et d'esprit de décision ! Voilà les hommes dont la Russie a besoin ! De mes entretiens avec eux, j'ai tiré la conviction qu'ils sont heureux d'avoir quitté la commune et se trouvent pleinement satisfaits de leur nouvelle situation. »

Le professeur Sering affirme que, grâce aux effets de la réforme agraire, la Russie, dans quelque trente ans, sera méconnaissable. Il nous compare à ce riche qui ignore longtemps l'existence d'incalculables richesses. La réforme agraire est précisément appelée à lui ouvrir les yeux. Quant aux adversaires de la réforme, le professeur Sering s'exprime ainsi sur leur compte :

« On allègue, dit-il, en premier lieu, que la réforme a été introduite d'une manière trop radicale. Mais il était impossible d'agir autrement. La situation rendait tout retard inadmissible. Le caractère radical de la réforme est une nécessité historique. La réforme agraire en Allemagne a été réalisée d'une façon tout aussi radicale. Notre loi agraire de 1821 était plus radicale que la loi russe et des atténuations ne lui ont été apportées que par la suite, vers 1830. On déclare, en second lieu, que la réforme donnera naissance à un prolétariat agraire. Et, en fait, ce prolétariat peut parfaitement se créer ; c'est un mal inévitable. Mais il ne faut pas s'arrêter devant cette perspective. Le passage à la

propriété individuelle créera incontestablement de nouveaux rapports économiques et de nouvelles formes de production. Et la possibilité de s'employer comme main-d'œuvre s'ouvrira devant le prolétariat rural lui-même. »

De ses discussions avec les adversaires de la réforme agraire, le professeur Sering a emporté la persuasion qu'ils s'élèvent contre elle moins par conviction que par principe, et comme partisans des théories communistes qui nient l'individualisme.

A son retour à Berlin, le professeur Sering a fait une conférence sur son enquête agraire en Russie, au Collège royal d'économie politique de Prusse, qui, après avoir entendu le savant conférencier, a voté un ordre du jour sollicitant le gouvernement allemand de prendre, à l'exemple de la Russie, une initiative plus énergique pour amener l'augmentation du nombre des petites et des moyennes propriétés rurales.

III

L'organisation agraire n'est qu'un cadre qui attend son tableau ; elle institue une forme plus parfaite de la possession de la terre, forme grâce à laquelle s'ouvrent de vastes horizons pour l'économie rurale, pour son développement, pour son épanouissement. Mais, afin de transformer ces possibilités en faits réels, il fallait entreprendre simultanément un autre travail immense et hérissé de difficultés : organiser des secours agricoles, répandre les connaissances d'économie rurale, stimuler l'intérêt vers l'amélioration de l'exploitation, convaincre les producteurs agricoles de la nécessité d'abandonner les procédés surannés de travail, etc...

Il eût, au fond, peut-être fallu commencer par là. Certains affirment que si la réorganisation agraire avait été précédée de l'éducation agronomique de la population les résultats de la réforme auraient été incomparablement plus féconds. Cela est possible. Mais il fallait avant tout compter avec les réalités. Or, depuis la libération des paysans jusqu'aux derniers travaux de réorganisation agraire, il avait été fait trop peu pour développer d'une manière sérieuse la technique rurale. Les mesures, prises de temps en temps, étaient accidentelles, et montraient une absence complète de méthode. Aucun esprit de suite, aucun système ; des essais seulement et des tâtonnements.

Le gouvernement faisait, il est vrai, plus que les zemstvos, mais ses travaux laissaient également beaucoup à désirer. Quant aux zemstvos, fourvoyés dans la politique, ils aspiraient moins à améliorer les procédés d'exploitation rurale qu'à prouver la justesse d'une théorie extrêmement importante pour leurs visées politiques ; théorie qui consistait à proclamer l'irrémédiable impossibilité, sous le régime existant en Russie, de développer quelque peu sérieusement l'exploitation rurale. On cherchait surtout à mettre en lumière les faits susceptibles de montrer la misère matérielle et morale du paysan russe, au lieu de contribuer, par des mesures énergiques, à son relèvement et son éducation. On s'attachait par exemple à prouver, de toutes les manières, que chaque paysan ne possède qu'un quart de cheval, mais l'on s'abstenait soigneusement de tout ce qui pouvait faire du paysan le propriétaire du cheval tout entier.

Commencer, dans de pareilles conditions, la réforme agraire par l'éducation agronomique du paysan eût été une faute impardonnable. Sans parler du retard incalculable apporté à la réorganisation agraire, il aurait fallu compter avec toute une série d'autres obstacles des plus

graves. Sous le régime communal, des efforts extraordinaires étaient en effet nécessaires pour faire accepter la moindre innovation, et, d'ailleurs, la plupart de ces innovations n'étaient possibles qu'à la condition d'obtenir, en leur faveur, l'assentiment de toute la commune. En outre, de par sa nature, l'exploitation rurale par les paysans ne s'améliore naturellement que d'une manière extrêmement lente, avec les plus grandes difficultés, et les perfectionnements ne se font guère sentir que tout au plus tous les dix ans. Il fallait nécessairement une impulsion puissante pour mettre en mouvement la grande masse paysanne, pour l'amener à jeter un coup d'œil autour d'elle et à prendre conscience de la nécessité où elle se trouvait de chercher de nouvelles voies agricoles.

La réforme agraire a donné cette impulsion ; elle a réveillé le village de sa léthargie, et ce réveil a créé un état d'esprit favorable à l'assimilation des nouveaux principes de travail rural et permis au gouvernement de les faire enseigner avec fruit.

Le problème fut abordé immédiatement aussitôt achevés les premiers travaux de réorganisation agraire. L'attention se porta d'abord sur les paysans sortis de la commune. On supposait à juste titre qu'au point de vue agronomique leur situation n'était pas seulement la plus pénible, mais aussi celle qui chargeait les autorités des plus grandes responsabilités. Ces paysans étaient résolus à commencer une vie toute différente de celle qu'ils menaient jusque-là, et il fallait leur venir en aide d'urgence, leur donner des indications et des conseils immédiats. De cette manière le pouvoir central ne soutenait pas seulement une classe agricole à ses premiers débuts ; il ouvrait une ère nouvelle dans l'histoire de l'exploitation rurale en Russie. Il est évident que les paysans, attardés dans la commune, ne se trouvaient

pas exclus des préoccupations du gouvernement, mais il était logique, d'autre part, qu'en vertu de son statut communal même, cette partie de la population fût condamnée à ne recevoir qu'une aide partielle. Puisqu'en définitive, l'extension des travaux de réorganisation agraire devait amener une diminution progressive des paysans restés membres des associations rurales, tout ce qui se trouvait effectué en faveur des paysans sortis des communes devait finalement profiter à toute la masse de la population paysanne.

Le gouvernement et les zemstvos se mirent à l'œuvre. Ils prirent, dans le délai le plus court, une série de mesures qui furent immédiatement mises en pratique. On procéda d'abord rapidement à l'aménagement de cultures modèles, dirigées par des agriculteurs expérimentés ; puis on fit de grands efforts pour développer l'instruction rurale technique ; on accorda enfin, largement mais avec circonspection, des secours agricoles. Les mesures prises comportaient en effet la création d'un secours agricole par sections, le développement des différentes branches spéciales de l'exploitation rurale, l'introduction dans ces exploitations d'instruments et d'outils perfectionnés, d'engrais, de meilleurs procédés de travail, l'organisation de différents cours, de conférences, et la propagation, en dehors de l'école, des notions de technique rurale.

Il est inutile de rappeler les sommes insignifiantes que le gouvernement dépensait auparavant en secours agricoles. Qu'il suffise de dire qu'en 1909 encore, c'est-à-dire au cours de la première année de cette réforme, il n'a été affecté aux secours agricoles que 2 300 000 roubles. L'année suivante ces affectations se montaient à 4 500 000 roubles ; elles passaient à 9 millions en 1911 et à 12 700 000 roubles en 1912. En d'autres termes, au cours de quatre ans, elles

ont été augmentées de 600 pour 100. En même temps les zemstvos, qui en 1906 n'affectaient que 3 500 000 roubles à leurs œuvres économiques, ont porté ce budget à environ 10 millions. En outre, au cours de ces dix dernières années, ils ont augmenté de presque 10 millions les capitaux de roulement de leurs dépôts ruraux et ceux affectés à leurs autres opérations financières rurales.

On serait en droit, même si, à défaut d'autres preuves, on ne disposait que de ces chiffres, de poser la conclusion suivante : des dépenses nouvelles aussi considérables, dirigées vers un seul but, effectuées avec une énergie aussi résolue, doivent nécessairement amener des résultats appréciables, alors même qu'il serait impossible de les estimer actuellement à leur juste valeur.

Ceci devient encore plus évident quand on envisage de plus près la destination des millions dépensés. Au début de 1911 déjà, c'est-à-dire au bout de deux ans et demi seulement, le gouvernement et les zemstvos disposaient d'environ mille spécialistes nouveaux, dont sept cents pourvus d'une instruction agronomique, les autres attachés à ceux-ci en qualité d'aides et de praticiens. Il avait été aménagé mille huit cents fermes et cultures modèles, environ six mille sections de terrains modèles, sept cents dépôts de machines-outils, huit cents centres d'épuration de blé et fermes laitières, sept cents centres de reproduction pour bétail à cornes. En 1911 ces chiffres s'élèvent encore davantage, quelques-uns même dans les proportions les plus significatives Le personnel agronomique est doublé, le nombre de cultures modèles atteint six mille, et celui de terrains modèles vingt et un mille. Ceux qui ont vécu au village et qui le connaissent se rendront compte de la portée de ces chiffres. Chaque secteur modèle, chaque centre agronomique spécial desservent tout un arrondissement, et, par suite,

tôt ou tard, des centaines de cultures paysannes se trouveront appelées à participer aux perfectionnements qu'amènent inévitablement la science et l'expérience.

Il est sans doute encore trop tôt pour tirer la conclusion définitive de tous ces travaux. Deux ou trois ans ne constituent pas un délai suffisant pour permettre des déductions décisives lorsqu'il s'agit de phénomènes aussi étendus et complexes. Cependant, ce que l'on peut et ce que l'on doit même établir, c'est l'orientation suivie par le travail et les perspectives ouvertes pour l'avenir. Prenons comme exemple les fermes modèles. Il est impossible de préciser leur influence sur l'évolution de l'exploitation rurale paysanne avant l'achèvement du premier cycle de la rotation des récoltes ; à ce moment-là seulement le bénéfice de l'alternance régulière des assolements se fera pleinement sentir et il sera alors donné d'apprécier l'élévation du niveau moyen des récoltes, élévation provoquée par l'introduction des cultures dans les espaces libres entre les terres labourées, par les semailles de plantes destinées à enrichir la terre d'azote, et par l'augmentation du fumage résultant de l'accroissement naturel du bétail dans les champs modèles. Mais d'ores et déjà les résultats obtenus sont des plus significatifs. Dans quelques gouvernements, particulièrement dans ceux où les travaux d'aménagement des cultures et des fermes modèles ont commencé en 1908, et non pas en 1909, et où, par suite, les modèles agricoles sont vieux de quelques années, l'influence de toutes ces institutions agronomiques a pu se manifester avec assez de précision ; elles ont réussi à intéresser la masse paysanne ; on les a imitées et on a employé des procédés de culture plus intensive. Au nombre de ces gouvernements citons, par exemple, ceux de Kieff, de Podolie, de Pensa, etc.

Il est nécessaire de s'arrêter ici sur quelques points de

détail. Il a été procédé dès le printemps 1909 à l'aménagement de champs modèles dans le gouvernement de Kieff, et, vers le commencement de l'année suivante, il a été organisé au total soixante cultures modèles de cette nature. Tout d'abord la population a manifesté de la méfiance envers les modèles agronomiques ; on raillait leurs propriétaires, on leur faisait redouter la perspective de contributions doublées par les zemstvos en échange de l'aide qui leur était fournie. Il y eut des cas où la population avait adopté une attitude nettement hostile envers les propriétaires sous prétexte que tous auraient à souffrir d'une augmentation des impôts par le fait de quelques-uns. On lâchait parfois le bétail en pleins champs pour forcer les propriétaires des fermes modèles à renoncer à leur « fantaisie ». Il n'en reste pas moins acquis que les paysans observaient soigneusement tout ce qui se faisait dans les champs modèles et en critiquaient sévèrement l'exploitation dans ses moindres détails. Lorsqu'en fin de compte, les récoltes y étaient meilleures que chez les voisins, ceux-ci, peu à peu, commençaient à s'adresser aux agronomes pour leur demander les raisons des améliorations remarquées, et, devant la supériorité manifeste de la récolte des champs modèles, ils se décidaient à introduire également les réformes agricoles dans leurs propres champs.

L'attention des paysans fut attirée avant tout par les semailles en série, fait qui ressort de l'extension prise par le louage des semeuses mécaniques, alors qu'au printemps de 1909 les paysans n'en faisaient presque pas usage ; la demande s'est sensiblement accrue lors de la période des semailles d'hiver, et, au printemps de l'année dernière, il a fallu, dans un grand nombre de dépôts de louage, augmenter la quantité de semeuses. Les machines n'étaient pas seulement louées, elles étaient également achetées, princi-

palement, bien entendu, par l'intermédiaire des dépôts ruraux des zemstvos.

En même temps l'attention se portait sur la qualité du grain. Les semences employées en 1909 dans les champs modèles étaient de bonne qualité, d'un bon assortiment ; le grain obtenu fut en conséquence remarquable par son excellence. Presque partout, les paysans achetaient des semences chez les propriétaires des champs modèles ; de plus ils commençaient à soumettre leur grain à l'épuration par les trieuses des zemstvos. En 1908, dans quelques dépôts de louage, les trieuses ne fonctionnaient pas encore alors qu'en 1909, dans certains dépôts, l'épuration portait sur 2 000 à 2 500 pouds. L'attention des paysans s'orienta également vers le labour des champs, et l'année dernière, comme en témoignent les renseignements pris sur place, la culture des jachères printanières a été commencée chez les paysans, propriétaires, à titre individuel, de leurs lots.

Le fumier a commencé à être régulièrement utilisé en qualité d'engrais. On constate également l'usage des herses en fer, des extirpateurs et même des écosseuses. Les paysans ne se bornent plus à louer ces machines-outils ; ils les achètent ; des semailles de trèfle ont lieu actuellement dans tous les arrondissements où l'exemple a été donné par les champs modèles.

Tous les rapports des agronomes constatent les demandes des paysans désireux d'organiser sur leurs champs, à l'instar des cultures modèles, la même rotation des assolements. Les cas ne sont pas rares également où le propriétaire d'une ferme modèle devient le centre de l'attention générale ; les producteurs ruraux voisins s'assemblent chez lui le soir, et d'interminables conversations s'engagent, où l'on passe en revue tous les moyens d'amélioration rurale appliqués par les fermes modèles ; et ce n'est pas seulement

la jeunesse, toujours mieux disposée en général à s'assimiler les innovations, qui tâche de se pénétrer des idées nouvelles, mais aussi les vieillards qui, il n'y a pas longtemps encore, niaient toutes les réformes agricoles, sans exception.

Dans le gouvernement de Podolie, par exemple, où en 1906 il n'y avait que deux champs modèles, trois nouveaux champs furent organisés en 1907, douze en 1908, trente-huit en 1909; de cette manière, vers le commencement de 1910, le gouvernement de Podolie en comptait au total cinquante-cinq.

Les paysans qui ont passé, dans ce gouvernement, à la propriété individuelle remplacent progressivement les jachères de terre battue par de l'humus (arrondissement de Balta), introduisent la culture à plusieurs assolements avec culture du trèfle, des rhizocarpées et des plantes tubéreuses (arrondissement de Vinnitzk), emploient pour les semailles des semences triées mécaniquement à l'aide de machines spéciales (dans la plupart des arrondissements), louent, dans les dépôts de louage et aux propriétaires des champs modèles, des semeuses mécaniques et d'autres machines-outils agricoles.

Dans le gouvernement de Pensa, l'organisation de modèles agronomiques a commencé seulement à se répandre au cours de l'année 1908, mais les champs modèles avaient immédiatement attiré l'attention générale des paysans; le rendement excellent des semailles d'hiver a convaincu, par ses résultats, un grand nombre de producteurs de l'importance des jachères printanières et des semailles par séries. Les paysans se sont également intéressés aux semailles des herbes vivaces et tout particulièrement de la vesce qui, sur les champs modèles, a fourni une récolte des plus abondantes.

L'incontestable influence des modèles agronomiques sur

la population locale découle aussi des rapports sur la situation dans les gouvernements d'Astrakhan, de Vilna, de Kalouga, de Novgorod, de Riasan, de Tamboff, de Toula, etc.

Une autre preuve de l'extension des cultures perfectionnées est fournie par l'emploi beaucoup plus fréquent des machines-outils rurales. Malgré la difficulté de procéder à des évaluations précises, puisque plus de la moitié des machines sont vendues par des dépôts privés, il est possible, si l'on se fonde sur les chiffres de l'importation, les ventes effectuées par les dépôts de zemstvos et les dépôts d'approvisionnements des émigrants, de fixer à 7 millions de roubles la plus-value accusée par les achats en 1910 sur ceux de 1909. Il faut encore signaler le fait qu'au cours de deux ans, de 1908 à 1909, dix nouvelles usines de machines-outils furent créées en Russie. Enfin, il convient d'indiquer l'augmentation considérable par les zemstvos des capitaux de roulement de leurs dépôts ruraux, où les machines-outils constituent le principal objet d'écoulement.

Beaucoup d'autres données permettent de porter un jugement sur le degré de développement de la technique rurale, au cours de ces dernières années. Il est patent, et d'ailleurs il est facile de contrôler ces faits par les procès-verbaux des assemblées de zemstvos, qu'il y a quelque huit ou dix ans, lorsqu'il s'agissait d'inviter un agronome ou d'affecter des fonds à des mesures agronomiques, les élus des paysans se prononçaient invariablement contre ces propositions. Ils considéraient, en effet, les agronomes comme des êtres parfaitement inutiles et ils traitaient toutes les conversations sur ce point de bavardages. Or, aujourd'hui, les délégués paysans, qui sont d'ailleurs en nombre beaucoup plus considérable qu'auparavant dans les zemstvos, soutiennent avec une énergie particulière les œuvres de secours agricole. Ce n'est pas tout. Il ressort des comptes rendus et

des procès-verbaux que, chaque fois qu'il est question, soit aux assemblées des zemstvos, soit aux conférences agronomiques, d'une extension à donner à ces œuvres, chacun des représentants paysans s'efforce d'obtenir tout ce qu'il peut pour son coin natal.

D'après les informations qui viennent directement de la population, on est en droit de juger que, dans bien des localités déjà, l'agronome est devenu un homme aussi proche des paysans que le maître d'école ou le médecin, et que les paysans commencent à juger à leur juste valeur les bienfaits qu'il répand, par ses connaissances et par son expérience, dans le milieu campagnard et rural.

Une confirmation vivante de cette opinion est fournie par le succès général qu'obtiennent les conférences, les entretiens et les cours sur l'économie rurale, etc., organisés pendant ces dernières années sur une échelle assez vaste, aussi bien par l'État que par les zemstvos. Il découle des témoignages des professeurs et des conférenciers que les paysans manifestent d'ordinaire pour cet enseignement un intérêt immense et ont une conscience très nette de son utilité. Il n'est pas rare que, sous l'influence directe de l'argumentation des conférenciers, les paysans prennent sur-le-champ la décision d'appliquer le conseil qu'il vient de donner et d'introduire les innovations préconisées dans leur exploitation.

La preuve du succès atteint réside dans le fait que le nombre de ces conférences et de ces cours s'accroît d'année en année, en même temps que le nombre des auditeurs. En 1907, par exemple, les conférences avaient lieu dans trois cent douze localités seulement, et le nombre total d'auditeurs s'élevait à trente-six mille ; en 1910 c'est dans deux mille quatre cent quatre-vingt-onze localités qu'il a été possible de constater l'organisation de conférences rurales, en

présence de trois cent mille auditeurs environ. De plus, pendant la même année, il a été organisé plus de trois cents cours sur les différentes branches spéciales de l'économie rurale et de l'agronomie.

Les établissements d'expériences rurales ont suivi un mouvement parallèle. Il existe actuellement plus de cent établissements de ce genre (laboratoires spéciaux, stations d'expériences agraires, bâtardières, etc.), dont soixante-quatorze appropriés aux besoins de l'économie rurale. Or, il y a dix ans, ces établissements n'étaient qu'au nombre de quarante. En 1907, les assignations budgétaires spéciales à ces établissements étaient inférieures à un demi-million de roubles ; en 1912, elles se sont déjà montées à 2 500 000 roubles, sans compter environ un million affecté par les zemstvos.

On peut constater la même évolution en matière d'instruction rurale. En 1897 la Russie comptait cent quarante et un établissements spéciaux, chiffre qui s'est élevé à deux cent dix-huit en 1909, et à deux cent soixante en 1911 ; en d'autres termes, en un an et demi, il a été fondé quarante-deux écoles nouvelles. D'autre part, ce nombre est appelé à augmenter d'un seul coup dans des proportions considérables, car de nombreux projets, relatifs à la fondation de nouveaux établissements, sont déjà déposés à la Douma. C'est ainsi qu'une école secondaire d'enseignement rural sera créée à Kovno, une école d'enseignement secondaire à Verkhnidneprovsk, un institut à Varonège, un institut d'économie laitière à Vologda, et un institut pédagogique central destiné à la préparation de maîtres pour les écoles rurales primaires. De nouveaux établissements d'enseignement rural sont également appelés à s'ouvrir à Rybinsk, à Nikolsk-Oussouriisk, dans la région de Yakoutsk, etc. Le nombre global des élèves inscrits dans les écoles rurales atteignait

quatre mille quarante en 1897 ; au cours des dix années suivantes, ce chiffre s'est augmenté de cinq mille, et au cours des cinq dernières années, de six mille, c'est-à-dire d'un chiffre supérieur à celui qu'accuse toute la période décennale antérieure.

On peut juger de l'intérêt porté par les paysans à l'économie rurale par ce fait que, sur les trois mille sociétés rurales existant actuellement, plus de deux mille ont été créées au cours des derniers six ans. De tels faits indiquent même que l'on n'est pas seulement en présence d'un mouvement d'intérêt, mais d'un véritable emballement rural.

Il est certain qu'il est impossible de se rendre compte du succès atteint par l'économie rurale d'un grand pays, au moyen de quelques données numériques. Sans insister sur ce fait que tous les éléments de cette question sont loin de pouvoir être formulés en chiffres, il est nécessaire de rappeler qu'à l'époque où, somme toute, l'évolution ne fait que commencer, on ne peut parler encore que d'une sorte de tendance vers le progrès, et non des résultats précis auxquels doit aboutir cette tendance. Mais à l'aide de ces données dont la signification n'échappera à personne, il devient plus facile de comprendre l'évolution qui est en voie de s'accomplir. Ainsi, il convient de prendre en considération le développement particulier des différentes branches spéciales de l'économie rurale : fabrication du beurre, apiculture, aviculture, culture fruitière, etc. Il est nécessaire d'accorder son attention à toutes ces branches, ne fût-ce que pour la raison suivante invoquée par les autorités en matière d'exploitation rurale : « Tout mouvement considérable vers le progrès de la technique rurale est toujours accompagné d'un accroissement d'intérêt pour les branches spéciales de l'économie rurale ; le propriétaire foncier y cherche, en effet, des moyens de roulement pour l'amélioration de la culture

de ses champs. » Les autorités proclament encore que « le producteur primitif consomme tout ce qu'il produit alors que le producteur instruit s'applique à la vente ; et qu'il est impossible de mettre en doute le fait que, parallèlement au développement des branches spéciales de l'économie rurale, progresse également l'économie rurale prise dans tout son ensemble ».

Il est possible, à cet égard, de recueillir quelques données précises ; si l'on compare l'exportation de toute une série de produits ruraux spéciaux au commencement et à la fin de la dernière période de vingt-cinq ans, on aboutit à la constatation que l'exportation a très considérablement augmenté ; en ce qui concerne un certain nombre de produits, elle dépasse même de vingt-cinq à trente-cinq fois les chiffres primitifs.

Il ne s'agit là que de l'exportation. Reste le commerce intérieur du pays. Or, il est incontestable que si, pour le commerce intérieur, il était dressé une statistique exacte, nous aurions obtenu des augmentations équivalentes à celles du commerce extérieur. Il convient d'ajouter encore que les progrès réalisés au cours des dernières années l'ont été beaucoup plus rapidement qu'auparavant.

Ainsi, il y a vingt-cinq ans, 250 000 pouds de beurre seulement étaient exportés de Russie, pour la somme totale d'environ 2 millions de roubles. Quinze ans après, c'est-à-dire en 1900, la Russie exportait déjà 1 200 000 pouds pour la somme de 13 500 000 roubles. Cinq ans après, en 1905, l'exportation atteignait 2 400 000 pouds pour la somme de 31 400 000 roubles. Enfin, en 1911, il a été exporté 4 500 000 pouds pour la somme de 70 800 000 roubles. En d'autres termes, au cours de la dernière période quinquennale, l'exportation a donné, en comparaison avec la période précédente, une plus-value égale à celle qu'elle

avait auparavant réalisée dans l'espace de vingt ans. La fabrication du beurre s'est surtout particulièrement développée en Sibérie. Ainsi, en 1907, sur les 3 600 000 pouds de beurre exportés de Russie, 3 400 000 pouds étaient produits par la Sibérie.

L'exportation des œufs a fait des progrès analogues. Il y a vingt-cinq ans la Russie exportait pour une somme de 3 à 5 millions de roubles d'œufs ; il y a dix ans cette somme atteignait déjà 35 millions de roubles, et l'année dernière, enfin, elle s'est élevée à 80 millions 700 000 roubles. L'exportation du bois en 1910 a été de 144 500 000 roubles, alors qu'en 1904 elle n'avait atteint que 78 millions ; de 1908 à 1910 l'exportation s'est élevée d'une quantité égale à celle qui était exportée il y a quinze ans.

Lorsqu'il est question d'économie rurale russe, on se rappelle involontairement que les trois quarts de la population de la Russie vivent du produit de la terre. Sur mille habitants, sept cent quarante-six sont adonnés à l'agriculture, alors qu'en Allemagne ce chiffre est réduit à trois cent cinquante-sept et à cent vingt-quatre en Angleterre. Grâce à cette prédominance de la classe agraire, la plus petite amélioration de la technique rurale ou du développement des forces agricoles acquiert une signification des plus étendues. Or, au cours des dernières années, il a été réalisé dans ce but des progrès sérieux et nombreux.

Il est certain qu'aujourd'hui, comme auparavant, les années de bonne récolte alternent avec les années de récoltes médiocres, mais la Russie est si vaste, elle compte des climats si variés, que sauf de rares exceptions, la récolte moyenne des blés, si l'on s'en tient aux périodes quinquennales, demeure plus ou moins stationnaire au même niveau, abstraction faite de quelques réserves naturelles. Ainsi, au cours de la période 1906-1910, la récolte annuelle moyenne

dans l'empire, en dehors de la Finlande, a été de 600 millions de pouds de blés différents. Au total, la moyenne de la récolte est restée la même que pendant les cinq ans précédents. Il est vrai qu'au cours de la dernière période quinquennale la surface ensemencée, dans la Russie d'Europe seule, s'est augmentée d'un million et demi de déciatines, mais cet avantage se trouve compensé par le fait que le rendement moyen des récoltes au cours de la période précédente a été de beaucoup supérieur. De 1901 à 1905, les récoltes, en effet, se sont maintenues à peu près au même niveau, tandis que, de 1905 à 1910, il y eut deux bonnes récoltes, deux années de mauvaises récoltes partielles, et qu'enfin l'année 1906 a été compromise par la ruine de nombreuses exploitations rurales, ruine causée par la crise d'anarchie. Néanmoins, si l'on envisage la statistique des récoltes au cours d'une période plus longue, au cours d'un espace de trente ans par exemple, il est possible de constater, en premier lieu, l'accroissement progressif de la surface ensemencée, et, en second lieu, une incontestable plus-value accusée par rendement moyen de chaque déciatine. En 1881, la surface ensemencée de la Russie d'Europe était évaluée à 63 400 000 déciatines, en 1893 elle égalait déjà 64 400 000, 69 millions en 1899, enfin 75 200 000 en 1910 ; la surface moyenne de terres ensemencées de 1901 à 1905 se chiffre par 73 700 000 déciatines, alors que la moyenne fournie par la période de 1906 à 1910 est de 75 500 000 déciatines. Quant au rendement moyen par déciatine, les dix années de récolte de 1901 à 1910 fournissent, pour toutes les céréales principales, une plus-value différente suivant les périodes décennales, 10 pour 100 pour la période 1881-1890 et 12 pour 100 pour la période 1891-1900.

La question des récoltes se présente encore sous un autre aspect qui, incontestablement, mérite d'être pris en grande

considération. Il s'agit des prix des céréales, ou, plus exactement, des conditions susceptibles de fournir au pays la possibilité de réaliser ses récoltes avec un maximum de bénéfices. Il est indéniable qu'en général le mouvement de prix sur les céréales accuse une tendance à la hausse. Il est aussi indéniable que l'état du marché mondial exerce sur le niveau des prix une influence des plus considérables. Mais il n'en existe pas moins un grand nombre de facteurs qui, s'ils étaient utilisés d'une manière utile, seraient en mesure de contribuer à une meilleure réalisation des récoltes. Malgré l'importance prédominante de l'agriculture pour la prospérité nationale, il n'a été fait, jusqu'à présent, que fort peu dans cette voie. Les prix ne se maintenaient, somme toute, qu'au cours des années de mauvaise récolte, lorsqu'il n'y avait rien à vendre. Par contre, les années de moissons abondantes amenaient une baisse de prix si considérable que les bonnes récoltes, aux yeux de l'opinion publique, ont fini par paraître des désastres équivalents à de mauvaises récoltes. De longues études ont été consacrées à ce sujet. Toutes aboutissent à prouver qu'il suffirait de quelques bonnes récoltes successives pour ruiner le pays.

Au cours des six dernières années la Russie a bénéficié de deux années de bonne récolte : en 1909 et 1910. Dès que la première bonne récolte commença à s'annoncer, le gouvernement prit toute une série de mesures spéciales. Sans s'immiscer dans le domaine privé de la production rurale personnelle, il assuma la charge d'étendre et de faciliter le crédit sur les céréales ainsi que celle de veiller à ce que le transport du grain par chemin de fer fût fait exactement et sans retards. En même temps, il s'efforçait d'informer le marché du blé russe de l'état des marchés étrangers.

Le gouvernement chargea la Banque de l'État de donner

au crédit sur les céréales l'extension nécessaire. Le taux d'intérêt des avances sur blé consenties directement aux producteurs, ainsi que de celles faites sur duplicata des lettres de voiture, fut abaissé de 6 pour 100 à 5 pour 100 ; le taux d'intérêt des avances par l'intermédiaire des commissionnaires à 4 pour 100. Simultanément le gouvernement abrogeait la taxe de 1/2 pour 100 pour les avances au-dessous de 10 000 roubles et de 1/4 pour 100 pour les avances au-dessus de cette somme, taxe payable en une seule fois et établie pour l'examen et la réception en dépôt du blé donné en gage. Enfin, la Banque était invitée à prendre les mesures voulues pour diminuer les taxes perçues pour la garde et la conservation du blé.

Dans l'espoir d'un concours efficace de la part des zemstvos et des institutions de petit crédit, une attention spéciale fut donnée au développement éventuel des avances sur blés par les intermédiaires. Le gouvernement convia, d'autre part, les fonctionnaires les plus proches de la population rurale à prêter leur concours aux succursales de la Banque de l'État pour l'accomplissement des formalités requises lors du versement des avances de fonds. Il fut reconnu, enfin, possible de proroger les échéances des prêts dans le cas où ces mesures paraîtraient indispensables, et il fut établi que, contrairement à la règle générale, le terme de la liquidation des avances pouvait dépasser, si c'était nécessaire, a date à laquelle se terminerait l'époque de la réalisation de la récolte.

Sans doute, l'extension du crédit à bon compte ne donne pas toujours des résultats exclusivement favorables. Par les atténuations qu'il apporte aux oscillations des prix sur le blé et la possibilité qu'il fournit aux marchandises d'attendre des conditions de réalisation meilleures, le crédit sur le blé est cependant, à bien des points de vue, d'une incon-

testable utilité. Mais il convient d'ajouter que retarder la vente des blés ne présente un avantage pour les producteurs que dans les cas où ils réussissent en définitive à écouler leurs marchandises à des prix supérieurs à ceux qui existaient au moment où ils les ont mises en gage. S'il existe une certitude ou, du moins, un ferme espoir que les prix subiront une hausse à un certain moment, il est nécessaire d'encourager les avances de fonds sur les bases de la hausse présumée. Mais il arrive que les faits ne confirment pas toujours les suppositions. Les prix, au moment de la liquidation, se trouvent parfois inférieurs à ceux de l'époque du versement de l'avance. Alors commencent des prorogations de délais ; ensuite survient quelquefois une nouvelle récolte abondante en Russie ou dans d'autres pays producteurs ; les prix tombent précipitamment, et la nécessité s'impose enfin de réaliser le blé, dont la qualité est devenue inférieure, opération encore aggravée par les dispositions à la baisse du marché des céréales. Dans ces conditions, il est naturel que l'on soit déçu par le caractère salutaire des avances sur blés, et les reproches se multiplient à l'adresse du gouvernement pour avoir consenti des prêts avec trop de facilité.

Bien que l'année suivante ait été également favorisée par une bonne récolte, la réalisation de la récolte de 1909 s'est toutefois effectuée de la manière relativement la plus heureuse, et il est incontestable que les avances sur blés ont joué à cet égard un rôle utile. Le développement des avances sur blés est montré par les chiffres suivants : au 1er janvier 1912, les avances sur blés à la Banque de l'État se chiffraient à 101 200 000 roubles contre 92 millions de roubles au 1er janvier 1911 et 57 millions de roubles au 1er janvier 1910. En conséquence, les avances sur blés ont presque doublé au cours des trois dernières années. On peut également

constater un développement considérable du crédit sur blé par voie d'intermédiaires, c'est-à-dire les zemstvos, les institutions de petit crédit, etc. Au 1er janvier 1912, sur la somme globale des avances consenties par la Banque de l'État, il a été versé par les institutions intermédiaires 50 500 000 roubles contre 10 600 000 et 2 100 000 au cours des deux dernières années. Ainsi, les avances de cette nature, consenties en majorité directement aux producteurs eux-mêmes, ont augmenté plus de sept fois en trois ans, et la rapidité de leur progrès se révèle ainsi supérieure à l'augmentation générale des avances. Actuellement, vingt-huit zemstvos sont déjà organisés pour faire face aux besoins du crédit sur les blés, alors qu'en 1893 neuf zemstvos seulement se trouvaient outillés à cet égard. Il est nécessaire d'ajouter que quelques zemstvos (ceux d'Eletz, de Bougouzouslany, de Soudjansk, de Volkynie, de Viatka, etc.) effectuent des opérations de crédit à leur propre compte avec un succès assez considérable. La récolte de 1909 a donné la possibilité d'exporter à l'étranger 760 700 000 pouds de grain pour la somme de 748 300 000 roubles. Cette année 1909 est tout à fait remarquable. En 1906, en effet, il avait été exporté 588 900 000 pouds pour la somme de 407 600 000 roubles ; en 1907, 467 200 000 pouds pour la somme de 428 100 000 roubles ; en 1908, 329 600 000 pouds pour la somme de 375 600 000 roubles. Néanmoins, l'année 1910 a battu ces chiffres, ceux même de 1909 : l'exportation s'est élevée à 847 100 000 pouds.

Le vrai gage du succès économique et financier, auquel est appelé le développement des opérations de crédit sur les blés, réside dans son extension parallèle et solidaire avec la construction d'un réseau de dépôts de blé, sous forme soit de vastes élévateurs, soit de dépôts ruraux plus restreints. L'aménagement de ces dépôts est l'objet d'une sollicitude

particulière du gouvernement ; à la fin de 1910, il fut décidé de procéder à l'aménagement de tout un réseau d'élévateurs ; après avoir été soumise à la délibération de conférences spéciales, dans les succursales de la Banque de l'État des régions les plus agricoles du pays, la question a été ensuite discutée par le conseil de la Banque. La Banque reconnut aussitôt la nécessité de procéder à l'aménagement d'élévateurs dans les régions de Samara et de Voronège, c'est-à-dire dans deux régions différentes par leurs conditions économiques et climatériques. L'autorisation fut donnée de construire, dans la région de Samara, huit élévateurs, d'une capacité totale de 7 700 000 pouds, et cinq élévateurs dans la région de Voronège d'une capacité totale de 3 600 000 pouds. Les travaux ont commencé à la fois sur cinq points différents ; à Adbouline, Bougourouslany, Tolkaï, Griasy et Valouiky. La capacité globale de ces élévateurs est de 3600000 pouds. La construction doit réaliser un type mixte dans lequel on a employé en partie du béton armé et en partie du bois, suivant le système américain des planches posées à plat.

L'état actuel des travaux est le suivant : les travaux de terrassement et la pose des rails des voies ferrées attenantes aux élévateurs sont déjà terminés ; pendant l'hiver on a procédé au travail des fondations. Les travaux de béton armé et d'outillage mécanique sont confiés à des maisons spéciales. Toutes les constructions seront achevées vers l'automne de l'année courante.

En ce qui concerne les huit autres localités, les travaux doivent commencer dès le printemps, et il est possible que quelques-uns des élévateurs projetés soient prêts pour l'automne de l'année prochaine.

CHAPITRE IV

INDUSTRIE ET COMMERCE

L'agriculture n'a pas été seule à se développer au cours de ces dernières années ; l'industrie a progressé également et quelques-unes de ses branches ont donné les résultats les plus remarquables. Les industries étroitement liées à la production rurale, comme les industries sucrières, vinicoles, meunières ont pris une extension immense ! Il n'en pouvait, d'ailleurs, être autrement. D'une part, deux bonnes récoltes ont fourni de grandes ressources à la population dont la demande a, par suite, augmenté sur tous les produits ; d'autre part, les producteurs ruraux ont profité des bénéfices considérables laissés par les récoltes pour créer, à côté de leurs exploitations rurales, des industries, et pour augmenter par là les revenus de leurs propriétés. Les usines et les fabriques, principaux fournisseurs de l'État, devaient nécessairement par ailleurs se développer dans de grandes proportions. En effet, grâce à l'excellent état des finances, les commandes de l'État se sont notablement augmentées. L'industrie du bâtiment a également bénéficié des constructions extrêmement nombreuses entreprises non seulement dans les grands centres mais dans le pays tout entier.

Examinons maintenant l'une des branches principales de notre industrie : les filatures. De 1900 à 1907, le nombre de filatures s'augmentait annuellement d'une ou de deux fabriques, sauf en 1902 où cinq nouvelles filatures furent

créées. Or, si l'on se reporte aux chiffres de l'année 1908, on verra que le nombre de filatures a augmenté de neuf fabriques cette année-là et de huit l'année suivante : de 1908 à 1910, le nombre des nouvelles fabriques se monte à vingt-deux. Ainsi, au cours des trois dernières années, le nombre des fabriques a progressé beaucoup plus rapidement que pendant la période des huit années antérieures. Le nombre des métiers a également augmenté dans des proportions plus considérables qu'au cours des six années précédentes. De 1900 à 1906 leur nombre a passé de six millions six cent mille à sept millions quatre cent mille, c'est-à-dire qu'il a gagné huit cent mille métiers nouveaux, tandis que de 1906 à 1910, dans l'espace de quatre ans seulement, le progrès réalisé se chiffre par neuf cent mille métiers. De 1900 à 1906 la production annuelle du fil a augmenté au total de 1 600 000 pouds, contre une augmentation de 4 millions de pouds, dans l'espace de cinq ans seulement, pendant la période suivante, de 1906 à 1910.

On peut constater les mêmes progrès dans l'industrie du tissage qui, de 1906 à 1910, c'est-à-dire au cours de quatre ans seulement, s'est augmentée de cent huit nouvelles fabriques, alors que, pendant la période de six années antérieures, de 1900 à 1906, le nombre de nouvelles fabriques n'a été que de cinquante-six ; la production a suivi un mouvement de hausse parallèle ; 3 300 000 pouds de 1906 à 1910 contre 2 millions seulement de 1900 à 1906.

Il est impossible d'énumérer toutes les branches de la production industrielle, ce qui nous amènerait à élargir dans des proportions trop considérables le cadre de cette étude. Mais il convient néanmoins de signaler encore quelques chiffres. La production du fer et de l'acier s'est élevée en 1906 à 139 600 000 pouds pour atteindre en 1910, quatre ans plus tard, 184 600 000 pouds. Les chiffres sui-

vants méritent également d'attirer l'attention : en 1909 la production de poutrelles métalliques a été de 7 200 000 pouds contre 13 500 000 en 1910 et 15 millions en 1911 ; celle de la tôle, 8 500 000 pouds en 1909 contre 10 200 000 en 1910 et 13 500 000 en 1911 ; celle du fer maréchal, 31 millions de pouds en 1909 contre 48 millions en 1910 et 51 500 000 en 1911. En d'autres termes, au cours de ces derniers trois ans, la production de poutrelles métalliques a plus que doublé, et cette plus-value n'a été provoquée ni par les commandes de l'État, ni par la construction de chemins de fer ou de dreadnoughts, mais par l'accroissement naturel de la demande du marché. Les ventes enregistrées au cours de l'année dernière indiquent que cette progression continue à s'accentuer dans des proportions toujours plus considérables. L'accroissement de la production du fer à façon est particulièrement significatif, puisque, d'après les estimations, environ 70 pour 100 de ce fer sont acquis exclusivement par les villages pour les bandages des roues, les essieux, les charrues, les herses, etc. Le développement de la consommation du fer constitue en définitive une conséquence du développement des villages. Ceux seuls qui sont hypnotisés par le pessimisme politique n'apprécient pas sainement ces progrès immenses et persistent à affirmer que la vie économique de la Russie demeure stationnaire.

En 1906, la production du cuivre s'élevait à 600 000 pouds ; en 1910 elle atteignait déjà 1 363 000 pouds. La production de l'or était en 1910 de 3 276 pouds, 1 000 pouds de plus qu'en 1906. Cet accroissement s'est produit régulièrement à raison de 200 à 300 pouds par année. On est en droit, tout d'abord, de conclure de ces données que de nouveaux capitaux se sont orientés vers l'industrie métallurgique et minière et que, d'autre part, les travaux actuels s'effectuent à l'aide de meilleures machines et de procédés plus

perfectionnés. Ce sont d'ailleurs ces deux faits qui sont réellement symptomatiques du développement de chaque branche d'industrie.

Malheureusement il manque en Russie une statistique précise et générale qui permette d'établir, au moyen de chiffres, comment s'est effectuée l'orientation de nouveaux capitaux vers les différents domaines de la production industrielle. Néanmoins, quelques chiffres isolés peuvent être déterminés, par exemple, pour l'industrie charbonnière. Cet exemple est d'autant plus instructif que l'exploitation du charbon a quelque peu diminué à la suite du remplacement du charbon par le naphte, remplacement amené par la baisse des prix de ce dernier produit. Néanmoins, les capitaux engagés dans les charbonnages, qui en 1901 ne s'élevaient pas à 100 millions de roubles, se sont augmentés de 19 millions de 1901 à 1906 et de 20 millions au cours des quatre années suivantes, de 1906 à 1910.

Si suggestifs qu'ils soient, d'ailleurs, les chiffres n'ont leur vraie signification que s'ils sont complétés par l'analyse et l'observation. Or, ce qu'il était possible d'observer, au cours des dernières années, c'est que, partout, les nouvelles entreprises se sont multipliées, que tous ceux qui disposaient de quelques moyens se sont mis en quête de placements avantageux et rationnels, que beaucoup ne reculaient même pas devant les risques de recherches aventureuses dans des pays neufs, souvent sur les confins extrêmes de l'empire. De plus, chacun a senti naître et grandir, chez lui et chez ses proches, le besoin de se livrer enfin au travail, afin de ne pas rester simple spectateur d'une époque où tout s'accroît, se développe, se fortifie, et où le bon labeur procure presque certainement la richesse.

Comme le crédit est la base de toute industrie et de tout commerce, la prospérité économique actuelle est, une fois

de plus, prouvée par le développement des opérations des établissements de crédit. Les opérations d'escompte des banques ont porté, en 1906, sur un milliard de roubles ; en 1908, elles s'élevaient à 1 260 millions et en 1910 à 2 milliards. Il ressort de ces chiffres qu'en deux ans seulement les banques ont augmenté leurs opérations d'escompte d'une somme quatre fois supérieure à l'augmentation des trois années précédentes. Pendant les premiers six mois de 1911, les banques ont accru leurs opérations d'escompte de 200 millions encore. D'autre part, les établissements de crédit de second plan, comme les sociétés de crédit mutuel, se sont multipliés dans les proportions les plus considérables. En 1899, on comptait cent deux établissements avec soixante-quatorze mille membres, au capital social de 26 millions de roubles et un bilan global de 233 millions. En 1907 le nombre de ces établissements passe à deux cent soixante et un avec cent cinquante mille membres et un capital social de 390 millions. En 1911, enfin, on compte six cent quatre établissements de crédit avec trois cent soixante-douze mille membres, un capital social de 75 millions et un bilan global de 670 millions de roubles. La somme totale des opérations d'escompte du 1er janvier 1906 au 1er juillet 1911 s'est élevée de 245 à 597 millions de roubles. En cinq ans, le chiffre a plus que doublé.

Il faut ajouter qu'au cours des dernières années le crédit est devenu meilleur marché. En 1906 le taux d'escompte atteignait jusqu'à 8 pour 100, en 1908 il était encore à 5 et demi, mais dès la fin du mois de mars 1909, il se maintenait presque sans fluctuations à 4 et demi pour 100 pour l'escompte officiel et à 5 pour 100 pour l'escompte privé.

L'augmentation des dépôts et des comptes courants a suivi une progression simultanée : de 753 millions de roubles au 1er janvier 1906, ils se sont élevés, dans les établissements

de crédit, à environ 2 milliards au 1er juillet 1911, et, dans les sociétés de crédit mutuel, ont passé de 191 millions à 461 millions de roubles.

Les progrès des sociétés de crédit rural et des sociétés de crédit et d'épargne sont encore plus frappants. Les chiffres suivants en témoignent : vers la fin de 1903 on ne comptait en Russie que trois cent quatre-vingt-deux établissements de crédit de cette catégorie, alors qu'en septembre 1908 le chiffre total atteignait déjà deux mille trois cent soixante, montait à quatre mille cinq cent six vers le mois d'août 1910, et dépassait cinq mille cinq cents au 1er mars 1912 ; au total, on accordait à plus de sept mille établissements l'autorisation de commencer leurs opérations. En 1903 le nombre global des membres des sociétés de crédit rural ne s'élevait qu'à quarante-quatre mille ; vers le commencement de 1909 ils étaient déjà près d'un million trois cent mille et près de trois millions en septembre 1911. Le nombre de sociétés de crédit et d'épargne n'atteignait que sept cent quatre-vingt-un en 1903, mais déjà mille quatre cent soixante-seize sociétés fonctionnaient en 1909, et deux mille quatre cent trente-six au 1er décembre 1911.

Le mouvement des opérations effectuées a naturellement suivi une courbe parallèle à celle de l'accroissement des établissements de crédit. Ainsi, au commencement de 1912, les capitaux des établissements de petit crédit se sont élevés au total à 400 millions de roubles, dont 175 millions dans les caisses des sociétés de crédit et d'épargne, 127 millions dans celles des sociétés de crédit, et, d'après des évaluations approximatives, 30 millions dans les caisses des zemstvos et environ 70 millions dans les caisses des institutions de crédit rural. Ce dernier chiffre comprend 8 millions de roubles à l'actif des caisses d'épargne paysannes. Le crédit moyen consenti aux membres des sociétés de crédit

et d'épargne était au commencement de 1892 de 133 roubles et de 77 roubles pour les membres des sociétés de crédit. Or, il y a dix ans, le capital global des établissements de petit crédit atteignait à peine 40 millions, et, au 1er janvier 1908, il ne se chiffrait encore que par 120 millions. Il suffit de dire que le chiffre total a doublé de 1910 à 1912. Environ 60 pour 100 des capitaux des établissements de petit crédit proviennent de dépôts et de prêts locaux, près de 10 pour 100 de l'État ; les 30 pour 100 restants sont fournis par les propres ressources des établissements eux-mêmes.

Il est possible d'objecter, sans doute, que la Russie est si grande et ses besoins de petit crédit si considérables qu'en somme ces chiffres relativement modestes ne constituent pas des preuves définitives. Il faut répondre à cela que personne ne songe à affirmer que tous les progrès désirables se trouvent réellement accomplis, surtout si l'on juge les résultats à la mesure des besoins du pays. Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est le commencement d'un progrès et d'un développement indéniables et la preuve que des étapes considérables ont été déjà faites en avant, dans un laps de temps exceptionnellement court. Prenons, par exemple, comme point de comparaison l'Allemagne, où, en 1890, le nombre de coopératives s'élevait à environ trois mille, et où il a quadruplé au cours des dix années suivantes et augmenté dans une proportion deux fois moindre au cours de la deuxième période décennale. Or, en Russie, au cours des cinq premières années qui se sont écoulées depuis que la question a été posée d'une manière pratique, le nombre de coopératives a augmenté huit fois, et, si l'on en juge d'après les progrès actuels de leur évolution ce nombre augmentera encore dix fois pendant les cinq années suivantes.

Il faut signaler encore quelques chiffres. Au cours de 1910, le nombre de fabriques et d'usines s'est accru de 6,8 pour 100, ce qui, au point de vue absolu comme au point de vue relatif, constitue le progrès le plus considérable constaté pendant toute la période décennale antérieure. Cette plus-value doit être attribuée au fait qu'il a été ouvert beaucoup plus de nouveaux établissements qu'il n'en a été fermé et à celui qu'un grand nombre d'établissements existants ont sensiblement accru leur production. Le nombre de machines à vapeur a également augmenté dans des proportions très considérables au cours de ces dernières années, et les moteurs à combustion interne ont été des plus fréquemment employés. En d'autres termes, la puissance totale de la force mécanique employée dans l'industrie s'est accrue d'une manière particulièrement considérable. Pendant les dix dernières années, le nombre des machines à vapeur employées dans l'industrie rurale a plus que doublé et leur augmentation en 1910 donne le chiffre le plus considérable de toute cette période. Il faut ajouter que l'augmentation du nombre des usines et des fabriques ne s'observe pas seulement parmi les grandes entreprises, mais parmi les entreprises moyennes et petites. On a remarqué que si, de 1901 à 1907, ce sont surtout les grandes entreprises qui se sont développées, la petite et la moyenne industrie n'ont pas, de 1907 à 1912, pris moins d'extension que la grande.

Encore une fois, nous entendons donner à ces chiffres une valeur non pas absolue, mais simplement relative et nous cherchons seulement à mettre en lumière non pas des résultats définitifs, mais l'orientation exprimée par ces données, sur la voie du progrès, du relèvement et de la prospérité économique.

Une autre question se pose ; par quelles étapes a passé,

pendant les dernières années, le commerce de la Russie? Le commerce extérieur peut être l'objet d'appréciations exactes. Si l'on examine l'exportation et l'importation, par exemple, en 1910, on voit que l'exportation a doublé au cours des dix dernières années et que l'importation a enregistré une plus-value de 73 pour 100. De 1900 à 1906, l'exportation s'est élevée de 716 400 000 roubles à 1 095 millions, en d'autres termes elle a réalisé une plus-value de 378 600 000 roubles, alors que, de 1906 à 1910 inclusivement, c'est-à-dire en quatre ans seulement, l'exportation a progressé de 333 300 000 roubles. Ainsi, l'accroissement de l'exportation pendant les dernière années de cette période décennale a été beaucoup plus rapide qu'au cours des premières années.

Actuellement, l'exportation russe touche au chiffre colossal de presque un milliard et demi de roubles. La balance du commerce au profit de la Russie, c'est-à-dire l'excédent de la valeur des marchandises exportées sur celle des marchandises importées, a été en 1909 de 521 400 000 roubles. C'est le chiffre maximum atteint par la balance commerciale en Russie. De 1900 à 1904 le chiffre moyen de cette balance égalait 238 800 000 roubles, de 1905 à 1909 il était déjà de 309 800 000 roubles. La balance de 1910, de 362 900 000 roubles, a dépassé ce dernier chiffre, mais est inférieure à la balance de 1909, fléchissement dû à une plus-value de 179 millions de roubles accusée cette année-là par l'importation. Il est facile d'expliquer ce phénomène : après avoir drainé de l'étranger en 1909 plus d'un demi-milliard de roubles en échange des marchandises exportées, le pays disposait de vastes disponibilités liquides, ce qui lui a permis d'augmenter ses achats à l'extérieur.

Parmi les marchandises exportées par la frontière d'Europe, la première place appartient aux produits alimentaires ;

viennent ensuite les produits bruts ou demi-manufacturés ; l'exportation du bétail et des produits finis est insignifiante comparée avec les deux postes précédents de notre bilan commercial et n'a été estimée, en 1910, qu'à 52 300 000 roubles. En l'espace de dix ans, de 1900 à 1910, l'exportation des produits alimentaires s'est élevée de 38 200 000 roubles à 901 100 000 roubles, en autres termes elle a augmenté de 519 900 000 roubles ou de 136 pour 100. La plus-value la plus considérable est donnée par le blé, les œufs, le beurre, et, en partie, par le sucre. L'exportation des matériaux bruts et des produits demi-manufacturés par la frontière d'Europe s'est élevée, en dix ans, à 269 800 000 roubles, en d'autres termes, elle a augmenté de 160 400 000 roubles.

En ce qui concerne l'importation, la plus grande augmentation revient au coton, qui, au cours de ces dix ans, a passé de 63 200 000 roubles à 119 200 000, puis aux machines, arrivées, dans le même laps de temps, de 76 700 000 à 113 400 000 roubles. L'importation des machines rurales simples a passé de 6 à 16 700 000 roubles, et celle des machines rurales complexes de 5 300 000 à 156 millions.

Le commerce intérieur ne se prête pas à une estimation aussi rigoureuse. Il existe, néanmoins, une série d'indications qui permettent de porter un jugement sur son état réel. En premier lieu, les opérations de la foire de Nijni-Novgorod constituent un excellent symptôme. En second lieu, l'augmentation du pouvoir d'achat de la population est des plus significatives et permet d'apprécier le progrès économique fait par elle.

Tout ce qui précède devrait suffire, semble-t-il, pour montrer combien le développement économique progresse d'une manière continue au cours des dernières années. Une autre série de faits en témoigne encore également. La régularité

des rentrées fiscales, l'accroissement de l'épargne, l'augmentation sensible des salaires.

Il sera parlé plus loin spécialement des contributions et des taxes. Quant aux salaires, leur progression ressort des chiffres suivants : le salaire moyen d'un ouvrier rural, qui se nourrit lui-même, était, de 1901 à 1905, dans les cinquante gouvernements de la Russie d'Europe, de 55 à 70 copecks par jour (55 copecks pour les semailles et 70 copecks pour la moisson et la fauchaison) ; et, pendant la période 1905-1910, il atteignait déjà de 63 à 81 copecks (63 copecks pour la moisson et 81 copecks pour la fauchaison). Le salaire moyen d'un ouvrier d'usine a augmenté pendant la dernière période quinquennale de plus de 20 pour 100.

Les données fournies par les caisses d'épargne de l'État constituent la base d'appréciation la plus exacte du mouvement de l'épargne nationale. En quinze ans, de 1895 à 1910, le nombre des caisses d'épargne, sans en excepter les caisses d'épargne scolaires, a presque doublé : de trois mille huit cent soixante-quinze il a passé à sept mille trois cent soixante-cinq, mais, après 1904, cette évolution a paru subir uu moment d'arrêt, si bien que trente nouvelles caisses seulement ont commencé à fonctionner en 1907. D'autre part, quatre-vingt-deux caisses furent ouvertes en 1908, deux cent cinquante-neuf en 1909 et trois cent quatorze en 1910. Dans le même espace de quinze ans, le chiffre des dépôts annuels a quadruplé : les dépôts, en 1895, se sont élevés à 221 300 000 roubles pour atteindre, en 1901, 870 500 000 roubles. Mais il y a lieu de remarquer que, fait caractéristique, les reliquats des dépôts, c'est-à-dire l'actif net de l'épargne populaire, conservé dans les caisses d'épargne, ont brusquement augmenté au cours des dernières années. De 1881 à 1905, en quinze ans, ces reliquats se sont élevés de 191 300 000 à 831 200 000 roubles ; la plus-value s'est donc chiffrée par

640 millions de roubles, tandis qu'il a suffi de cinq ans seulement, de 1905 à 1910, pour enregistrer une plus-value de 565 millions, somme inférieure, sans doute, à la première, mais réalisée en un laps de temps plus court. Quant à la somme totale des dépôts, y compris les dépôts dans les caisses d'épargne de l'État, la Banque de l'État et les institutions de petit crédit à court terme, elle a passé de 2 milliards, chiffre de 1907, à quatre milliards et demi au commencement de 1912. Cette somme, donc, a plus que doublé en deux ans et demi seulement.

Cet accroissement de deux milliards en trois ans et demi constitue réellement un immense progrès.

Un autre fait, qui mérite aussi d'être pris en considération, c'est qu'au cours de ces dernières années, le nombre de personnes parvenues à économiser s'est augmenté dans des proportions les plus étendues, accroissement dont il est possible de juger par le nombre de livrets délivrés. En cinq ans, de 1905 à 1910, le nombre de livrets s'est augmenté de presque toute la plus-value réalisée pendant les dix ans allant de 1891 à 1900, pour atteindre, en 1911, environ sept millions et demi. Pourtant, pendant ce temps, la population a acquis de grandes quantités de terres, opération qui a drainé une partie considérable de l'épargne populaire.

Il est impossible de passer sous silence un autre facteur d'une incontestable influence dans toutes ces questions : la cherté croissante de la vie au sujet de laquelle de tous côtés s'élèvent des doléances. Quelle est la vraie cause et quelles sont les conséquences économiques de cette cherté : il est impossible de donner à ces questions une réponse rapide. Le seul fait indéniable, c'est que comparée avec les autres pays la Russie se trouve encore dans une situation relativement favorable. Quelques économistes pensent qu'il faut chercher la cause fondamentale de la cherté de la vie dans l'accroissement

disproportionné de l'or comme de l'argent et dans la rapidité de leur circulation. Étant très abondants ils sont devenus meilleur marché, et, par contre-coup, les marchandises sont devenues plus chères. D'autres économistes se prononcent contre l'explication précédente et se rattachent à l'idée qu'il convient de chercher la cause essentielle de la cherté de la vie dans la hausse des prix de production, notamment la hausse des salaires. D'autres, dont les raisonnements semblent plus près de la vérité, attribuent l'élévation des prix à toute une série de causes. Alors que les besoins des États et des peuples augmentent, que la demande s'accroît sur toutes les marchandises, la quantité de certains produits diminue naturellement et la fabrication des autres exige des dépenses plus considérables que jadis. La lutte menée par le travail contre le capital oblige les capitaux à s'unir et cette union, qui livre le marché aux monopoles, provoque toujours une hausse des prix. La population augmente, les villes se développent au préjudice des bourgades et des villages ; les prix subissent de ce chef une nouvelle augmentation.

Bref, les causes sont nombreuses et chacune exerce son action particulière. Mais, en ce qui concerne spécialement la Russie, il est incontestable que la période révolutionnaire a eu sur ce point une influence des plus considérables. On ne détruit pas impunément des biens valant des millions de roubles, on n'interrompt pas impunément le développement régulier de la vie économique, on ne laisse pas impunément les usines sans ouvriers, la terre sans labeur, les capitaux sans sécurité. Seuls les fanatiques de l'anarchie et la foule aveuglée par leurs appels ont pu croire qu'il suffit de recourir à la violence pour que tout s'améliore. Chacune de ces tentatives anarchistes coûte cher au pays. Nous payons maintenant et nous payons tous. Mais les responsabilités pèsent

d'une manière particulièrement lourde sur ceux qui, séduits par les socialistes, ont contribué activement à la débâcle temporaire du commerce, de l'industrie et de l'agriculture russes.

Au cours des dernières années la circulation moyenne des marchandises sur les voies ferrées s'est élevée à 12 milliards de pouds par an, alors que de 1897 à 1902, cette moyenne s'est maintenue à 8 500 000 000 de pouds. Il convient d'ajouter qu'au cours de la période 1897-1902, 15 000 verstes de nouvelles voies ferrées ont été ouvertes à la circulation, contre une augmentation de 4 250 verstes (1) seulement pendant les six dernières années.

Malgré l'importance de tous les chiffres signalés, les partis de gauche persistent dans l'affirmation que, somme toute, rien n'a été fait, et expliquent la provenance de l'excédent de « quelques roubles » entre les mains de la population par une raison absolument fortuite : deux bonnes récoltes successives, présent de la destinée. On dirait que les bonnes récoltes sont chose absolument inédite en Russie ou bien que quelqu'un songe à nier, pour un pays aussi foncièrement agricole que la Russie, l'importance prépondérante d'une bonne récolte. En face de chiffres aussi éloquents que ceux que nous venons d'aligner, lorsque, dans toutes les manifestations de la vie économique du pays, se révèle un progrès aussi continu et que des profondeurs populaires sourd une prospérité, naissante sans doute, mais indéniable, réduire toute son argumentation à des ergotages sur deux bonnes récoltes équivaut à refuser sciemment de reconnaître la vérité. On désire, il est vrai, affaiblir le gouvernement qui, de l'avis des partis de gauche, est tout aussi impuissant

(1) La longueur du réseau de chemins de fer au 1er décembre 1901 atteignait 74 334 verstes : en trente ans ce réseau a triplé. Dans le même espace de temps la circulation des passagers a sextuplé.

à mener à bien le moindre effort qu'à se rendre compte de ce qu'il est nécessaire d'accomplir, mais, en réalité, on insulte par là, tout le pays, toute la nation. Et, de fait, que penser d'un peuple arrivé à un état de civilisation déjà avancé qui ne subsisterait que grâce à de bonnes récoltes? Peut-on juger aussi bassement le peuple russe qui, comme en témoigne toute son histoire, a su par son travail et son intelligence sauver la patrie des plus grands dangers pour sortir chaque fois de ses dramatiques épreuves mieux trempé et plus puissant?

Une partie des représentants du commerce et de l'industrie se rattachent jusqu'à un certain point aux groupes de la gauche. Les uns professent des opinions extrêmes, d'autres manifestent des opinions modérées, mais les uns comme les autres, en dehors de leurs revendications politiques, s'unissent pour reprocher au gouvernement et à la Douma de se préoccuper relativement trop peu de la sauvegarde des intérêts essentiels du commerce et de l'industrie. Une certaine jalousie perce dans ces récriminations ; comme une attention sérieuse commence à être donnée à l'agriculture, les classes commerciales et industrielles redoutent que le souci agraire n'engendre la négligence envers les intérêts industriels et commerciaux. D'autre part, on reconnaît dans les doléances de cette nature les effets de ce manque d'équilibre général qui est le trait distinctif de toutes les époques transitoires. Toutes les formes de la vie s'imposent alors à l'attention du pouvoir central à cause des réformes et des révisions profondes dont chacune a besoin, et toutes se disputent alors avec âpreté le privilège de l'attention exclusive du gouvernement. On oublie facilement aussi que le progrès dépend dans une très large mesure moins de la sollicitude du pouvoir central ou du législateur que de l'activité personnelle des membres de la commu-

nauté. On oublie enfin que le succès général s'obtient non pas par un développement en quelque sorte mécanique des intérêts isolés, mais par leur union organique.

Du fait que la situation économique du pays s'améliore et qu'elle progresse d'une manière aussi décisive, les conséquences de cette amélioration se feront naturellement sentir dans les différentes branches de la production nationale, mais à condition que chacun des groupes économiques contribue pour sa part au travail et adapte ses intérêts particuliers aux intérêts généraux. En ce qui concerne le commerce et l'industrie, il est nécessaire de remarquer que leur développement dépend principalement de leurs efforts personnels. Il faut que leurs représentants comptent moins sur l'aide de l'État, qu'ils accordent d'abord leur attention à leur propre organisation, au développement de leur initiative, à l'étude des marchés, etc. Le gouvernement et les institutions législatives feront alors, à leur tour, tout ce qui est en leur pouvoir pour créer des conditions générales qui favorisent un vaste développement des forces industrielles et commerciales du pays.

Si beaucoup de choses sont déjà faites, plus encore sont en voie de réalisation. Il est possible de dire hardiment qu'il n'est point de question qui n'ait été envisagée avec l'attention nécessaire. Si, par exemple, on examine la question des Bourses, on constate que le nombre de Bourses actuellement existantes a sensiblement augmenté au cours des dernières années ; il a été institué vingt-neuf Bourses de marchandises et sept Bourses spéciales. On constate également l'élaboration d'un projet relatif à une nouvelle organisation des Bourses ainsi que d'un autre projet très important édictant des dispositions nouvelles relatives aux notaires et aux tribunaux des Bourses. Il convient encore de signaler le projet d'institution des chambres de commerce,

appelé à établir, sur une base solide, la représentation, par des organes spéciaux, de la classe commerciale et industrielle, et lui donner, par là, une large organisation. Enfin, il faut également attirer l'attention sur les règlements nouveaux relatifs aux congrès des représentants du commerce et de l'industrie et des intermédiaires commerciaux.

Si l'on envisage spécialement le commerce, il est nécessaire de rappeler la loi sur les dépôts de marchandises, loi qui n'a pas seulement facilité les opérations de dépôt, mais augmenté également le nombre des personnes et des institutions auxquelles appartient le droit de les faire. Il est nécessaire, dans la catégorie des réformes commerciales, de rappeler aussi le comité institué pour la lutte contre la falsification, de citer la loi sur le contrat de commission, qui, jusqu'alors, n'avait pas de place déterminée dans le droit en vigueur. Il convient enfin de rappeler les mesures sérieuses entreprises pour l'amélioration du commerce du lin, produit qui vient au troisième rang dans l'exportation russe. On s'est appliqué là à lutter contre les malversations qui causent tant de préjudice à l'exportation nationale.

On reproche souvent au gouvernement de n'avoir rien fait, au cours de ces dernières années, pour apporter quelques améliorations au commerce des blés. Mais ces reproches ne sont guère fondés. Tout d'abord, si les mesures prises jusqu'à présent ne sont pas nombreuses, elles sont du moins essentielles. Ainsi, on a fait les plus grands efforts pour éliminer les impuretés du blé exporté de Russie, pour faciliter la réalisation de récoltes ; rappelons aussi la ligne de conduite suivie par la Banque d'État en matière de crédit. Quant à ce qu'une certaine fraction de l'opinion entend d'ordinaire sous le nom d'amélioration du commerce des blés, c'est-à-dire les différents projets de monopolisation du commerce des blés entre les mains du gouvernement, les achats de blé par l'État, l'organi-

sation par l'État de l'exportation des céréales, etc., tout cela, en définitive, ne relève pas à proprement parler de la compétence du gouvernement, qui doit s'immiscer le moins possible dans le domaine privé du commerce. Sa tâche se réduit à prêter son concours à l'organisation du commerce des blés, à la lutte contre les malversations et les abus, à l'organisation du crédit, etc. C'est dans ce but qu'il a toujours travaillé et qu'il travaille encore aujourd'hui.

En ce qui concerne les lois relatives aux sociétés anonymes, il faut noter les travaux préparatoires du projet de loi sur les sociétés par actions et de la réforme du régime des obligations. Ces deux projets n'ont pas encore force de loi, mais ce sont des questions qu'il est impossible de résoudre rapidement, surtout en ce qui concerne le régime des sociétés par actions.

Quant au commerce extérieur, en dehors de la série de traités de commerce, encore à l'étude ou déjà conclus, bien des projets de loi ont été élaborés au cours de ces dernières années. Les réformes capitales consistent dans l'organisation d'un bureau d'information qui donnera aux commerçants la possibilité de suivre plus attentivement les marchés étrangers et dans l'institution d'agents commerciaux à l'étranger. Lorsque cette dernière mesure sera réalisée, le commerce extérieur recevra, enfin, un appui précieux, grâce aux informations nécessaires obtenues en temps voulu et sur place, sur les marchés mêmes. Il faut encore signaler la création de cinq chambres de commerce chargées d'étudier les questions d'exportation : les chambres de commerce russo-anglaise, belge, slave, russo-française, et, enfin, la chambre d'exportation russe. Ces chambres ont immédiatement pris une grande importance et sont appelées à exercer peu à peu une influence de plus en plus considérable sur le développement de l'exportation.

D'autres réformes ont encore été faites : assouplissement de la procédure nécessaire pour obtenir l'autorisation de fonder des entreprises industrielles, promulgation d'une loi sur les nouveaux procédés de contrôle des chaudières, loi qui a donné naissance, au cours de l'année 1910 seulement, à huit sociétés considérables, organisation d'une enquête statistique sur l'état de l'industrie manufacturière, enfin, toute une série de mesures destinées à encourager les expositions. De 1905 à 1909, grâce au concours actif du gouvernement, deux cent trente-cinq expositions ont été organisées en Russie ; la Russie a pris part, en outre, à toute une série d'expositions européennes.

Parmi les autres mesures, citons le projet d'un nouveau règlement sur l'essai des métaux, les lois touchant la protection de la propriété industrielle, les marques de fabrique, etc. Comme mesure d'une portée générale, il faut encore noter l'abolition des ports francs en Extrême-Orient. Cette mesure est particulièrement importante parce qu'elle a comblé une brèche dans la muraille protectionniste de la Russie, qui demeure toujours un ferme partisan du protectionnisme.

Nous avons rappelé les réformes qui sont plus ou moins familières à tout le monde et qui ne demandent pas d'explications spéciales. Mais en dehors de ces réformes, bien d'autres encore ont été accomplies : améliorations des usines métallurgiques de l'État, mesures contre la tendance des syndicats sur le sel à élever artificiellement les prix de cette denrée, projets de loi sur l'amélioration des conditions de fermage des terrains naphtifères, nouveau règlement du régime des entreprises minières privées, vastes travaux d'enquête hydrotechnique en Russie. De grands efforts ont été encore accomplis pour assurer le développement et la protection de la flotte commerciale russe ainsi que pour

l'extension et l'outillage de nos ports. Au point de vue maritime, le gouvernement s'est rattaché à ce principe fondamental que la marine de commerce russe, en tant qu'organisation relativement jeune, a besoin, du moins provisoirement, d'une protection efficace contre la concurrence des marines étrangères. Les marines des autres pays, en effet, ont sur la marine russe des avantages considérables, tant au point de vue technique qu'au point de vue commercial, et en particulier au point de vue du prix de revient du transport. Ce prix de revient du fret est toujours plus bas chez les étrangers que chez nous, parce qu'ils disposent de capitaux à meilleur compte et que leurs équipages fournissent un travail plus productif. Sans doute, à refouler les étrangers, nous risquons dans certains cas de faire monter, pour une période de temps plus ou moins longue, les prix de nos transports maritimes, ce qui, évidemment, est susceptible d'exercer une influence préjudiciable sur notre commerce, mais c'est là un des effets inhérents au système protectionniste, et des deux maux il faut se résoudre à choisir le moindre.

Au cours des dernières années, des mesures ont été prises en vue d'encourager les constructions navales russes et la navigation : création de trajets maritimes nouveaux et rapides et amélioration des anciens trajets ; délivrance de primes à la navigation ; mesures relatives à une plus grande sécurité de la navigation ; extension apportée à l'instruction navale, mesure grâce à laquelle la Russie dispose actuellement de cinquante écoles d'enseignement spécial ; nouvelle loi destinée à réglementer la situation des capitaines de vaisseaux, loi dont l'effet a été d'abolir, au point de vue du commandement, l'ancienne distinction entre les bâtiments à vapeur et ceux à voiles. De 1907 à 1912, environ 40 millions de roubles ont été assignés à l'aménagement des ports. En 1912, les dépenses des ports inscrites au budget

ne s'élèvent au total qu'à 9 400 000 roubles, mais ce chiffre relativement inférieur s'explique non par le fait que le gouvernement se désintéresse des ports, mais parce que c'est seulement tout récemment que vient d'être terminée l'étude du plan général des dépenses à engager. Dans le budget de l'année prochaine, on se propose d'affecter annuellement, pour cinq ans, environ 18 millions de roubles à l'organisation des grands ports.

Des efforts considérables ont été faits pour développer les écoles professionnelles et techniques. En 1906 on ne comptait en Russie que deux cent cinquante-sept écoles de cette catégorie, au printemps de 1911 il y en avait environ six cent cinquante. Pendant la seule année scolaire 1910-1911, il a été ouvert cent soixante-seize nouvelles écoles, dont quelques-unes sont des établissements spéciaux et dont la fondation a exigé des dépenses excessivement considérables. Au nombre des nouveaux établissements ouverts au cours de ces dernières années, signalons l'Institut polytechnique du Don et l'École des mines d'Ekaterinoslav. Nous rencontrons, si nous passons à l'instruction commerciale, des chiffres non moins significatifs : en quatre ans, de 1906 à 1910, le nombre des écoles a doublé et, si l'on prolonge les observations jusqu'au 1er mai 1911, ce nombre a presque triplé ; au cours de l'année scolaire 1910-1911, il a été créé cent vingt-quatre écoles de commerce.

On peut dire évidemment que tout cela n'est pas suffisant. Mais en est-il vraiment ainsi? Il est impossible de juger d'une quantité quelconque sans avoir établi au préalable une unité de mesure rigoureusement exacte. Si nous songeons qu'il s'agit en somme des premières années de notre relèvement général, considérer ce qui a été accompli comme insuffisant est tout à fait injuste.

On a dit que rien n'avait été fait, au cours des dernières

années, pour améliorer le sort des ouvriers et en général les conditions du contrat de travail. C'est une erreur. Ces objections ont d'ailleurs été soulevées particulièrement par ceux qui mettaient en avant les questions ouvrières non pas au nom des intérêts réels de l'ouvrier mais pour rendre plus violente la lutte des classes, moyen révolutionnaire déjà connu et éprouvé. La recette est simple : on soulève les ouvriers contre les directeurs des fabriques comme, en général, contre la classe aisée ; d'autre part, on agit sur l'instinct révolutionnaire des masses ouvrières par un appel au renversement de tout le système économique et politique existant. Les faits attestent néanmoins que, précisément au cours de ces dernières années, le gouvernement s'est appliqué à préparer et à édicter des dispositions nouvelles qui, dès maintenant, améliorent très sérieusement la situation des ouvriers et les conditions de leur travail.

Il convient de faire ressortir, d'ailleurs, que la question ouvrière, en Russie, est extrêmement loin d'être aussi aiguë qu'en Occident. La moitié au moins des ouvriers russes ont un lien quelconque, civil ou familial, avec les localités où se trouvent les entreprises industrielles auxquelles ils sont attachés, de sorte qu'ils ne sont pas des déracinés, des gens arrachés à la terre, spécialisés à l'excès dans l'industrie comme en Occident, mais, au fond, des demi-ouvriers qui restent presque toujours des demi-agriculteurs. Enfin, les rapports entre les ouvriers et les patrons ont pris, il y a longtemps, en Russie, une forme qui atténue l'acuité de la question ouvrière. Les propriétaires des entreprises considèrent par exemple de leur devoir de se charger du secours médical en cas de maladie des ouvriers, d'organiser pour les enfants des ouvriers des crèches, des hospices, des écoles, d'aider les ouvriers qui sont tombés dans la misère, de secourir ceux qui ne peuvent plus travailler, lors même que ce n'est point pour

des raisons professionnelles. Les résultats acquis à l'étranger au prix d'une lutte prolongée et difficile ont été obtenus en Russie par la nature même des choses, et c'est pourquoi la législation russe a eu relativement moins de peine à régulariser les rapports entre les patrons et les ouvriers.

La mesure la plus importante pour l'amélioration du sort des ouvriers, qui ait été prise au cours des dernières années, est la loi d'assurance ouvrière et l'organisation des caisses de secours en cas de maladie. Ces lois ont déjà passé par la Douma et par le Conseil de l'empire, où, comme on le sait, le gouvernement les a défendues de la manière la plus énergique. Elles apportent une solution à l'un des problèmes les plus sérieux de l'existence des ouvriers, pour lesquels il n'est pas de perspective plus tragique que celle de tomber malade ou de ne plus pouvoir travailler. Les assurances et les caisses de secours en cas de maladie compensent, chez l'ouvrier, l'absence d'épargne, et le font, par suite, échapper dans une certaine mesure au danger de devenir un miséreux sans abri.

Pendant les dernières années, d'autres mesures ont été prises en faveur des ouvriers ; l'autorisation par exemple de fonder des unions professionnelles. Il est vrai que les partis de gauche assurent qu'après avoir octroyé ce droit, le gouvernement s'efforce d'empêcher les ouvriers d'en user, mais il n'y a là que de la mauvaise foi, puisque le gouvernement ne procède qu'à la fermeture des seules unions professionnelles qui se sont lancées dans une voie révolutionnaire. Au cours de ces années dernières, le gouvernement a levé l'interdiction d'organiser des grèves et les a autorisées pourvu toutefois que ces grèves ne soient pas accompagnées de violences, de détérioration de machines, et qu'elles conservent en général un caractère rigoureusement économique. Une série de mesures a été prise en vue d'améliorer les habi-

tations ouvrières dans la région naphtifère de Bakou, question qui donnait de graves préoccupations aux ouvriers, et en vue d'assurer la sécurité des travaux miniers. Des efforts substantiels ont été enfin faits pour améliorer la situation des ouvriers des docks.

Il reste évidemment encore bien des choses à faire. Mais ce qui a été fait prouve d'une manière formelle que les travaux se sont orientés dans le sens nécessaire, qu'ils sont menés avec la profonde conscience de leur utilité et c'est précisément cette conscience qui paraît le meilleur garant de leur succès.

CHAPITRE V

LES FINANCES

La situation brillante des finances russes est universellement reconnue. Alors qu'il subsiste encore chez nous des partis politiques qui s'acharnent à prouver que la Russie ne jouit pas d'une prospérité financière « réelle », et que son relèvement financier, autour duquel on mène tant de bruit, se réduit, en somme, à « l'entassement artificiel de disponibilités considérables », etc., la littérature financière à l'étranger compte de nombreuses études consacrées à ce relèvement financier, études dans lesquelles on retrouve toujours cette idée fondamentale qu'un pays parvenu à se guérir avec tant de rapidité et tant d'éclat des blessures d'une guerre désastreuse et d'une crise révolutionnaire concomitante, est un organisme aux tissus économiques particulièrement résistants.

Pour juger du passé et du présent, il faut rappeler que déjà vers la fin de l'année 1905, c'est-à-dire peu de temps après la fin de la guerre, notre circulation monétaire, cette base de toute la vie économique, a traversé la plus grande des épreuves ; elle fut à la veille de sombrer dans la tourmente et il fut un instant question de passer de nouveau du rouble-papier garanti par l'encaisse or au cours forcé. Un oukase du Sénat était déjà prêt pour autoriser une large émission de billets de banque sans garantie métallique correspondante. Il n'a pas été, heureusement, donné suite à

ce projet, et en 1907 déjà, on pouvait prévoir non seulement le relèvement général des finances russes, mais encore leur prospérité actuelle. Après avoir soldé les budgets de 1908 et de 1909 par des déficits insignifiants, nous avons eu trois budgets successifs sans le moindre déficit, bien qu'au cours de ces trois ans les crédits destinés aux besoins les plus pressants de l'État aient été augmentés dans les proportions les plus considérables et qu'il ait été aussi amorti plus de 200 millions de roubles de dette publique.

Au cours de ces mêmes années, le Trésor est parvenu à se former une réserve énorme de disponibilités libres, c'est-à-dire à augmenter d'une manière très considérable le reliquat des fonds qui lui restent après qu'il a intégralement liquidé son passif. Si l'on compare les chiffres de ces disponibilités au cours des vingt dernières années, on trouve qu'avant la guerre le niveau le plus bas des disponibilités a atteint 72 millions, en 1892, et le niveau le plus élevé 381 millions, en 1903. En 1908, les disponibilités du Trésor n'ont pas dépassé 2 millions, mais en 1909 elles atteignaient déjà 107 millions, 333 millions en 1910, et enfin, en 1911, elles touchaient au chiffre énorme de 450 millions de roubles.

Quelle est l'origine de ces disponibilités libres? Grâce aux beaux travaux de M. Dementieff, qui a étudié sous toutes ses faces cette question financière complexe et délicate, il est aisé d'effectuer les recherches nécessaires. Comme on le sait, l'état des recettes et des dépenses comporte deux budgets : le budget ordinaire et le budget extraordinaire. Les recettes ordinaires, c'est-à-dire les contributions directes et indirectes, les revenus du domaine privé de l'État, etc., sont les seules ressources appelées à couvrir et les dépenses ordinaires et trois catégories de dépenses extraordinaires : construction des chemins de fer, payement des indemnités pour l'abrogation du droit de propination (nom spécial

donné au droit de fabrication et de vente des spiritueux sur les terres de certains propriétaires fonciers, droit en vigueur en Bessarabie, dans les gouvernements de la Baltique et de la Vistule), frais d'organisation intérieure des ministères de la guerre et de la marine. Les reliquats des recettes ordinaires, après le payement des dépenses ci-dessus signalées, ainsi que toutes les recettes extraordinaires constituent les disponibilités libres du Trésor. D'autre part, les recettes extraordinaires comprennent : le produit des emprunts, les dépôts à perpétuité, les sommes liquides, versées dans les caisses du Trésor en retour des dépenses extraordinaires, principalement de celles qui ont été effectuées au compte des disponibilités (par les compagnies de chemins de fer en retour des prêts du Trésor, par les zemstvos, par la population même, en retour des secours alimentaires et de l'aide relative aux semailles, etc.). Toutes les dépenses extraordinaires, sauf celles indiquées plus haut, sont prélevées sur le compte des disponibilités du Trésor. Les dépenses extraordinaires comprennent les allocations nécessitées par les mauvaises récoltes, les dépenses amenées par des circonstances d'ordre militaire, les avances de fonds consenties aux compagnies des chemins de fer sur la garantie d'emprunts émis par les compagnies ainsi que d'autres avances aux entreprises de chemins de fer, l'amortissement avant terme et la conversion des emprunts, le rachat des lignes de chemins de fer par le Trésor, les dépenses occasionnées par l'émission des emprunts et d'autres dépenses de cette nature.

Si l'on envisage maintenant nos budgets pendant ces derniers vingt ans et que l'on additionne les dépenses auxquelles il a été subvenu au moyen des disponibilités du Trésor, on trouve qu'elles atteignent 5 600 millions de roubles. La somme totale des disponibilités, au cours de ces vingt années, se compose des chiffres suivants : reliquat des

recettes ordinaires : 1 330 400 000 roubles ; recettes extraordinaires : 4 435 700 000 roubles ; reliquat des allocations extraordinaires converties au profit du Trésor : 260 600 000 roubles, au total 6 milliards de roubles. Si l'on soustrait de cette somme les 5 600 millions dépensés, nous obtiendrons le chiffre des disponibilités au début de l'année courante.

Ceux qui nient la prospérité des finances russes — malheureusement, il existe en Russie des partis politiques qui ne s'en privent guère — affirment que les disponibilités du Trésor ont été amassées grâce à l'élévation des contributions et aux reliquats des emprunts contractés par la Russie à différentes époques. Cela équivaut à dire que, si le Trésor a des disponibilités, ce n'est pas en vertu du développement régulier des recettes de l'État et d'une économie raisonnable et raisonnée des reliquats laissés par les affectations budgétaires, mais, simplement parce que le gouvernement élève les impôts sans aucune utilité et contracte des emprunts supérieurs aux besoins du pays. Ces objections sont en contradiction évidente avec les faits. En ce qui concerne les impôts, malgré toute la difficulté d'établir les proportions dans lesquelles les nouveaux impôts et l'élévation des anciens ont contribué à accroître les disponibilités libres du Trésor, il n'en reste pas moins incontestable que les contributions n'ont jamais été élevées pour étendre les disponibilités libres, mais uniquement pour répondre à l'accroissement des dépenses. Néanmoins, il est naturel que pendant les deux premières années qui suivent l'élévation des impôts, et tant que l'augmentation conséquente des recettes ne peut pas être utilisée dans son intégralité à couvrir les dépenses, certaines sommes aillent accroître les disponibilités libres. L'examen détaillé de ces opérations de trésorerie prouve cependant que les disponibilités n'ont pu

bénéficier de l'élévation des impôts que jusqu'à concurrence d'une somme de 230 millions de roubles en vingt ans, alors que, d'autre part, les recettes du Trésor ont diminué de 92 à 94 millions de roubles par an depuis quelques années à la suite de la suppression des redevances de rachat des paysans.

L'élévation des impôts a donc, au total, rapporté au Trésor environ 140 millions de roubles. Mais il convient d'attirer l'attention sur le fait que ce chiffre embrasse une période de vingt ans, alors que les disponibilités libres sont descendues en 1908 à une somme insignifiante, au-dessous de 2 millions de roubles. Si donc nous envisageons l'état actuel des disponibilités du Trésor, il est nécessaire de prendre en considération l'élévation des impôts depuis 1908 seulement. Dans ces conditions, que constatons-nous? Les taxes de chancellerie et les impôts judiciaires ont été élevés depuis 1908, mesure qui donne au total environ 2 millions et demi de plus-value par an ; à la fin de 1908 nous observons une élévation du prix de vente de l'alcool, donnant un surplus de bénéfices de 37 millions de roubles ; l'impôt foncier dans la Transcaucasie et au Turkestan se trouve accru dès 1909 d'un million en chiffres ronds ; les droits d'accise sur le tabac, par application de la loi du 7 juin 1909, donnent de nouvelles rentrées évaluées à environ 10 millions de roubles ; les nouveaux impôts, levés depuis 1909, sur le papier à cigarettes donnent 4 millions et demi. On s'attend, enfin, à l'établissement d'un nouvel impôt sur les propriétés immobilières dans les villes et les petites localités qui donnera environ 10 millions de roubles. Au total, tous ces suppléments de recettes fournissent environ 60 millions. Mais il est nécessaire de considérer que, par suite de la suppression des redevances de rachat des paysans, le chapitre des recettes du Trésor se trouve diminué de 92 à 94 mil-

lions de roubles par an. Il découle clairement de ces chiffres que les rentrées du Trésor, du fait de l'élévation des impôts, sont inférieures de 30 millions de roubles aux pertes causées par la suppression des redevances.

Serait-il peut-être exact de dire que les disponibilités libres du Trésor sont dues aux emprunts? Des calculs spéciaux prouvent que, sur les 4 100 millions produits par les emprunts contractés au cours des derniers vingt ans, une somme de 3 600 millions avait une affectation rigoureusement déterminée. Il en est de même de la somme de 289 millions obtenue par les emprunts de 1894, somme dont le produit a été entièrement affecté au renforcement de l'encaisse métallique à l'occasion de la réforme de la circulation monétaire et de l'établissement de l'étalon d'or. En d'autres termes les emprunts ont laissé au Trésor, au cours de vingt ans, un reliquat relativement insignifiant de 200 millions de roubles. Cette somme comprend 57 700 000 roubles de dépôts à perpétuité, 49 600 000 roubles de reliquats disponibles d'emprunts spéciaux, affectés au Trésor, 148 800 000 roubles, produit de l'emprunt de 1909 : sur cette dernière somme 43 600 000 roubles ont été affectés à couvrir le déficit du budget de 1909, de sorte qu'au total les disponibilités au 1er janvier 1910 atteignaient 105 002 000 roubles. Comme d'après les budgets de 1910 et de 1911, 50 millions de roubles avaient été affectés à l'amortissement avant terme de la dette publique, et que les rentrées des autres emprunts avaient été utilisées à couvrir les dépenses, portées au compte des ressources générales des disponibilités, au 1er janvier 1912 les disponibilités libres du Trésor ne pouvaient comporter que 55 200 000 roubles produits par la réalisation des emprunts. D'autre part, le budget de l'année courante avait proposé d'amortir pour 100 millions de roubles de bons du Trésor,

et la Douma avait en outre déposé un projet d'amortissement de la dette publique pour la somme de 54 millions de roubles. Il est donc établi que les disponibilités libres du Trésor ne contiennent non seulement aucune somme qui provienne des emprunts, mais encore que si l'emprunt de 1909 a enrichi les disponibilités de 105 200 000 roubles, il a été depuis amorti et on amortit encore en ce moment 204 millions de roubles de dettes.

Si spéciale que soit cette question, il était nécessaire de la prendre en considération sérieuse. Nous avons en effet voulu montrer combien il est injuste, sans connaître les faits et sans avoir étudié la question, de porter contre le gouvernement des accusations de l'ordre de celle que nous venons de réduire à néant. Avec une ardeur digne d'une meilleure cause, les critiques de la gauche se lancent à l'assaut des finances russes et leurs attaques sont d'autant plus violentes que la prospérité financière de la Russie leur paraît plus évidente.

Il est nécessaire maintenant d'envisager encore une question toujours à l'ordre du jour chez les adversaires des finances russes. On assure que tout le système financier de la Russie est basé sur la sévérité avec laquelle le gouvernement serre l'écrou fiscal, ou, pour parler plus simplement, sur le manque de mesure dans l'élévation des impôts. Or, au cours des dernières années, si, d'une part, nous avons élevé les impôts de 60 millions, nous avons perdu, d'autre part, le bénéfice d'une contribution annuelle des paysans s'élevant de 92 à 94 millions de roubles. Enfin, il était prélevé, en 1908, 10 roubles 31 copecks d'impôts par personne, et ce chiffre ne s'est élevé pour cette année qu'à 10 roubles 84 copecks, ce qui donne, dans l'espace de quatre ans, une augmentation fiscale de 53 copecks par personne. Ce qu'il faut noter encore, c'est que cette augmentation comprend les contributions directes aussi bien qu'indirectes

et que le rendement de cette dernière catégorie fiscale dépend exclusivement de la consommation. Les contributions directes à proprement parler, au cours de la même période de quatre ans, ont été élevées de 9 copecks seulement par personne. Si nous comparons ces chiffres avec ceux qui sont fournis par l'évolution fiscale dans les autres pays, nous voyons qu'en Angleterre les impôts d'État, en 1908, donnaient 26 roubles 88 copecks par habitant contre 10 roubles 31 copecks en Russie. En 1911, l'impôt anglais rendait 31 roubles 89 copecks par habitant, c'est-à-dire qu'il avait progressé de 5 roubles 1 copeck par personne contre 53 copecks en Russie. En France, en 1908, les impôts s'élevaient à 30 roubles 82 copecks par personne, chiffre porté par le budget de 1912 à 34 roubles 12 copecks : l'augmentation atteint par suite 3 roubles 7 copecks. En Prusse, les impôts, qui atteignaient en 1908 13 roubles 19 copecks par personne, sont montés à 17 roubles 3 copecks en 1912, en d'autres termes, l'augmentation fiscale se chiffre par 3 roubles 82 copecks ; en Autriche-Hongrie, où les impôts ont passé de 16 roubles 50 copecks à 19 roubles 26 copecks par habitant, elle atteint 3 roubles 76 copecks.

Il est inutile de tirer de ces chiffres des conclusions tant soit peu étendues, car il est nécessaire d'accueillir avec réserve toutes les comparaisons de cette nature. Néanmoins, les faits parlent ici suffisamment haut. C'est d'ailleurs précisément au cours de ces quatre dernières années que nous venons de prendre pour base de comparaison à l'étranger, que la population russe est devenue économiquement plus puissante, alors qu'au contraire, dans les autres pays, se révélaient par endroits des symptômes d'une certaine lassitude fiscale. Somme toute, comparés avec ceux qui frappent les autres nations, nos impôts sont minimes, ridiculement minimes, pourrait-on presque dire.

Cette vérité paraîtra plus évidente si l'on s'arrête un instant sur les principaux chiffres du budget russe. Les rentrées augmentent dans tous les compartiments des recettes. Les contributions directes, c'est-à-dire les impôts fonciers, les taxes sur les propriétés bâties, les impôts mobiliers, l'impôt des patentes, se sont élevés de 163 millions en 1906 à 224 900 000 roubles, chiffre prévu par le projet de budget pour l'année courante (1912). En réalité, il est permis de supposer que les rentrées seront supérieures puisqu'elles s'élevaient déjà en 1910, dans le même compartiment fiscal, à 216 millions, et que l'accroissement moyen, au cours de la dernière période quinquennale, égale environ 15 millions de roubles par an. Les impôts indirects ont passé de 494 millions en 1906 à 638 millions de roubles, d'après les prévisions budgétaires pour l'année courante. La catégorie d'impôts, droits de timbre, taxes judiciaires, impôts successoraux, taxes établies sur la circulation des voyageurs, des marchandises, etc., qui a rendu 113 millions en 1908 donnera, d'après le projet du budget de l'année courante, 180 millions de roubles. Les monopoles de l'État, postes et télégraphes, mines, monnaie, monopole de l'alcool, ont passé de 777 millions à 867. Le rendement des domaines de l'État, c'est-à-dire les revenus des terres, des forêts, des chemins de fer, des usines, etc., a, de 603 600 000 roubles, atteint 814 700 000 roubles. Ainsi, les revenus de l'État, dans les principaux compartiments budgétaires, se sont élevés en moyenne, au cours des derniers six ans, de plus de 30 pour 100.

Les rentrées ont égalé au total en 1906 2 342 millions de roubles ; pour 1912, elles sont prévues à 2 855 millions par le projet du budget, tandis que la Douma les estime à 2 896 millions de roubles, ce qui constitue pour l'espace de six ans une plus-value supérieure à un demi-milliard de roubles.

Faisons maintenant ceci : des recettes 1907-1911, retranchons les dépenses de perception et de recouvrement. Il apparaîtra que les impôts ont, au cours de ces quatre années, augmenté au total de 20,4 pour 100 et les recettes, monopoles et domaines de l'État et de la Couronne, de 106,6 pour 100. On peut établir que la recette brute pour ces mêmes années a augmenté de 26 pour 100 et la recette nette de 38,1 pour 100. Que signifient ces chiffres? D'abord que la croissance de notre budget ne dépend pas seulement des impôts, mais aussi des monopoles et domaines de l'État et de la Couronne dont les recettes augmentent bien plus vite que celles des impôts. En second lieu, ils témoignent de l'attention très sérieuse qui a été enfin apportée à la réduction des dépenses d'exploitation et de recouvrement. Cette amélioration est frappante pour les chemins de fer de l'État, dont la recette nette a été de 30 700 000 roubles en 1907 et s'est élevée en 1911 à 195 300 000 roubles, pour le bois (1), pour le monopole de l'alcool, etc.

Nous venons de parler du monopole de l'alcool. Il constitue une partie essentielle de notre budget. En 1907, il a donné 505 400 000 roubles de recettes nettes et en 1911, 620 600 000 roubles. Ce sont des chiffres si élevés que pour celui qui, délibérément ou par inadvertance, mettra en regard ces deux choses essentiellement distinctes que sont la question du monopole et celle de l'alcoolisme, il paraîtra aisé de démontrer que l'État russe vit principalement du vice populaire et que, comme on dit en Russie, « les aveugles seuls ne peuvent voir cette horrible chose ». En même temps bien entendu, on donnera des conseils finan-

(1) La recette brute des forêts de l'État et de la Couronne a augmenté, en vingt-cinq ans, de près de six fois (de 13 900 000 en 1887 à 82 500 000 roubles en 1910). La recette nette a augmenté parallèlement de plus de neuf fois.

ciers *ad hoc :* renoncer à une telle source de revenus, établir le budget de façon à ce que l'État ne puisse pas avoir sur la conscience la responsabilité de se développer aux dépens « du peuple qui s'enivre ». Voilà de grands mots et en même temps une grande ignorance du sujet ! Que le peuple boive ou ne boive pas, cela n'a rien à voir avec la question : existe-t-il oui ou non dans le pays un monopole sur l'alcool? Nous le voyons dans les États où il n'y a pas de monopole de l'alcool et où pourtant l'on ne boit pas moins que chez nous, mais plus encore. La question changerait de face si l'on pouvait démontrer qu'il est possible, après avoir aboli le monopole, de défendre l'usage de l'alcool sauf pour des usages techniques ou médicaux, etc. Mais cela est irréalisable. Si l'on peut à la rigueur le concevoir dans de tout petits territoires comme l'État américain du Maine qui est égal à un quart de district russe, il est absolument impossible même d'y songer dans un État aussi vaste que la Russie. Toute mesure prise dans cet ordre d'idées ne servirait à rien sinon à développer largement la consommation secrète de l'alcool, la contrebande et l'éclosion de débits clandestins ; en outre, une moitié de la Russie passerait bien entendu son temps à espionner l'autre moitié qui n'en continuerait pas moins à boire incorrigiblement. Du moment qu'il est impossible d'empêcher la consommation de l'eau-de-vie, la renonciation de l'État à son monopole aboutirait à une diminution du prix des boissons alcooliques qui faciliterait et développerait encore l'alcoolisme.

Quel compte peut-on dès lors tenir de toutes ces protestations contre le monopole en question? Faudrait-il retourner à l'ancien régime de l'accise? Mais d'abord, sous ce régime, la consommation d'alcool n'était pas moins considérable ; en second lieu, tout en étant aussi fâcheuse pour la population, elle ne créait pas autant de ressources à l'État. Enfin,

on aboutirait ainsi à faire circuler parmi la masse une eau-de-vie de très mauvaise qualité encore plus nuisible à l'organisme.

En faisant du sentiment et en laissant les faits réels de côté, il n'est sans doute pas difficile de provoquer dans la partie intelligente de l'opinion un certain courant contre le monopole, mais on ne saurait ainsi que rendre plus difficile la lutte énergique et nécessaire contre l'alcoolisme et nuire aux finances de l'État : nuire aux finances de l'État parce que, sans motif valable, on jette le discrédit sur son système financier en l'accusant d'exploiter un vice populaire ; rendre difficile la lutte contre l'alcoolisme parce qu'on accrédite l'idée absolument fausse que sous le régime du monopole cette lutte est impossible, tandis qu'au contraire c'est sous le régime du monopole, plus que sous tout autre, qu'elle est possible. L'État n'est pas un cabaretier qui pousse à la consommation ou vend des boissons frelatées, et ne prospérant lui-même qu'en raison directe de la prospérité de la nation, prospérité qui implique au premier rang la santé, il n'a jamais intérêt à enivrer le peuple.

Évidemment, le monopole de l'alcool n'est pas l'idéal. Mais, du moment que le peuple boit, — et qui saurait l'empêcher de boire? — n'est-il pas vraiment « le moindre mal » puisqu'il permet à l'État de contrôler la consommation de l'alcool, de livrer au consommateur de l'eau-de-vie de bonne qualité et de se créer des ressources considérables tout en réduisant à leur minimum les graves dangers physiologiques et sociaux du vice populaire le plus répandu de par le monde.

Examinons maintenant les dépenses de l'État. Ces dépenses peuvent être réparties en quatre groupes principaux. Le premier est constitué par les dépenses d'administration générale, la défense nationale et les obligations de l'État, les rentes, les pensions et l'assurance des employés. Le

deuxième groupe comprend les dépenses ayant trait à l'entretien du clergé et de l'Église, à l'instruction, aux sciences et aux arts, au service médical, à l'organisation agraire, à l'émigration et à l'économie rurale, à la participation de l'État au développement du commerce et de l'industrie, aux voies de communication (les chemins de fer de l'État exceptés), aux ports, aux postes, télégraphes et téléphones. Le troisième groupe comprend les dépenses provoquées par les diverses opérations de l'État et le quatrième les dépenses motivées par des besoins urgents non prévus dans les budgets ainsi que les arriérés des années précédentes. Si nous consultons les chiffres des cinq dernières années, nous constaterons que c'est le premier groupe qui arrive en tête par l'importance de son total. En 1907, ce total était de 1 200 millions, représentant 56,3 pour 100 des dépenses ordinaires, et en 1912 de 1 400 millions, soit 55,7 pour 100 des dépenses ordinaires. Les dépenses les plus importantes sont celles afférentes à la défense nationale. Comme nous le verrons plus loin, dans le chapitre relatif aux questions militaires et navales, ces dépenses se sont considérablement augmentées au cours de ces dernières années.

D'après le budget de l'année courante, elles représentent 26,1 pour 100 du total général des dépenses ordinaires. C'est, bien entendu, une très grosse somme ; mais son importance est motivée par le rang qu'occupe la Russie parmi les puissances. Nous admettons qu'il faille user d'une grande prudence en comparant les budgets de différents États ; cependant nous en référerons pour mémoire au budget de l'Allemagne qui (budget de l'année dernière) assignait 48,6 pour 100 du chiffre total des dépenses ordinaires aux dépenses militaires, tandis que l'Angleterre inscrivait au même chapitre 39,4 pour 100 et la France 31 pour 100. Évidemment le pour cent dépend de la structure géné-

rale du budget de chaque pays et chaque pays a un budget établi suivant des règles différentes. Mais on voit cependant que dans les États en question les dépenses militaires sont relativement plus considérables qu'en Russie et qu'elles croissent en outre chaque année avec une rapidité qui dépasse de beaucoup celle de l'accroissement des autres dépenses.

Dans le premier groupe de dépenses, rentrent aussi, comme nous l'avons indiqué, les dépenses afférentes aux emprunts d'État. Sur ce point, il y a aussi un accroissement, mais cet accroissement est minime (en tout 9 millions), si on le compare aux chiffres de 1907. Nous dépensions alors pour ce chapitre 425 600 000 roubles, et les crédits demandés pour le budget de l'année courante ne sont que de 434 millions 700 000 roubles. Cela est d'ailleurs compréhensible. En effet, au cours de ces dernières années, nous avons augmenté notre dette de deux emprunts peu considérables, notamment en 1908 et 1909, mais en revanche l'année passée et cette année, nous avons amorti pour plus de 200 millions de roubles de notre dette publique. Par ailleurs, au cours de ces dernières années, les chemins de fer ont fonctionné beaucoup mieux et par conséquent l'État a moins à leur venir en aide.

Les dépenses pour l'administration générale se sont élevées, comparativement à 1907, de 53 millions, atteignant au budget de l'année courante 337 400 000 roubles au lieu de 284 400 000. Mais il convient de remarquer que plus de la moitié de cette augmentation incombe au ministère de la justice et que 6 millions sont absorbés par les dépenses qui ont été motivées par l'organisation agraire et l'activité du ministère de l'instruction publique.

En tout, pour le premier groupe, au cours de ces cinq années, les dépenses se sont élevées de 272 millions, soit,

si l'on compare ces chiffres à ceux de 1907, une augmentation de 22 pour 100. Par ailleurs, les dépenses du second groupe, que l'on pourrait appeler le groupe des dépenses civilisatrices et économiques, puisque c'est lui qui comprend les écoles, les routes, l'organisation agraire, l'assistance agronomique, etc., se sont élevées de 85,8 pour 100. Au premier rang, il faut inscrire les dépenses affectées à l'instruction, à la science et aux arts, qui de 85 900 000 roubles sont passées à 170 800 000 roubles, soit une augmentation de 98 pour 100. Les crédits pour l'instruction primaire ont été augmentés de 50 600 000 roubles, et si l'on y joint les crédits de construction d'écoles de 60 200 000 roubles. Les assignations de crédits pour l'organisation agraire, pour l'émigration et l'économie rurale ont été tout particulièrement élevées. Pour 1907, ces dépenses s'élevaient à 23 millions 400 000 roubles, et en 1912 elles atteignaient déjà 78 300 000 roubles, soit une augmentation de 234,5 pour 100.

Les dépenses pour la participation de l'État au développement du commerce et de l'industrie ont augmenté de 77,7 pour 100. Les crédits pour la poste, le télégraphe, le téléphone ont augmenté de 27 300 000 roubles, c'est-à-dire de 62,3 pour 100, s'élevant en cinq ans de 43 900 000 roubles à 71 200 000. C'est une augmentation parfaitement compréhensible si l'on prend en considération le développement rapide chez nous des services postaux et télégraphiques. En 1907, le nombre des institutions postales locales atteignait treize mille cent quarante-quatre, et en 1909 treize mille huit cent soixante déjà. Le personnel, en l'espace de ces trois années, s'était augmenté de trois mille sept cents hommes, atteignant trente-cinq mille six cents employés au lieu de trente et un mille neuf cents. L'étendue des lignes télégraphiques s'est accrue de 4 000 verstes, etc.

Nous ne fatiguerons pas davantage le lecteur par des

précisions de ce genre, mais nous ajouterons que si l'on établit les totaux généraux, on constate que nos dépenses pour les cinq années dernières ont augmenté de 619 millions 400 000 roubles.

Ces chiffres caractérisent on ne peut mieux la tendance de notre politique budgétaire au cours de ces dernières années : développement des dépenses pour l'instruction, l'organisation agraire, la défense nationale d'abord et ensuite augmentation sensible des crédits pour la construction des chemins de fer. C'est peu, criera-t-on à gauche. Nous ne discuterons pas. Il serait infiniment agréable d'avoir la possibilité de dépenser encore davantage pour les dépenses civilisatrices et productives. Mais peut-on exiger que notre budget change complètement d'aspect? Peut-on exiger qu'au lieu de dépenses pour la sécurité de l'État, les dépenses civilisatrices prennent la première place? C'est là malheureusement un luxe que dans les conditions politiques et sociales de l'Europe, l'État le plus riche ne peut se permettre.

Il est bien évident que la part du lion sur les ressources de l'État doit être faite aux dépenses relatives à la sécurité intérieure et extérieure de cet État ; la défense nationale, le payement des dettes contractées, lesquelles ont le plus souvent pour cause la défense nationale, l'administration, le recouvrement des impôts, tels sont les chapitres essentiels des dépenses de tout État civilisé moderne ; ils absorbent en moyenne de 60 à 85 pour 100 de ses ressources annuelles.

C'est l'ordre même des choses. On ne peut s'y soustraire, parce que c'est selon cet ordre immuable que se déroule toute l'histoire de l'humanité.

D'une façon générale et dans son ensemble, notre budget d'État se caractérise par les chiffres suivants : en 1908 (premier budget établi suivant le nouveau régime législatif),

2 518 millions ; en 1909, 2 595 millions ; en 1910, 2 591 millions ; en 1911, 2 720 millions. Enfin pour cette année (1912), le projet de budget amendé par la Douma atteignait 3 001 million de roubles. Pour mieux faire sentir ce que ce chiffre a de colossal, il convient de rappeler qu'en 1894, c'est-à-dire il y a seulement dix-huit ans, notre budget n'atteignait qu'un milliard et qu'il s'est élevé à 2 milliards en 1906, soit en douze ans. Du deuxième milliard notre budget vient en six ans d'atteindre le troisième.

Est-ce une croissance normale? N'allons-nous pas trop vite, sans tenir compte de la situation économique du pays? Pour répondre à cette question, il suffit de rappeler toutes les données que nous avons déjà étudiées ci-dessus et qui, pensons-nous, démontrent d'une manière très nette avec quelle rapidité se développe dans de larges proportions la prospérité économique du pays. Mais il y a encore d'autres considérations. Nous pouvons établir avec une rigoureuse exactitude que l'accroissement annuel des ressources de l'État est de plus de 4 pour 100 du total de ses recettes. Il en fut ainsi, tout au moins, jusqu'à ces cinq dernières années. Si l'on prend la moyenne 1907-1911, l'accroissement se monte à 4 et demi pour 100. Même en prenant ce chiffre pour base (et il est à notre avis plutôt faible quand on songe au développement économique du pays, que nous voyons s'accomplir sous nos yeux), nous arrivons pour dix années à un accroissement de recettes de 1 200 millions. En ce qui concerne les dépenses, leur accroissement moyen jusqu'à ce jour oscille entre 80 et 90 millions annuellement.

Évidemment, nous allons vite, mais qu'importe si nos recettes s'accroissent d'une manière régulière et normale dans une proportion supérieure à nos dépenses. Nos finances ont vécu, il est vrai, des heures pénibles ; mais ces heures

sont passées et nous sommes arrivés depuis à une situation qui relativement peut être qualifiée de magnifique. Prenons par exemple notre réserve d'or, c'est-à-dire l'or qui garantit les billets de banque émis par l'État. Cette réserve, au 1er janvier 1908, s'élevait à 1 271 millions dont 952 en Russie et 319 à l'étranger. Elle est à présent de 1 846 millions de roubles, soit, en quatre ans, un accroissement de 575 millions.

Pendant ces dernières années, les ressources dites du Trésor ont augmenté aussi d'une façon très effective. Nous entendons par là les ressources dont l'État peut disposer à tout moment. Le total de ces disponibilités s'élevait en janvier 1908 à 256 millions de roubles. Ce total comprenait 154 millions de disponibilités courantes de la Banque de l'État et 102 millions de disponibilités placées par l'État à l'étranger. A l'heure actuelle ces disponibilités atteignent 969 millions, c'est-à-dire qu'elles se sont augmentées de 713 millions ; le compte courant de la Trésorerie d'Empire se chiffre par 569 millions, soit une augmentation de 400 millions. Le total des disponibilités placées à l'étranger est de 413 millions de roubles, soit une augmentation de plus de 300 millions.

Et notre rente? Au 1er janvier 1908, elle était cotée 74. Actuellement elle est à 91 roubles, soit une hausse de 17 pour 100. Toutes nos valeurs, à l'exception de quelques-unes, ont d'ailleurs monté.

Prenons, par exemple, les obligations de chemins de fer garanties par l'État. Nous verrons qu'entre autres les obligations 4 pour 100 des chemins de fer du Sud-Est qui en janvier 1908 étaient à 76 sont maintenant presque à 90, soit une hausse de près de 14 pour 100. De même pour les valeurs non garanties. Les obligations 5 pour 100 de la Société des voies d'accès étaient à 62 et les voici à 86, soit

une hausse de 25 pour 100. L'augmentation des dividendes est encore plus nette. Les actions de la banque Volga-Kama, un des établissements dont le cours est le plus significatif, ont passé de 730 roubles à 1 100. La Banque du commerce extérieur passe de 340 à 415 ; la Banque internationale de 373 à 547, etc.

Nous avons dit que la rente vaut maintenant 91 ; il convient d'ajouter qu'il y a un an elle était à 95. Elle est donc tombée de 4 pour 100. Mais c'est le sort commun à toutes les rentes d'État et nous subissons la même baisse que les autres États. Qui aurait pu prévoir par exemple la chute des consolidés anglais il y a quelques années? Et ils sont pourtant tombés l'année dernière de 80,07 à 78,55.

En janvier 1911, le prix fort de l'emprunt allemand 3 et demi pour 100 était 94 et une fraction. En janvier 1912 ce prix fort était 91,70, c'est-à-dire qu'il s'était produit une baisse de 3 pour 100. Sur les 3 pour 100, en janvier 1911, le prix fort était 85 et demi ; en janvier dernier, 82 et demi.

Il y a à cela beaucoup de causes : la tendance à placer l'argent à un taux élevé, ce qui amène à vendre la rente et à acheter des valeurs d'entreprises industrielles ; divers mouvements politiques et sociaux de notre époque qui prennent de plus en plus d'importance. Nous avons aussi en Russie nos raisons particulières. La terre a beaucoup augmenté de valeur. Elle est donc estimée à des prix élevés. Il en est résulté l'introduction sur le marché d'un grand nombre d'obligations foncières et le public tend à les acheter à la place de la rente d'État qui rapporte moins.

Arrêtons-nous, pour terminer ce chapitre, sur un fait très significatif, survenu au cours de cette année, et qui montrera à la fois le souci du gouvernement pour les intérêts économiques du pays et la force de résistance de la Russie : la mauvaise récolte de céréales à la suite de laquelle la

population d'une série de gouvernements de la Volga, d'au delà de la Volga et de l'Oural, ainsi que d'une partie de la Sibérie occidentale, a beaucoup souffert. Dans son ensemble le rayon total atteint par la mauvaise récolte peut être évalué à vingt gouvernements. On peut dire que huit gouvernements ont souffert partout : Perm, Kazan, Sinbirsk, Oufa, Saratoff, Samara, Astrakhan et Orenbourg. Il faut y ajouter des régions dont les districts ont été éprouvés, c'est-à-dire la province du Don, dont quatre districts ont été éprouvés sur neuf ; le gouvernement de Nijni-Novgorod avec quatre districts sur onze ; de Perm, avec huit sur dix ; de Viatka, avec trois sur onze ; de Tambow, avec deux sur douze ; de Stavropol, avec deux sur cinq. Il faut aussi y ajouter le gouvernement de Tobolsk dans lequel, par exemple, le district de Kourgan a donné une récolte de grain qui n'a pas dépassé un poud et demi par déciatine, la province d'Akmolin Tourgaïss, Oural, une partie des provinces de Tomsk et des provinces maritimes.

La récolte a été en effet très mauvaise, puisque dans des gouvernements aussi fertiles que ceux de Samara et de Saratoff, la population n'a pas récolté 63 pour 100 de sa récolte moyenne et que dans certaines localités du rayon éprouvé on a récolté de 1 à 10 pouds seulement par déciatine, alors que dans la majorité des districts la récolte moyenne est de 15 à 20 pouds. La récolte des fourrages fut aussi très mauvaise.

Le gouvernement, dès qu'il vit la misère commencer à sévir, entreprit très énergiquement une campagne d'approvisionnement. Dans beaucoup d'endroits, on organisa des travaux publics ; on acheta en temps opportun du blé et des produits alimentaires afin de donner à la population éprouvée la possibilité d'ensemencer ses champs et de conserver son bétail ; on prit des mesures pour organiser l'ap-

provisionnement spécial des villages et des bourgs au moyen de prêts alimentaires, et enfin, grâce à la coopération de la Croix-Rouge, on organisa tout un service d'assistance charitable.

Les données locales qui nous sont déjà parvenues permettent de constater que, malgré la misère, l'ensemencement s'est effectué favorablement. La superficie ensemencée dans les régions éprouvées a diminué seulement, par comparaison avec la récolte de 1910, de 2 pour 100, ce qui s'explique par certaines considérations spéciales qui prouvent que cette diminution minime de la surface ensemencée ne présente aucun caractère alarmant. Il était plus difficile d'éviter la disette ; cependant, au moyen de secours judicieusement organisés, on a pu arriver à réduire au minimum ses pénibles conséquences. Le commerce de beurre de Sibérie fut aussi sérieusement menacé, mais grâce aux mesures prises par le gouvernement, non seulement il ne faiblit pas, mais encore il se développe actuellement d'une manière sensible.

CHAPITRE VI

L'ARMÉE ET LA MARINE

Nous avons indiqué plus haut qu'au cours de ces dernières années, le gouvernement avait dû concentrer toute son attention sur la défense nationale. La guerre malheureuse avec le Japon avait mis notre armée à une rude épreuve. Cette guerre, en effet, avait été conduite dans des conditions exceptionnellement difficiles, voire même pourrait-on dire sans précédent, en raison de l'éloignement du théâtre des hostilités, de la difficulté du transport des troupes et du matériel et enfin des grèves et des émeutes qui avaient éclaté à l'intérieur du pays. Cependant, si nos échecs ont été dus en partie à ces causes, ils ont révélé, d'autre part, de très graves défauts dans notre organisation, défauts auxquels il était indispensable de remédier dans le plus bref délai.

Le gouvernement fut le premier à le reconnaître et se mit à l'œuvre pour améliorer et perfectionner notre armée et notre armement.

On peut dire qu'au cours de ces dernières années, il n'a rien négligé de ce qui méritait tant soit peu son attention.

Au premier plan devaient, bien entendu, se placer les mesures concernant le *personnel*, car c'est de ses qualités morales et de son intelligence que dépend la force principale de l'armée. La guerre avait montré que le corps des officiers n'était pas toujours à la hauteur de la tâche qui lui incombait.

Nous avions, en effet, un système fâcheux d'avancement ; les officiers les plus capables et les plus énergiques n'avançaient souvent pas, et quand enfin ils parvenaient à atteindre les hauts commandements, ils étaient déjà très âgés, leur vitalité était moindre et leur santé ébranlée. En revanche, il n'était pas rare de voir arriver aux hauts commandements des officiers qui n'étaient nullement désignés par leur talent pour les exercer.

Aussitôt la guerre terminée, on décida de changer radicalement cet état de choses. On établit pour cela une commission supérieure de classement chargée de noter et de choisir les officiers aptes à recevoir des commandements supérieurs ; en outre, à titre d'essai, on mit en vigueur des règles nouvelles relativement à la distribution de notes à tout le personnel militaire sans distinction. Enfin, on établit des pensions renforcées pour les officiers de l'armée active ayant atteint un certain âge, afin de les engager à quitter le service.

L'application de ces règlements nouveaux amena dès la première année un renouvellement dans la composition du haut commandement actif ; ce renouvellement s'étendit à tous les grades, depuis celui de commandant de circonscription militaire jusqu'à celui de chef de bataillon. Pour aller encore plus vite, on établit d'ailleurs une limite d'âge très basse, non seulement pour la retraite, mais encore pour l'inscription au tableau d'avancement et pour l'avancement lui-même.

On eut en même temps à faire face à une autre et grave difficulté : l'insuffisance du nombre des officiers.

L'augmentation de la solde accordée en 1909 aux officiers de l'active eut à cet égard de grands résultats. La situation des officiers en fut sensiblement améliorée et en tout cas on ne vit plus dès lors les officiers les plus capables

et les plus énergiques parmi les jeunes quitter le service militaire pour accepter des emplois civils plus rémunérateurs. Afin de donner aux officiers la possibilité de rafraîchir leurs connaissances techniques et de se mettre à la hauteur de leur tâche, il fut pris toute une série de mesures. L'Académie d'état-major fut d'abord transformée en Académie militaire ; on estima, en effet, qu'il était meilleur d'avoir un corps d'officiers plus instruit au point de vue militaire que de réserver exclusivement cette instruction supérieure aux officiers de l'état-major. En second lieu, on institua une école d'artillerie et on exigea que désormais chaque capitaine d'artillerie, avant de recevoir le commandement d'une batterie, ait suivi les cours de cette école. Enfin, il fut ouvert, dans un certain nombre de circonscriptions militaires, des cours spéciaux pour les capitaines en second de l'infanterie, candidats au commandement de compagnies. En outre, il fut créé une école d'aéronautique militaire, une école de gymnastique et d'escrime, une école de chemins de fer et une compagnie spéciale d'automobiles pour l'instruction des officiers.

En ce qui concerne les sous-officiers et les soldats, la guerre avait démontré qu'il était indispensable d'inscrire en tête de l'œuvre de réorganisation la question du recrutement, de la convocation et de l'emploi des réservistes. Elle avait révélé que la majorité des réservistes, en particulier ceux des classes les plus âgées, était, au moment de la convocation sous les drapeaux, une force peu maniable, déshabituée des exigences du service, peu apte aux labeurs et aux privations d'une campagne. Il importait donc de rajeunir le corps des sous-officiers et soldats de la réserve. Pour cela on commença par diminuer la durée du service actif, que l'on réduisit à quatre et trois ans pour l'infanterie et l'artillerie non montée, ce qui donna la possibilité, sans augmenter l'effectif de

l'armée, de faire passer dans les cadres un plus grand nombre de jeunes hommes. En outre, la réserve fut divisée en deux classes, de façon à ce que la première de ces classes fût composée d'hommes plus jeunes et moins chargés de famille que la deuxième.

On envisagea ensuite la question des sous-officiers vétérans hors cadre, aides directs des officiers dans leur rôle d'instructeurs des troupes. A cet égard, on arriva très vite à de sérieux résultats. Dans un délai très court, on réussit à donner à l'armée quelques dizaines de mille de ces sous-officiers vétérans hors cadre.

Le nouveau règlement relatif au service militaire doit avoir également une portée considérable. Il sera vraisemblablement mis en vigueur dès l'automne (1912). Ce règlement améliore essentiellement les conditions des appels des recrues ainsi que la réception et l'examen médical des conscrits ; il améliore également le système des exemptions de service. La Douma, qui consacra tant de séances à l'examen de ce projet, est arrivée à se convaincre que cette réforme serait au plus haut degré utile.

Il fallait aussi, à côté de toutes ces réformes, réformer l'organisation générale de l'armée. Depuis longtemps déjà, il était apparu clairement que notre organisation militaire était trop compliquée et qu'elle comptait trop de troupes de réserve en proportion de ses troupes actives. On reconnut également qu'il y avait une disproportion évidente entre les différentes armes, disproportion que rendait encore plus grave une faible instruction technique.

On reconnut enfin que le passage de l'état de paix à l'état de guerre était réglé chez nous d'une façon non seulement trop complexe, mais encore dangereuse. Pour remédier à tous ces défauts, on se trouva amené à élaborer et à réaliser immédiatement tout un vaste plan de réformes.

Ces réformes embrassent toute l'organisation militaire du haut en bas.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ce plan, d'autant plus que sur beaucoup de points, il n'est accessible qu'aux spécialistes ; qu'il nous suffise de rappeler qu'aux premières grandes manœuvres qui eurent lieu après son application, les résultats déjà obtenus dépassèrent toutes les espérances, ce que la Douma reconnut, d'ailleurs, par la suite.

Il faut noter, fait essentiel, que, dès la fin de 1905, toute une série de mesures isolées furent prises pour améliorer la situation des sous-officiers et soldats. On augmenta la solde, on consacra plus d'argent à la nourriture du soldat ; on lui donna la ration de thé ; on lui fournit, aux frais de l'État, les couvertures et les accessoires de literie ; on augmenta son linge ; il reçut du savon ; on alloua pour la fourniture, la fabrication et l'entretien des bottes 2 roubles 50 copecks par homme et par année, au lieu de 55 copecks.

Si l'on veut se faire une idée des dépenses encourues par l'État du fait de ces améliorations, nous citerons les quelques chiffres suivants : l'augmentation de la ration de viande du soldat d'un quart de livre par jour représente à elle seule une dépense de plus de 9 millions de roubles par an ; la solde supplémentaire de trois quarts de copeck par homme ne représente pas moins de 3 millions annuellement ; la distribution du savon à raison d'une demi-livre par mois et par homme coûte environ 700 000 roubles par an. D'une façon générale, les améliorations ci-dessus signalées ont occasionné un surcroît de dépenses d'environ 30 millions de roubles par an.

Et il a fallu faire encore beaucoup plus. On a augmenté la solde de tous les grades inférieurs de l'active et des états-majors ainsi que celle de tous les grades transitoires entre le rang de soldat et d'officier. On augmenta les indemnités

journalières de camp et de marche des officiers et des sous-officiers en question. On consacra également des sommes considérables à l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux soldats et à l'organisation de bibliothèques à leur intention.

Bref, il a été pris tant de mesures pour l'amélioration des conditions d'existence de l'armée, qu'il serait impossible de les exposer toutes. Prenons par exemple l'aménagement des casernes. Cette question se posait depuis longtemps avec une acuité particulière. L'importance des sommes nécessaires avait empêché constamment de la résoudre. Mais il fallut bien enfin engager des dépenses devenues indispensables et, petit à petit, on se décida à remplacer une à une les vieilles casernes par de nouvelles, spacieuses, aérées, pourvues de tous les perfectionnements modernes et construites sur le modèle de celles des autres armées.

En même temps que l'on améliorait les conditions d'existence de l'armée, il était indispensable de songer sans retard au perfectionnement de son matériel et de sa préparation au combat.

Sous ce rapport, l'œuvre de réorganisation fut menée avec une énergie toute spéciale. Il nous fallut, à cet effet, nous inspirer des enseignements de la dernière guerre qui avaient démontré que malheureusement nous étions mal armés et que notre instruction technique était insuffisante. Il nous fallut nous pénétrer de cette vérité que les économies faites en temps de paix entraînent en cas de guerre des frais plus élevés, et privent en outre, dans bien des cas, l'armée engagée de la possibilité de tirer profit des derniers perfectionnements réalisés dans la science de l'armement, perfectionnements dont peut être pourvu l'ennemi.

L'idéal n'est pas de ce monde, les hommes ne sauraient jamais y atteindre, pour grands que soient les sacrifices consentis par eux. Cet axiome s'applique avec une évidence

particulière à l'art militaire, où chaque jour apporte un nouveau perfectionnement. Nous devons toutefois reconnaître que, dans la mesure du possible, le ministère de la guerre a fait énormément et très vite. Il a notamment porté son attention sur l'augmentation de la production de nos usines d'artillerie. On a eu soin de mettre ces usines à même de satisfaire à tous les besoins de notre armée en cas de guerre, afin d'éviter de recourir aux commandes à l'étranger toujours très onéreuses et parfois même impossibles. Dans ce but on a décidé la construction d'un laboratoire central d'expériences techniques où seront déterminées les conditions techniques de la réception des matériaux divers. Toute l'armée active est désormais pourvue de mitrailleuses ; toute l'artillerie de campagne est armée de canons à tir rapide. On a créé des approvisionnements de matériel téléphonique, de chemin de fer, d'aéronautique et d'explosifs. Les états-majors des circonscriptions militaires ont été pourvus d'automobiles de guerre, etc.

On s'est particulièrement intéressé, bien entendu, à l'aéronautique. Nous ne parlerons pas ici des résultats énormes que nous avons atteints ; ils sont connus de tous, non seulement en Russie, mais encore en Occident où ils ont provoqué un légitime étonnement. Nous nous bornerons à remarquer que, dès le début, il a été pris les mesures les plus énergiques pour que toutes les fournitures nécessaires fussent faites par l'industrie nationale. Nous rappellerons notamment que les cerfs-volants aérostats, que l'on construisait d'abord exclusivement à l'étranger, ainsi que leurs principaux éléments (enveloppe, hydrogène comprimé, etc.), sont depuis 1910 préparés avec succès par les usines russes.

Dans un autre ordre d'idées, il fallut songer très sérieusement aux ouvrages fortifiés ; quelques-uns d'entre eux avaient vieilli, ne répondaient plus aux exigences de la

guerre moderne et avaient même perdu une grande partie de leur ancienne valeur stratégique. A ce point de vue, si tout n'a pas été fait, il a été fait déjà beaucoup.

Dans une autre branche encore — l'intendance — une réforme sérieuse a été entreprise. Chaque fois que des hommes médiocrement payés sont placés dans une situation où ils sentent, à chaque instant, la possibilité d'amasser subitement ou en peu de temps toute une fortune, il y a des abus. Il y en aura toujours. Ces abus déplorables ne sont pas, quoi qu'on ait dit et écrit, spéciaux à notre pays et n'ont pas lieu dans notre seule intendance. Nous ne connaissons pas d'État qui n'ait eu à enregistrer à ce sujet des procès sensationnels.

Tantôt ce sont les arsenaux que l'on vole ; c'est tantôt le service des constructions navales qui se trouve pris dans les filets d'une bande d'aigrefins ; là, enfin, ce sont des vols gigantesques dans les administrations coloniales. Un publiciste allemand a dit très justement il n'y a pas longtemps : « Il faut refaire l'âme humaine si nous voulons être vraiment tranquilles sur le sort des entreprises et des commandes d'État. »

Nous avons, nous, le droit d'affirmer qu'en comparaison des abus du même genre commis à l'étranger, les exactions dont a souffert notre service de l'intendance — si déplorables qu'elles aient pu être — n'ont pas atteint des proportions aussi énormes qu'on l'a prétendu parfois dans la presse de l'Occident. Évidemment il n'y a pas de statistique des exactions et des détournements ; mais il ne faut pas oublier que le fournisseur et le fonctionnaire chargés de la réception des fournitures ne sont encore en Russie que des enfants, comparés à leurs collègues d'Occident qui ont derrière eux toute une véritable école. A l'étranger, quand il se forme quelque association malhonnête, décidée à exploiter la caisse

de l'État, cette association opère avec tant de discrétion et de prudence qu'il faut quelquefois bien des années pour qu'on puisse s'apercevoir de ses vols et trouver la fissure par laquelle ont pu couler les millions de l'État. Nos voleurs agissent le plus souvent d'une manière si grossièrement naïve qu'ils sont, en général, bientôt pris.

Toutefois, si sous tous les régimes les concussions sont possibles et s'il n'est guère d'organisme étatique capable de les supprimer radicalement, cela ne veut pas dire que notre ministère de la guerre devait tolérer les abus révélés dans notre intendance ni qu'il ne pouvait pas prendre les mesures nécessaires pour les réduire au minimum. Aussi toutes ces dernières années ont été consacrées à un examen rigoureux des services de l'intendance et à la recherche des fraudes qui s'y commettaient. On parvint ainsi non seulement à assainir le corps de l'intendance, mais encore à recueillir au cours de ces nombreuses enquêtes tous les matériaux nécessaires à l'élaboration de règlements nouveaux. On s'attacha notamment à jeter les bases d'un nouveau système d'approvisionnement de l'armée et à supprimer les facilités qu'avaient jusqu'alors les diverses administrations intéressées pour couvrir mutuellement leurs détournements.

Il serait prématuré de juger les réformes faites dans cet ordre d'idées ; mais il est dès maintenant évident que sur un grand nombre de points l'état de choses antérieur a été très heureusement modifié. Nous appuyons notre affirmation sur les données qui ont été soumises à l'appréciation de la commission de la défense nationale de la Douma. Cette commission a pleinement approuvé les déclarations de l'intendant général de l'armée et elle a exprimé la conviction que la réforme entreprise était orientée dans la bonne voie.

Nous signalerons encore les efforts de l'intendance générale pour affranchir autant que possible l'armée du souci de la vie matérielle et pour lui permettre de se donner davantage à la préparation au combat. D'après l'ancien système, les régiments se transformaient tour à tour en ateliers de bottiers, de tailleurs, etc., sans compter tous les soldats qui étaient employés à la cuisson du pain. Tout cela a maintenant changé. On a institué des boulangeries de garnison dont beaucoup ont été concédées à des entrepreneurs privés. D'une façon générale, on s'est pénétré de l'idée que l'armée doit être avant tout un organisme de combat et non pas une réunion d'hommes dont le but principal semble être d'alléger le plus possible l'État du soin de leur entretien.

Très importante aussi une autre tendance qui se manifeste actuellement dans l'intendance : la suppression des intermédiaires. On tend à exiger désormais que les commandes d'approvisionnement soient adressées directement, sans l'entremise d'intermédiaires, aux producteurs agricoles, ou qu'en cas d'impossibilité, les chefs de corps aient recours à l'entremise des zemstvos et des sociétés d'économie rurale. Sans parler des avantages directs de ce nouveau système, il est certain qu'il diminue considérablement les abus qui peuvent se commettre. La qualité et l'exactitude de la quantité livrée sont garanties par les zemstvos, ce qui est énorme. En 1910, par exemple, il a été acheté à des propriétaires et à des paysans 52 pour 100 du blé et 45 pour 100 du gruau de la quantité totale commandée par le service de l'intendance.

Nous ne pouvons mieux terminer cette esquisse des réformes entreprises pour améliorer notre armée qu'en signalant l'attention qui a été apportée à la réorganisation des établissements d'éducation militaire. D'abord toutes les écoles d'aspirants au grade d'officier ont été perfec-

tionnées et transformées en écoles militaires. Ensuite, l'éducation donnée aux futurs officiers est devenue pratique au lieu de théorique, ce qui a une importance capitale. On s'est appliqué à obtenir que les jeunes officiers promus à leur grade pussent en sortant de ces écoles commander d'emblée leurs soldats et fussent à même non seulement d'expliquer, mais encore de montrer ce qu'il fallait faire et comment il fallait le faire.

Toutes les réformes et toutes les mesures que nous venons d'énumérer ont été appliquées à notre flotte de guerre aussi bien qu'à notre armée de terre. Elles furent bien entendu modifiées dans le détail, eu égard aux exigences spéciales du service sur mer ; mais dans leurs grandes lignes elles demeurèrent identiques, c'est-à-dire qu'elles furent inspirées par le même idéal et les mêmes tendances : améliorer le sort des sous-officiers et des marins ; créer un meilleur corps d'officiers ; rajeunir le commandement ; intensifier la préparation au combat ; munir les marins de tous les perfectionnements les plus récents de la science et en général de tout ce que réclame la technique perfectionnée de la guerre navale moderne ; réorganiser les services chargés d'assurer la vie matérielle de l'armée de mer ; créer pour chaque espèce de service naval de bonnes écoles spéciales ; établir la discipline indispensable sans empêcher parmi les équipages le développement de l'initiative intelligente et de l'enthousiasme militaire.

Mais pour la flotte une question spéciale se posait. La guerre malheureuse du Japon nous avait privé de la plupart de nos meilleures unités. Jamais, d'ailleurs, avant cette guerre nous n'avions eu de flotte qui par le nombre ou le tonnage de ses bâtiments fût à même de rivaliser avec les flottes des autres grandes puissances navales. Nous étions cependant arrivés tant bien que mal à tenir un rang à peu

près suffisant. Mais, après la guerre, la question se posait tout autrement. On pouvait dire en effet sans exagération, et on le répétait volontiers, que nous avions plus d'un amiral par navire. Évidemment il n'était pas difficile de se débarrasser des amiraux devenus encombrants ; mais il était plus difficile de construire de nouveaux bâtiments.

Qu'est-ce en effet que le bâtiment de guerre moderne? Une construction géante, une vraie ville flottante et si l'on veut l'exprimer en chiffres, des millions, des millions et encore des millions. Le gouvernement et le parlement se trouvaient donc appelés à prendre une décision lourde de responsabilité et pleine de difficultés. Il leur fallait dépenser des millions et en même temps arriver à se convaincre eux-mêmes et ensuite à convaincre les autres que chaque rouble de ces millions irait vraiment à l'œuvre à laquelle il était destiné. Il fallait travailler avec une énergie toute particulière, quand tout venait à chaque instant émousser notre courage en nous rappelant le souvenir si cruel de nos revers. Il fallait non seulement arrêter un programme de constructions navales, mais déterminer en faveur de ce programme un mouvement de sympathie générale, alors qu'on devait s'attendre à toutes les attaques contre le ministère de la marine auquel on allait, profitant de l'occasion, reprocher toutes ses fautes passées, réelles ou supposées. Il fallait aussi tenir compte de ce fait que la situation financière de l'État commençait seulement à s'améliorer. Enfin, il fallait prendre en considération l'ambiance hostile que crée toujours un insuccès, encore plus un désastre, pour l'organisation qui en est, à un degré quelconque, responsable.

On tourna, au début, dans un cercle vicieux. Sans dépenses considérables, il était impossible de commencer à réformer le ministère de la marine ; or, la Douma et avec elle une

grande partie de l'opinion publique se prononçaient contre toute dépense tant que ces réformes n'auraient pas été accomplies. On ne voulait plus faire aucune confiance à l'administration de la marine, notamment en matière de constructions navales et en lui refusant tous crédits, on l'empêchait de se réorganiser. P.-A. Stolypine adjura éloquemment la Douma de rompre enfin ce cercle vicieux dans lequel on tournait sans issue et de le rompre sans retard, toutes les critiques adressées, même justement, au passé, aboutissant en définitive à priver la Russie de flotte.

Le Conseil de l'empire d'abord, et après lui la Douma elle-même, finirent par se ranger à cette manière de voir et à accorder les crédits nécessaires. Le ministère de la marine se mit alors à l'œuvre, opérant l'une après l'autre les grandes réformes nécessaires, commençant la construction de nouvelles unités et petit à petit le travail s'organisa. Il y a bien encore des attaques contre l'amirauté, attaques dirigées surtout contre elle par d'anciens marins ayant de vieux comptes à régler, mais les Chambres et la majorité de l'opinion regardent déjà avec confiance l'avenir.

Évidemment il n'est pas possible de considérer la question comme réglée et de dire que la rénovation de notre flotte est un fait accompli, mais il est dès maintenant certain que, dans la plupart des cas, les anciens abus ne se renouvelleront plus et que la rénovation de notre flotte apparaît comme relativement prochaine.

Tout ce que nous avons dit au sujet de l'activité de l'État en matière de défense nationale au cours de ces dernières années peut être traduit en chiffres précis. En 1907, il a été alloué pour la défense nationale 415 600 000 roubles ; en 1908, 468 300 000 roubles ; en 1909, 507 millions ; en 1910, 514 100 000 roubles ; en 1911, 531 700 000 roubles ; et enfin en 1912, 597 100 000 roubles. Ainsi, en cinq ans, les assigna-

tions de crédits se sont élevées de 181 600 000 roubles, soit de 43,7 pour 100.

La majorité de ces crédits fut, au cours des premières années, consacrée essentiellement à l'armée, au cours des dernières à la flotte. En 1908, il fut alloué à la flotte 70 200 000 roubles ; en 1910, 85 millions ; en 1911, 103 millions 600 000 roubles, c'est-à-dire qu'en deux ans la flotte vit ses crédits augmentés de 33 400 000 roubles. En 1912, les crédits pour la flotte ont atteint 159 500 000 roubles, c'est-à-dire que pour cette seule année l'augmentation a atteint le chiffre considérable de 35 900 000 roubles.

Ces chiffres n'expriment que les dépenses dites ordinaires, en d'autres termes, conformément aux règles qui président à l'établissement du budget ; on n'y comprend pas les dépenses nécessitées par les compléments d'approvisionnements et diverses sortes de dépenses spéciales qui sont comprises comme dépenses extraordinaires. Si l'on veut ajouter aux dépenses ordinaires les dépenses extraordinaires, nous aurons alors pour la défense nationale les chiffres suivants : en 1907, 415 500 000 roubles ; en 1912, 667 100 000 roubles, ce qui représente une augmentation de 251 600 000 roubles, soit de 60,6 pour 100.

CHAPITRE VII

L'ÉCOLE

Ainsi, au cours de ces dernières années, l'État n'a marchandé ni son argent ni ses efforts à l'œuvre de la défense nationale. Mais, si l'on examine les dépenses effectuées pour l'instruction publique on verra que, relativement, il n'a été dépensé ni moins de temps ni moins d'efforts.

Les chiffres généraux que nous avons donnés plus haut, en examinant notre budget, permettent de constater les progrès faits au cours de ces dernières années. Mais il convient d'étudier de plus près la question et de l'examiner sous ses aspects essentiels.

Nous avons déjà parlé de l'énergie avec laquelle on a développé des écoles spéciales de tout genre : écoles d'agriculture, de commerce, écoles techniques, écoles militaires, etc. Nous ne nous occuperons maintenant que de l'école proprement dite : école primaire, école secondaire et école supérieure. Reportons-nous au budget du ministère de l'instruction publique ; nous verrons qu'en 1907 le budget n'atteignait pas 45 900 000 roubles et que l'année suivante, il s'élevait déjà à 97 500 000 roubles. Le budget de l'année courante (1912) dépasse déjà 114 millions, soit, en d'autres termes, un accroissement formidable de 18 millions en un an, c'est-à-dire de plus du tiers des dépenses totales prévues pour toute l'année 1907.

A quoi ont été employées ces sommes considérables?

Les dépenses afférentes à la direction générale des écoles sont infimes et ne se sont augmentées au cours des cinq dernières années que de 340 000 roubles, tandis que l'accroissement total du budget était de 70 millions. Pour l'école primaire, si on ne compare les chiffres qu'avec l'année 1907, qui marque déjà elle-même un accroissement de dépenses sur ce point par rapport aux années antérieures, on constatera que les crédits se sont trouvés portés de 13 millions 800 000 roubles à 55 200 000 roubles, c'est-à-dire plus que quadruplés. Les dépenses pour l'école secondaire ont été, pendant ce même délai, accrues de plus de 29 millions et les dépenses pour l'école supérieure d'un million. La faiblesse relative de l'accroissement des dépenses affectées à l'école supérieure s'explique par ce fait que jusqu'à présent, en dehors de l'amélioration des universités déjà existantes, il n'a été nécessaire d'ouvrir qu'une seule faculté dans la nouvelle université de Saratoff. Ensuite on ne fait que terminer maintenant les travaux en vue de la création de tout un réseau d'établissements d'instruction supérieure, généraux et spéciaux, dans toutes les parties de l'empire.

Enfin, il convient de rappeler qu'au cours de ces dernières années il a été ouvert un institut polytechnique à Novotcherkask et quelques écoles supérieures spéciales à Ekatérinoslav, Moscou, etc. Mais les fonds nécessités par les nouveaux établissements ont été pris sur les budgets des diverses administrations intéressées et par conséquent ne rentrent pas dans les chiffres que nous avons indiqués ici. Pareillement, les dépenses relatives à l'école secondaire ne sont pas non plus comprises entièrement dans les chiffres ci-dessus. En premier lieu, ces chiffres ne comprennent pas les dépenses relatives aux écoles secondaires spéciales ; en second lieu, ils ne comprennent que les dépenses supportées par le gouvernement, alors que les écoles secondaires sont, dans

un très grand nombre de cas, construites et entretenues par les villes et les zemstvos et que le gouvernement n'a qu'à les subventionner.

Il suffit de rappeler que, pour la période 1909-1911, il a été ouvert chez nous environ quinze cents nouvelles écoles secondaires, gymnases et écoles réales et que pendant la seule année courante on se propose d'en ouvrir encore une trentaine environ.

Nous ajouterons qu'au cours des quatre dernières années, il n'a pas été ouvert annuellement moins de quarante nouvelles écoles techniques, commerciales, professionnelles. Nous ajouterons enfin que dans les vieilles écoles, c'est-à-dire dans les écoles existant antérieurement à 1906, le nombre des élèves s'est accru en moyenne de 30 pour 100 annuellement. Bien entendu cela ne répond pas encore complètement aux besoins ; mais personne ne prétend que la tâche soit terminée et qu'il n'y ait plus qu'à se reposer sur ses lauriers. Au contraire, si grand qu'ait été le travail accompli, il est certain que celui qui reste à accomplir est encore plus considérable. Mais si nous continuons à marcher aussi vite que nous avons marché au cours de ces dernières années, nous arriverons très rapidement à satisfaire les besoins scolaires de la population.

Il faut remarquer aussi que si l'on se préoccupait des écoles primaires et secondaires, il a été cependant accordé une attention particulière à la création d'établissements d'instruction spéciaux et notamment d'écoles et de cours pour la préparation d'instituteurs. Dans cet ordre d'idées, le gouvernement et les institutions législatives n'ont pas hésité à accorder les crédits les plus larges.

Mais les chiffres ne sont que des chiffres. Il faut nécessairement les commenter c'est-à-dire établir les résultats obtenus par la population en retour de tous les efforts et de toutes les dépenses faits par le gouvernement.

Abordons toutefois l'étude de cette question elle-même par quelques chiffres. Les universités — où le nombre des auditeurs oscillait en 1904 entre quatre et cinq mille — comptent maintenant dix ou douze mille étudiants ; là où il y avait jadis moins de mille auditeurs, il y en a maintenant le double ou le triple. Nous ne tenons pas compte, dans nos calculs, des années d'émeute, quand au sein des écoles supérieures, sous l'influence des tendances anarchiques qui s'étaient emparées de la grande majorité des professeurs, on admettait jusqu'à l'élève qui pouvait présenter simplement un diplôme de cours d'école dentaire.

L'école supérieure avait alors en apparence aussi bien qu'en réalité le caractère d'une foire à laquelle on venait entendre des discours révolutionnaires ou bien fabriquer dans des laboratoires, sous la direction de *privat docent*, des engins explosifs ou bien encore, tout simplement, se chauffer.

Nous ne parlerons que de l'école supérieure avant 1905 et de l'école supérieure depuis 1907. A quoi attribuer cette augmentation considérable du nombre des étudiants sinon à l'accroissement du nombre des écoles secondaires et à celui des diplômes délivrés par elles? N'oublions pas que nous avons aussi, en Russie, des écoles supérieures de femmes. L'accroissement du nombre de ces écoles et de celui de leurs étudiantes est tout simplement étonnant, si on le compare à ce qui existait il y a six ans. A cette époque il n'y avait d'écoles supérieures de femmes qu'à Saint-Pétersbourg et à Moscou ; maintenant il n'y a pas une seule ville universitaire qui n'en possède ; à Saint-Pétersbourg et à Moscou, lenr nombre a triplé et l'accroissement annuel du nombre de leurs étudiantes atteint, en moyenne, près de 50 pour 100.

Une preuve tangible de ce mouvement général vers l'étude, l'instruction et l'éducation peut être fournie par

toutes les données qui témoignent du développement de toutes les entreprises touchant à l'enseignement. C'est là un symptôme significatif parce que, dès que des individus se montrent prêts à dépenser leur argent et leur temps pour s'instruire sur quelque point, cela veut dire indiscutablement qu'ils en ont senti le besoin. D'autre part, ils n'auraient jamais senti ce besoin s'il ne s'était opéré une évolution du pays tout entier vers la science et l'étude. Quelle est la cause de cette évolution? Sans aucun doute le travail accompli dans le domaine scolaire. Le fait suivant est significatif; nous l'empruntons aux statistiques du département des postes. L'année 1909 a accusé sur 1908 une augmentation de 23 pour 100 du chiffre des abonnés à tous les journaux et publications paraissant en Russie. Le nombre total des abonnés (la vente au numéro, bien entendu, n'est pas comprise dans ces chiffres) aux journaux et périodiques a quelquefois dépassé quatre millions (1).

Si on ne compte pour chaque exemplaire de publication périodique qu'une moyenne de dix lecteurs (en réalité il faut en compter bien plus) et si en outre on prend en considération le fait que nombre de personnes reçoivent non pas une seule, mais plusieurs publications, on arrivera à un total de trente à trente-cinq millions de lecteurs. Ce chiffre exprimera le nombre de personnes qui en Russie ont déjà plus ou moins pris l'habitude de *l'imprimé*. Si nous comparons ces chiffres à ceux que l'on obtenait il y a quelque dix ans, nous constaterons qu'alors le maximum enregistré oscillait entre un million et demi et deux millions de lecteurs. Rappelons que nous venons de nous appuyer sur les données de 1909. Nous sommes en 1912. Et si nous ne tablons que

(1) En Russie, à l'exclusion de la Finlande, on lisait en 1909 deux mille cent soixante-treize publications périodiques, dont mille six cent quarante-trois en langue russe.

sur la faible augmentation normale de 10 pour 100 du nombre des abonnements, l'année actuelle doit nous donner environ cinq millions et demi d'abonnements aux journaux et périodiques russes, ce qui suppose un total d'au moins quarante-cinq à cinquante millions de lecteurs.

Quelle est la cause, demanderons-nous encore, de ce développement ? A qui en sommes-nous redevables? A l'école, sans doute, et au travail scolaire auquel ont été consacrées ces dernières années. A ce travail d'abord et surtout.

Tous ces progrès, cependant, accomplis en si peu de temps n'ont pas encore résolu toute une série de problèmes très graves, complexes et à certains égards alarmants, liés à la question scolaire.

Le désir d'améliorer l'école primaire avait, en effet, fait naître tout naturellement la tendance de créer le plus rapidement possible un réseau d'écoles suffisant pour assurer l'instruction générale. Cette idée était en germe depuis longtemps déjà, mais c'est seulement au cours de ces six dernières années qu'elle est entrée dans le domaine pratique. L'école est, en effet, la plus importante des conquêtes pacifiques de notre époque. L'éducation populaire est le facteur le plus puissant du progrès intellectuel d'un pays et son amélioration, comme son développement, sont d'un intérêt si puissant pour la Russsie, que si, au cours des dernières années, le gouvernement et le parlement s'étaient occupés seulement de cette question, cela suffirait déjà pour que personne ne puisse dire que ces années ont été stériles.

Or le projet de loi sur l'instruction générale du peuple voté par la Douma et actuellement examiné par le Conseil de l'empire ne va pas sans soulever de très grosses difficultés et donne lieu à des controverses passionnées, notamment sur la question des écoles allogènes et sur celle de savoir

quelle doit et peut être l'influence de l'État dans la direction de l'école.

Que sera l'école populaire, c'est-à-dire l'école qui est appelée à couvrir de ses mailles serrées tout l'immense pays? C'est là le nœud de la question scolaire, son côté complexe et alarmant. Il apparaît déjà, sans doute, possible à ceux qui l'ont étudiée que si nous voulons vraiment nous développer d'une façon rationnelle et si notre but est réellement l'instruction des masses populaires, l'édifice scolaire tout entier doit reposer sur des bases religieuses, patriotiques et étatiques. Ce principe, si passionnément battu en brèche par les éléments anarchiques, a été d'ailleurs reconnu par la grande majorité de la troisième Douma. Nous rappellerons à ce sujet la remarque fameuse que, lors de la guerre franco-allemande qui se termina par le triomphe de l'Allemagne, le vainqueur ne fut pas seulement l'armée allemande, mais surtout le maître d'école allemand, c'est-à-dire l'organisation rationnelle de l'école populaire allemande. Cette remarque est profondément juste. Il suffit d'ajouter que si effectivement le maître d'école allemand a vaincu, c'est seulement parce que l'école allemande, dès le début de l'instruction générale en Prusse, a été religieuse, patriotique et étatique.

Notre maître d'école est trop pauvre et trop peu instruit, d'une part, et, de l'autre, trop indépendant pour qu'on puisse compter sur lui sans s'être auparavant préoccupé d'établir solidement les principes généraux qui régiront notre école primaire. Il faut petit à petit former de nouveaux maîtres, il faut établir sur de nouvelles bases le programme de l'école primaire. Il faut se préoccuper de rédiger de nouveaux manuels et en même temps il faut réorganiser la surveillance de l'école. L'autonomie en matière scolaire est une chose excellente, mais il ne faut pas entendre par là une situation

qui permettra à chacun de faire ce qui lui plaira et ce qu'il voudra. Le travail scolaire doit, au contraire, s'effectuer suivant des règles étroitement déterminées par l'État.

On comprendra toute l'acuité de cette question et tout l'intérêt qu'elle présente pour la Russie, en raison de l'immense étendue du pays et de la diversité des races qui l'habitent, si on se reporte à ce qui s'est passé lors du mouvement révolutionnaire de 1905-1906.

Quelque temps déjà avant ce mouvement, nous étions arrivé à ce résultat phénoménal que dans une bonne moitié des gouvernements, l'école était tombée tout entière entre les mains de comités usurpant les fonctions de maître d'école et ces comités, agissant sur l'initiative des meneurs anarchistes qui siégeaient dans les capitales, faisaient tout simplement, et d'une manière ouverte, dégénérer les classes en meetings révolutionnaires. Ils enseignaient en effet l'athéisme, la nécessité du soulèvement armé, ils excitaient les élèves contre les autorités, les propriétaires, le clergé, propageaient le socialisme et l'anarchie. On en arriva à ce point que l'on offrit de payer le double de leurs appointements aux prêtres chargés d'enseigner le catéchisme s'ils ne se présentaient pas à l'école. On leur donnait, en effet, 20 copecks pour chaque leçon de catéchisme qu'ils donnaient et 40 pour celles qu'ils ne donnaient pas.

Tout maître qui s'avisait de protester contre les décisions de ces comités était, ou bien chassé de son emploi, ou bien discrédité devant ses chefs et même parfois il lui arrivait d'être obligé de fuir du hameau ou du village où il enseignait s'il ne voulait pas exposer sa maison à l'incendie et lui-même à la mort. Dans les bibliothèques scolaires on donnait asile aux ouvrages et aux publications révolutionnaires ; les icones étaient suspendues à l'envers et au lieu d'enseigner les chants d'église, on apprenait aux enfants des marches

composées par des forçats et déportés politiques. Les inspecteurs d'écoles qui tentaient de réagir contre un aussi lamentable état de choses étaient en butte à des attaques systématiques et ininterrompues. En outre, il convient d'ajouter que tous ces maîtres révolutionnaires ou tout au moins leur immense majorité étaient des individus au passé douteux et sans la moindre préparation à l'enseignement, souvent d'anciens séminaristes défroqués, presque toujours des dégénérés et des alcooliques. Aussi bien est-il inutile de dessiner davantage ce type.

A l'heure actuelle il n'existe plus rien de semblable. D'une part, les zemstvos dont beaucoup avaient, à cette époque, aidé dans un but politique à la dégradation de l'école, se sont ressaisis et ont chassé les maîtres d'école révolutionnaires et, d'autre part, le gouvernement a agi d'une manière particulièrement énergique. On apporta une attention toute spéciale au recrutement du personnel de l'inspection scolaire ; on organisa dans le plus bref délai possible des cours préparatoires spéciaux pour les maîtres ; on se préoccupa très sérieusement de refondre les manuels scolaires et enfin on prit des mesures pour augmenter et améliorer les écoles normales d'instituteurs, tandis que parallèlement on rendait meilleure la situation matérielle des maîtres d'école et que l'on s'occupait de rénover les méthodes d'enseignement et de reviser les programmes. Mais bien entendu, il reste encore beaucoup à faire. La Russie est si étendue, ses besoins sont si grands et si divers que de toute évidence il s'écoulera encore bien des années avant que nous puissions avoir le droit de dire que nous avons enfin une école populaire et que nous avons résolu d'une manière entièrement satisfaisante les problèmes complexes ou alarmants qu'elle pose.

Beaucoup a été fait aussi pour cette école intermédiaire entre l'école primaire et l'école secondaire. Nous voulons

parler ici des écoles municipales, de toutes les écoles primaires d'un type supérieur, des écoles professionnelles, etc. La question principale qui se posait sur ce point et demandait une solution était la suivante : doit-on considérer cette école comme un acheminement vers une instruction plus élevée ou doit-on, au contraire, ne voir en elle que le complément et comme le couronnement de l'instruction primaire. L'une et l'autre thèse ont leurs partisans. Autant qu'il est possible de s'en rendre compte, l'opinion n'a pas encore pris nettement parti sur la question. D'une part, certains redoutent de détourner artificiellement la masse populaire du travail pratique, pour la jeter dans les espérances et les illusions chimériques qu'éveille fatalement dans l'âme du peuple une instruction trop forte pour lui. D'autre part, beaucoup s'indignent à la pensée que nous puissions avoir le droit de nous opposer en quelque mesure que ce soit à ce que les masses accèdent à un enseignement primaire des plus développés, et d'une façon générale à leur accès à une instruction supérieure. On oublie cependant que dans la vie des sociétés, des États et des peuples, il est beaucoup de facteurs avec lesquels il faut bon gré mal gré compter et qu'il n'est pas d'effort prématuré qui ne donne de mauvais résultats. Devons-nous songer actuellement à l'approfondissement des connaissances acquises par la masse et à l'extension sérieuse de son instruction quand nous en sommes encore à nous préoccuper de lui apprendre la lecture et l'écriture, c'est-à-dire les connaissances les plus élémentaires ? Il est beaucoup plus important de concentrer maintenant tous nos efforts sur la création d'un large réseau d'écoles professionnelles capables de donner au pays les travailleurs pratiques dont il a tant besoin, travailleurs capables de consulter le livre, de manier l'instrument le plus délicat, et d'apporter à leur travail cette compréhension que ne peuvent avoir que ceux qui ont reçu déjà une certaine instruction.

En tout cas, sur ce terrain, on n'a pas été inactif au cours de ces dernières années. On a amélioré la situation des professeurs des villes ; on a établi un grand nombre d'écoles professionnelles nouvelles. On a vigoureusement appuyé les efforts faits dans cet ordre d'idées par la Douma et les zemstvos ; on a réuni des congrès de spécialistes, etc. Le reste est la tâche de demain ; et ce demain n'est pas très éloigné ; quand l'instruction générale aura été réalisée, quand l'école secondaire pourra recevoir tous ceux qui désireront y entrer, la question des écoles du type mixte se résoudra d'elle-même. Il n'y aura plus en effet à la dégager du lourd fardeau de contradictions pesant actuellement sur elle, et tout ce qui maintenant ne peut être résolu que théoriquement se réalisera pratiquement de soi-même.

Des questions nombreuses et complexes sont également liées à la réorganisation de l'école secondaire. Ici encore, comparativement à ce que nous avions pu voir avant le mouvement révolutionnaire, la situation, à l'heure actuelle, est toute différente et bien plus favorable. Mais que de peines et d'efforts cette amélioration n'a-t-elle pas coûtés ! L'école secondaire de l'ancien type a vécu. Cela est indiscutable ; ses programmes ont vieilli, ainsi que ses méthodes d'enseignement et tous ses règlements généraux ; aussi est-il parfaitement compréhensible qu'au moindre choc elle se soit effondrée et disloquée. A peine, en effet, le mouvement révolutionnaire eut-il éclaté que l'école secondaire fut en proie à l'anarchie la plus complète.

Le travail fut relégué à l'arrière-plan. Les élèves se mirent à proclamer leur « programme politique ». On les vit par exemple affirmer à la fois qu'ils désiraient la république démocratique, des déjeuners chauds comprenant un plus grand nombre de plats, la suppression des surveillants de classe et l'indépendance de la Pologne. La direction sco-

laire, affolée au dernier point, parut prête à toutes les concessions, pourvu qu'un semblant d'école fût encore conservé.

Ce fut le moment de l'anarchie scolaire la plus complète. Chacun proposa son « moyen » d'affranchir l'école et personne n'a remarqué qu'en réalité on n' « affranchissait » l'école que *d'elle-même*, c'est-à-dire de son travail et de ses études. On vit se jeter en avant tous les éléments anarchiques dont le seul but était de faire des élèves une foule révolutionnaire ou bien ceux qui, par une conception d'une extraordinaire naïveté, pensaient que l'école pouvait maintenir dans son sein on ne sait quel ordre chimérique sans statut précis, sans règles fixes, et, en général, sans discipline. Cela coûta au pays deux ou trois générations ignorantes et neurasthéniques de jeunes gens qui devront payer du malheur de toute leur vie le contresens révolutionnaire.

En vertu d'un droit qu'elle s'arrogea au sein de l'émeute, l'école secondaire se gouverna elle-même sous l'influence directe de comités dits de parents. Il y a lieu de s'arrêter un moment sur ces comités, d'autant plus que l'année dernière la presse de gauche a mené grand bruit autour de leur complète faillite. L'idée qui avait présidé à la formation de ces comités pour l'administration de l'école secondaire était excellente au point de vue idéal. L'étroite coopération de la famille et de l'école, des parents et des pédagogues professionnels, que pouvait-on rêver de mieux?

Mais en pratique, ces comités, issus de l'émeute et formés sans aucune consécration légale, apparurent comme des organismes étrangers, dans toutes leurs manifestations et tous leurs agissements, à la fois à la famille et à l'école. La famille ne sentait aucun lien entre elle et eux, puisque la direction en avait été accaparée par des meneurs sectaires et par des politiciens ; d'autre part, ils ne pouvaient être d'au-

cune utilité à l'école parce que tous les bienfaits dont ils voulaient la gratifier allaient à l'encontre des intérêts d'un enseignement et surtout d'une éducation sainement compris. Il y eut, bien entendu, des exceptions ; mais malheureusement il y en eut peu. En dépit des efforts que fit l'école pour détourner ces comités d'une politicaillerie scolaire déplorable et inutile à tous, on ne put aboutir à rien. D'autre part, la grande masse des parents était profondément affligée par l'existence de cette représentation usurpée que ces comités prétendaient émaner d'eux.

En face de cette situation anormale le gouvernement se décida à agir. Il voulut d'abord savoir ce que c'était que ces comités. Une collaboration effective de la famille et de l'école, ou au contraire on ne sait quel rouage additionnel forgé on ne sait où qui ne faisait qu'empêcher l'école secondaire de se réorganiser?

On décida pour cela de s'adresser directement aux parents et de leur demander leur avis. On décida que les comités de parents ne seraient maintenus que dans les écoles où ils auraient été élus par les deux tiers au moins des parents des élèves. Pour être encore plus sûr que la réponse des parents serait tout à fait exacte, on décida qu'au cas où une première réunion électorale n'aurait pas atteint le *quorum*, il en serait convoqué une seconde et on accorda dans ce but un délai très suffisant. On supposait qu'ainsi les parents auraient toute latitude pour s'organiser.

Les résultats de ce référendum furent surprenants. Les parents s'abstinrent avec une unanimité étonnante. Nous reproduisons ici des données statistiques exactes. Dans le district de Kieff, sur vingt-deux établissements d'instruction où eurent lieu les assemblées de parents et où on évalue à deux cent soixante et un en moyenne par établissement le nombre des parents, les élections ne purent avoir lieu

que dans cinq établissements. Dans les autres, à la seconde assemblée électorale, il ne se présenta que cinquante-deux électeurs, soit moins d'un cinquième du nombre total des parents. Dans la circonscription d'Odessa, les élections n'eurent lieu que dans neuf établissements sur soixante-trois et le chiffre moyen des parents venus à ces assemblées fut de trente-huit sur deux cent vingt-cinq, soit donc de moins du sixième.

Dans la circonscription de Moscou, où les élections n'eurent lieu que dans cinq établissements sur trente-neuf, la moyenne des parents venus aux secondes assemblées, c'est-à-dire à celles qui furent les plus nombreuses, fut de cinquante-quatre sur cent quatre-vingt-six, soit moins du tiers. Dans la circonscription de Kazan, cette moyenne fut de quatre-vingt-deux sur deux cent vingt-cinq, c'est-à-dire d'un peu plus du tiers. Quant aux établissements secondaires masculins de la circonscription de Saint-Pétersbourg, à l'exclusion de la ville de Saint-Pétersbourg, la moyenne fut de cinquante-huit sur deux cent soixante-dix-huit, soit d'un peu plus du cinquième. Dans les districts de Vilna et de Riga, la moyenne atteignit près d'un tiers. Dans le district de Kharkoff, les élections n'eurent lieu que dans vingt-cinq établissements sur cent soixante-neuf ; la moyenne des parents venus à ces assemblées ne dépassa guère un sixième. Dans les établissements secondaires du Turkestan, la moyenne oscilla aux environs d'un sixième. Dans la circonscription d'Orenbourg, elle atteignit moins de la moitié. Enfin, dans la circonscription de Sibérie occidentale, elle fut inférieure à un cinquième.

Remarquons d'ailleurs que ces moyennes ne donnent qu'une idée globale de la situation. Ce ne sont que des moyennes arithmétiques et non des moyennes réelles.

Prenons, par exemple, la circonscription d'Orenbourg qui

donne la moyenne la plus élevée. Les élections n'y ont lieu que dans 12 pour 100 du chiffre total des établissements d'instruction. Si l'on déduit du chiffre total des parents le nombre de ceux qui sont venus participer aux réunions électorales, là où ont eu lieu les élections, la moyenne pour tous les autres établissements où les élections ne purent avoir lieu tombe immédiatement à un dixième du chiffre total des parents. Dans la circonscription de Kharkoff, si l'on procède de même, on ramène la moyenne à un quatorzième. Si nous nous reportons aux données qui permettent d'établir comment la question fut solutionnée, dans certains cas isolés les chiffres apparaitront encore plus étonnants. Par exemple, à la première assemblée du quatrième gymnase de Samara, dix-sept parents se présentèrent sur deux cent trente et un ; à la dernière assemblée, douze. Au deuxième gymnase de Kazan, sur quatre cent quatorze parents, il ne s'en présenta que vingt à la première assemblée et vingt-cinq à la seconde. A Krémentohoug, sur cinq cent soixante-treize parents, à la première assemblée, il s'en présenta trente et à la deuxième trente-quatre. Au gymnase pour jeunes filles de Bakhmount, sur deux cent soixante et un parents, il n'en parut que trois et au gymnase pour garçons de la même localité, sur cent quatre-vingt-neuf parents inscrits, il ne se présenta qu'un électeur. Prenons encore quelques exemples. Au gymnase de Chouisk, sur plus de deux cents parents inscrits, il ne se présenta que douze électeurs ; à Chavelsk, sur deux cent vingt-trois, sept ; à Marioupol, vingt sur quatre cent cinquante-sept ; à Vosiniessensk, six sur cent quatre-vingt-douze, etc.

Ainsi donc, ce sont les parents eux-mêmes qui répondirent et de la façon la plus nette et la plus précise à la question qui leur était posée. D'ailleurs, on ne pouvait attendre une réponse autre que celle qui fut donnée. Sans

doute, les partisans des comités essayèrent de discuter sur le chiffre des deux tiers imposé comme minimum et de démontrer que ce minimum était trop élevé. Mais, peut-on ergoter sur ce point, quand dans la majorité des circonscriptions, la proportion d'un tiers et même d'un cinquième ne fut même pas atteinte?

Il est de toute évidence que l'immense majorité des parents ne se souciaient nullement d'épouser la cause des comités de parents, tels qu'ils fonctionnaient.

De tels comités étaient-ils utiles ou non? C'est une autre question. Mais, même s'ils étaient utiles, il fallait tenir compte de ce fait que la société russe et en particulier cette partie de la société qui, en matière d'innovations, se hâte toujours de marcher plus vite que les innovateurs, ne sait pas faire concorder la théorie et la pratique.

Un seul fait le prouvera. On n'a pas oublié, en Russie, la lutte acharnée à laquelle donna lieu l'obtention du droit pour les représentants de la noblesse des villes et pour ceux des zemstvos de prendre part aux conseils pédagogiques de l'école secondaire, la violence avec laquelle on combattit et l'ardeur avec laquelle on démontra que ce contrôle était une nécessité sociale et scolaire.

Eh bien, l'on put bientôt constater à Moscou, par exemple, ville qui comptait d'une part quatre-vingt-un établissements d'instruction secondaire et où, d'autre part, la noblesse, le zemstvo et la municipalité disposaient d'une force réelle et d'une sérieuse influence, que pour toute l'année 1910, dans soixante de ces quatre-vingt-une écoles, pas une seule fois un seul représentant du zemstvo, de la noblesse ou de la municipalité n'était venu assister à un conseil pédagogique. Et il y eut pourtant, au total, dans ces établissements, plus de mille séances de comités pédagogiques! Dans les vingt et une autres écoles, les représentants en question

daignèrent venir. Mais comment, de quelle façon? Le septième gymnase seul apparut en l'occurrence comme une heureuse exception à la règle générale. Vingt et un de ses conseils pédagogiques sur quarante-trois furent tenus en présence du directeur de l'asile de la noblesse, qui avait été délégué en qualité de représentant de la noblesse. Dans les vingt autres écoles, où il se tenait annuellement un total de six cent soixante-seize conseils pédagogiques, les représentants n'apparurent en tout que vingt-neuf fois. Sur ce total de vingt-neuf, il faut compter une seule fois à l'actif de la noblesse, vingt-huit fois à l'actif de la municipalité et pas une seule fois à l'actif du zemstvo.

Il est impossible de ne pas comprendre, après l'examen de tous les faits que nous venons d'exposer, que l'école secondaire, après l'assaut révolutionnaire, ne devait et ne pouvait chercher qu'en *elle-même*, avec l'aide et sous l'égide du gouvernement, les forces nécessaires à sa réorganisation et qu'elle n'avait rien à attendre de cette aide que lui avait annoncée si bruyamment mais que lui avait si nettement refusée en fait la société et l'opinion publique. Si notre école secondaire a été sauvée et est même arrivée durant ces dernières années à certains résultats favorables, c'est grâce aux efforts de cette école elle-même.

Le premier résultat obtenu est, à nos yeux, la reprise normale de l'étude et du travail. Sans doute, ce n'est là que le strict minimum de ce qu'un pays est en droit d'exiger de ses écoles ; mais si l'on se reporte à l'époque de la crise révolutionnaire, c'est déjà une réelle victoire. En outre, on a posé de nouveau à l'école la question de l'éducation. On a pris une série de mesures tendant à l'organisation d'une surveillance extrascolaire ; on a accordé la plus grande attention à l'éducation physique, on a développé l'étude de la langue russe et — ce qui est particulièrement important —

on a renoncé aux creuses utopies telles que la suppression complète des examens, le remplacement des cours par des « conversations propres à développer l'esprit en général », etc. Bref, on a pu voir l'école revenir peu à peu dans la vraie voie de son développement logique, d'autant plus qu'en même temps on apportait la plus sérieuse attention à l'élaboration des programmes d'études, au perfectionnement des manuels et des méthodes d'enseignement, à l'amélioration du personnel enseignant, le gouvernement ayant fait passer une loi relevant très sensiblement la situation matérielle des maîtres.

Reste maintenant la question de l'école supérieure. Tout le monde n'a encore que trop présente à l'esprit cette folle et violente agitation à laquelle se laissa entraîner l'école supérieure au moment des troubles révolutionnaires. Il est inutile d'en parler. Professeurs et étudiants — dans leur immense majorité — s'étaient donné le mot et rivalisaient de zèle pour s'affirmer plus radicaux et moins orientés vers l'étude les uns que les autres. Les cours étaient remplacés par des meetings ; la science par la conspiration ; tous les règlements avaient été abrogés et avec eux l'ordre avait disparu. La liberté à laquelle l'école supérieure était arrivée alors sous le nom d'autonomie avait réellement solutionné radicalement la question : on peut dire en effet que pendant deux années entières il n'y eut pas chez nous d'école supérieure. Les études ne furent reprises en effet tant bien que mal qu'à la fin de 1907. Mais, quelles études ce furent ! On reconnut, d'abord, que la grande masse des étudiants était arrivée à l'université sans avoir passé par l'école secondaire. Les faux certificats d'aptitude étaient, hélas ! loin d'être une exception. Ensuite on put se rendre compte que les professeurs avaient perdu toute influence sur les étudiants et cela parce que la direction des universités était

passée aux mains des étudiants qui avaient supplanté les autorités élues par les professeurs. En troisième lieu, il apparut que l'autonomie avait été comprise comme une indépendance absolue de l'école supérieure, non seulement vis-à-vis du contrôle de l'état, mais en général vis-à-vis de toute notion d'État ; aussi chaque faculté, chaque branche spéciale établissait elle-même ses programmes, et les diplômes qu'elle délivrait à la fin de ses cours n'avaient aucune signification. Enfin, en quatrième lieu, on n'osait rien exiger des autorités et chaque étudiant faisait à sa guise ce qui lui plaisait, ou, pour parler plus exactement, recevait le diplôme qui lui convenait. Quelquefois, les cours avaient au moins l'apparence d'avoir lieu ; mais, le plus souvent, on n'essayait pas de les commencer. Quelquefois, on commençait soudain de soi-disant examens que les étudiants ordonnaient d'ajourner et que l'on ajournait. D'autre part, surgissaient partout toutes sortes d'unions d'étudiants, de congrès de coalition, de comités confédérés, de commissions d'étudiants pour toute la Russie, etc. Les professeurs étaient divisés en deux classes : ceux possibles et ceux impossibles. On ignorait les premiers. On exigeait la démission des seconds.

Les conseils des écoles supérieures s'occupaient alors de mesquines questions de partis, de lutter pour le droit de primauté et surtout pour celui de se répartir les appointements suivant leur bon plaisir.

Les choses une fois remises tant soit peu en place en Russie, le gouvernement et l'opinion s'émurent de cette situation véritablement phénoménale. On commença par rappeler à l'école supérieure qu'un tel état de choses ne pouvait durer et qu'il lui fallait ou bien reconnaître son impuissance à rétablir l'ordre ou bien prendre les mesures nécessaires. Les professeurs s'arrêtèrent à une troisième

solution. Sans rien entreprendre, ils se mirent à démontrer que tout allait plus ou moins bien et quand on leur objectait des faits précis, ils se retranchaient derrière leur autonomie. On en était, dès lors, arrivé à un tel point qu'il fallait que l'école supérieure se soumît ou se démît. Le point de départ du mouvement d'évolution vers un état de choses plus normal fut le procès intenté au recteur d'Odessa, Zantchewsky, et à ses adjoints. Ce procès fit comprendre le degré d'abaissement auquel était descendu l'école supérieure. On y vit que les professeurs qui jouaient au radicalisme vivaient de l'argent versé par des auditeurs qui n'écoutaient pas leur cours, mais qui recevaient des diplômes réguliers.

Les étudiants avaient, en réalité, sous le couvert de l'autonomie de l'université, transformé l'école supérieure en bureau d'état-major de la révolution. Des enceintes de cette école supérieure se répandaient à travers tout le pays un essaim de théories criminelles, jusqu'à celle de l'assassinat politique inclusivement.

Quant aux fonctions d'enseignement de l'école supérieure, il n'en était pas même question. Il semblait aller de soi, en effet, que l'école supérieure n'était nullement faite pour qu'on y enseignât et qu'on y apprît autre chose que l'anarchie. L'opinion réclamait bien avec vigueur des réformes, mais cela ne pouvait pas aller sans lutte. Cependant, il n'y avait pas d'autre issue et, après avoir usé de tous les moyens de persuasion, le gouvernement entreprit, dès qu'il eut rétabli en Russie un certain ordre matériel, l'assainissement des écoles supérieures. Dans quelques universités cet assainissement s'opéra d'ailleurs de lui-même. En effet, les universités des deux capitales où, au moment de l'anarchie la plus aiguë, la majorité avait appartenu à la gauche, attirèrent naturellement à elles, de province, le plus grand nombre de professeurs de gauche. Et ainsi, la gauche fut renforcée

dans les capitales, mais, d'autre part, affaiblie dans beaucoup des universités de province, ce qui donna à celles-ci la possibilité de se réorganiser. La bataille fut cependant ardente. Pas une des dispositions prises par le gouvernement, pour légale ou engageante à la soumission qu'elle pût être, ne fut exécutée sans une résistance acharnée et sans la plus évidente mauvaise volonté. D'autre part, la jeunesse était en effervescence continuelle. On l'excitait, on la menaçait, et d'une façon générale on l'exploitait comme une arme qui devait se retourner contre le gouvernement. Chaque professeur dont les actes avaient mérité un blâme de la part du gouvernement était par elle sacré « martyr », proclamé « héros ». D'autre part chaque démonstration d'étudiants, si brutale ou si insensée fût-elle, avait toute l'approbation des autorités et des institutions universitaires. Quand, dans l'intérieur de l'université même, il se produisait de ces démonstrations, les autorités universitaires alléguaient qu'elles ne pouvaient appeler la police et qu'elles n'étaient pas en situation de faire cesser par elles-mêmes les désordres. Et si le gouvernement essayait de sévir, on déclarait aussitôt une grève universitaire générale.

Bref, ce fut un combat quotidien et obstiné. Il se continue encore. Actuellement, le théâtre des hostilités est à l'université de Saint-Pétersbourg, car à Moscou, tous les membres du corps enseignant appartenant aux partis de gauche démissionnèrent collectivement en manière de protestation. Après avoir fait de l'université un foyer de parfaite anarchie, l'aile gauche des professeurs de Moscou, à la première rencontre avec le gouvernement, cria à l'arbitraire et à la persécution et essaya de livrer sur ce terrain une grande bataille générale. Le gouvernement accepta simplement les démissions, remplaça les démissionnaires et l'université de Moscou

commença dès lors peu à peu à reprendre son aspect normal.

Dès maintenant, la question de l'école supérieure, en dépit de toutes ces complications, se présente dans de meilleures conditions qu'il y a quelques années. En tout cas, on peut considérer comme un premier résultat ce fait que maintenant ni l'opinion, ni le gouvernement, ne se méprennent plus sur le vrai caractère des mouvements d'étudiants et sur la réelle signification de cette Fronde que continuent les professeurs appartenant aux partis de gauche. C'est là un pas considérable en avant, car on ne peut agir utilement que lorsqu'on s'est rendu exactement compte de la force et des intentions de ceux à qui l'on a affaire comme de la nature des résistances que l'on trouve devant soi.

CHAPITRE VIII

LIBERTÉ DE LA PRESSE
DROIT DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION, ETC.

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné sous ses aspects essentiels la vie du peuple et de l'État, tout au moins tout ce qui peut en accroître la richesse, la force et la culture. Mais au cours de ces six dernières années l'effort entrepris a porté sur bien d'autres points. On peut affirmer qu'il n'y a pas une seule question qui n'ait fait un pas en avant vers sa solution et dont l'étude n'ait déjà amené actuellement à une série de résultats pratiques des plus remarquables. Prenons par exemple la liberté de la presse, c'est-à-dire la question peut-être la plus brûlante et celle dont la discussion a déchaîné les plus vives passions, et voyons ce qui a été fait au cours des six dernières années.

Pendant les années qui ont précédé la crise révolutionnaire, la presse russe était soumise à la censure préalable. Seuls quelques périodiques de la capitale et deux journaux de province jouissaient du privilège de paraître sans examen préalable. Les neuf dixièmes des questions d'intérêt social et tout ce qui avait tant soit peu trait à la politique était rigoureusement interdit à la presse. Elle essayait tant bien que mal d'aborder ces questions, mais, pour cela, elle devait recourir à un langage convenu et à des périphrases habiles.

Aujourd'hui, au contraire, la dernière des feuilles d'an-

nonces discute tous les problèmes de la politique intérieure et extérieure avec une entière liberté de langage.

Si l'on poursuit et si l'on réprime parfois — et cette répression est loin d'être rigoureuse — on ne poursuit et on ne réprime que les abus qui tendent à faire de la presse un instrument de calomnie et une dispensatrice de fausses nouvelles.

Au début du mouvement révolutionnaire, les agitateurs les plus décidés et les plus énergiques essayèrent naturellement de s'emparer de la presse. En un clin d'œil, on vit surgir de tous côtés une quantité d'organes de partis, dont la grande majorité, en raison même des circonstances, se trouvaient appartenir au parti révolutionnaire. De l'impossibilité où la mettait la loi de traiter les questions de politique générale, la presse passa sans transition à l'appréciation dans les termes les plus vifs de toute la vie de l'État, parlant parfois le langage des proclamations révolutionnaires. Et la licence d'alors ne provenait nullement de cette exaltation naturelle qui se manifeste toujours lorsque l'on passe d'un régime sévère à une liberté complète. On se trouvait au contraire en présence d'une campagne de presse parfaitement organisée dès le début. Les meneurs du mouvement révolutionnaire ne cachaient point le caractère réel de leurs aspirations morales, politiques et générales. Ils apparurent non pas comme les pionniers constructeurs d'une œuvre de vie, mais uniquement comme les destructeurs d'un édifice existant. Ils n'étaient pas des hommes à idéal positif, cet idéal fût-il même opposé à l'ordre de choses établi ; mais des hommes tourmentés par la passion révolutionnaire, qui se jetaient en avant tête baissée et sans voir, persuadés que rien ne pourrait les arrêter.

Les premières et inévitables exagérations qui accompagnent l'avènement de la liberté sont toujours de courte

durée ; mais si — comme c'était alors le cas — on poursuit une œuvre de destruction systématique, il est bien certain qu'il en est tout autrement. La passion de la destruction va en augmentant avec le succès et suivant l'importance du succès rencontré ; elle perd de plus en plus le sentiment des formes sous lesquelles elle se manifeste, la notion des buts auxquels elle s'achemine. L'idéologie devient une profession. L'idéal quel qu'il soit devient un boniment de carrefour au bruit duquel de toutes parts accourt la foule. Ainsi, fatalement, l'idéaliste et l'aventurier, l'apôtre du nouveau régime et l'agitateur qui cherche à pêcher en eau trouble, l'écrivain convaincu, l'affairiste taré prêt à faire argent de tout, se rencontrent et s'unissent. La presse en tant que facteur de progrès intellectuel perd toute influence et devient uniquement l'instrument décisif de la révolution. C'est ce qui eut lieu. Il ne s'imprimait pas une ligne qui ne proclamât la nécessité d'un bouleversement général, qui ne fît l'apologie des assassinats politiques ; la calomnie et l'injure grossière devinrent les armes essentielles de la lutte politique et, des idées générales, on eut vite fait de tomber aux questions de personnes. Les attaques contre l'Église se transformèrent momentanément en injures à l'adresse de la divinité ; les attaques contre les classes dirigeantes, en injures à l'adresse de l'empereur ; les attaques contre les principes moraux en pornographie.

Il fallait de toute nécessité mettre fin à un pareil état de choses. Mais il va de soi que toute mesure, dans cet ordre d'idées, ne pouvait apparaître que comme une mesure de réaction brutale et comme la suppression de la liberté de la presse. D'autre part, on était déjà trop loin des anciens règlements en vigueur avant le mouvement révolutionnaire pour songer à les rétablir. Le gouvernement avait non seulement reconnu la grande importance de la liberté de la

parole et de la presse : il avait décidé — et il s'en tenait à cette décision — de contribuer lui-même au développement de ces libertés. Seulement il exigeait, bien entendu, que cette liberté sût demeurer dans les limites tracées par les convenances les plus élémentaires ou tout au moins ne prétendît pas s'affranchir de toute obligation vis-à-vis de l'État. Or, les cercles qui avaient donné le jour à la presse révolutionnaire prétendaient précisément s'affranchir de ces obligations et protester contre elles. Ils considéraient l'État comme l'ennemi le plus dangereux et tout leur but se résumait en ceci : la destruction de l'État. Ils luttaient tous contre l'État, les uns après avoir précisé leur idéal d'État, les autres sans même l'avoir fait ; mais tous sans exception ils considéraient l'État, qui leur avait donné la liberté sur son territoire, comme un édifice dont la destruction immédiate s'imposait. Il était bien certain que, dans de telles conditions, il était impossible d'espérer arriver à la moindre entente. Il fallait abdiquer ou agir. Mais agir en la circonstance signifiait réagir. Quand toutes les digues ont été renversées, et que l'abus même de la licence est considéré comme licite, chaque mesure ayant pour but de ramener la liberté dans des limites raisonnables semble une mesure de répression et provoque des protestations furieuses.

Les feuilles de gauche n'ont jamais depuis six ans mis trève à ces protestations. La presse est en effet la force principale de la révolution. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la lutte pour la liberté illimitée de la presse apparaît aux révolutionnaires comme leur tâche principale. Et voici ce qui se passe : à Samara, à Kharkoff ou à Toula, un gouverneur met à l'amende un rédacteur pour une attaque, tout à fait inadmissible dans sa forme, contre le gouvernement en la personne de ses hauts représentants, ou pis encore pour la rédaction d'un appel à l'émeute. Aussitôt dans tout

le pays, la cohorte des organes de gauche s'empresse de signaler « cette nouvelle victime de l'arbitraire gouvernemental ». Les faits de la cause sont travestis de telle manière qu'il devient purement et simplement impossible de comprendre à quel motif a bien pu obéir le gouverneur en frappant un journaliste évidemment innocent. Et c'est ainsi que l'on peut chaque jour lire dans les journaux de gauche des articles protestant en termes véhéments et grandiloquents contre les « attentats commis contre la liberté de la presse ».

Le moindre incident devient, à la Douma, prétexte à une interpellation sur la situation de la presse en Russie et, chaque fois, on peut entendre rappeler à cette occasion le manifeste du 17 octobre et affirmer ensuite, bien entendu, que jusqu'à présent, en dépit des promesses contenues dans ce manifeste, la presse continue à se trouver dans une situation « dépourvue de toute légalité et qu'elle reste livrée à l'arbitraire bureaucratique ».

Toutes ces manœuvres sont exécutées d'après un plan d'ensemble, qui a pour but de convaincre tout homme non averti que la presse n'a en Russie réellement aucune liberté et qu'elle n'est pas moins « esclave » qu'au temps de la censure.

Les meneurs révolutionnaires cherchent à persuader l'opinion, non seulement en Russie, mais en Europe, qu'en luttant contre la presse, le gouvernement lutte, non pas contre les abus de la liberté de la presse, mais contre le danger qui pourrait résulter de cette liberté si elle parvenait à s'établir. Tout ce qui peut contribuer à démontrer combien cette conception est d'une flagrante inexactitude est naturellement passé sous silence, tandis que la moindre faute de quelque gouverneur — surtout si l'on peut arriver à démontrer qu'en effet le journaliste par lui frappé l'a été

illégalement dans la forme ou sans motif suffisant — est complaisamment grossie.

Celui qui veut vraiment se faire une idée exacte de la situation n'a qu'à réfléchir à la façon dont il peut être atteint journellement dans son honneur par une telle presse s'il a la fantaisie de ne pas marcher de pair avec les révolutionnaires. En cinq minutes ceux-ci inventent avec une remarquable désinvolture quelque diffamation sensationnelle qui est aussitôt publiée dans vingt journaux ou publications à leur disposition. Quelle ressource a l'honnête homme diffamé? Aucune. En effet, s'il poursuit en justice, il ne pourra atteindre que le gérant responsable du journal, homme de paille engagé spécialement par la rédaction pour faire les mois de prison que celle-ci peut encourir. En outre, l'affaire sera jugée deux ans peut-être après la diffamation. Enfin le tribunal, ou bien acquittera, parce qu'il n'est pas toujours facile aux plaignants de démontrer irréfutablement le délit, ou bien condamnera l'accusé à une peine minime en proportion du délit. Il ne reste donc à l'honnête homme diffamé qu'une chose à faire : se taire et espérer que de nos jours il y a peu de gens qui ajoutent foi aux campagnes de presse.

C'est ce qui est en effet arrivé et, si l'on y ajoute encore foi, on est très loin déjà de cette foi aveugle qui avait accueilli « l'aurore de la liberté de la presse ». L'évolution, dans cet ordre d'idées, a été considérable, car si la meute révolutionnaire a mis la main sur la presse, elle n'a pas su apporter à celle-ci l'estime publique. Beaucoup comprennent dès maintenant que, pour une presse de parti, il est tout naturel de fabriquer les nouvelles les plus tendancieuses si elles peuvent servir les intérêts du parti. Ce n'est un secret pour personne que toute l'organisation de la presse de gauche ne juge les moyens employés que d'après les résultats obtenus. Il existe des « agences » spéciales où l'on fabrique

des calomnies et des nouvelles tendancieuses et ces agences les répandent dans tout l'empire. Par la suite, bien entendu, arrivent des démentis et des rectifications ; mais on ne les insère pas ou on les insère de façon à les faire passer inaperçus.

En résumé, disons que, malgré toutes ces difficultés, le régime de la presse en Russie a subi, au cours des six dernières années, une transformation radicale : de l'impossibilité d'aborder les questions politiques et générales, de la nécessité où elle se trouvait de se rappeler à tout instant que, pour la simple relation des faits, elle devait se montrer extrêmement prudente, la presse a été érigée en presse politique dans le sens le plus large de ce mot. Si cette transformation a été marquée par un abaissement du niveau moral de la presse et une diminution de l'estime qui lui était témoignée, la responsabilité en retombe tout entière sur la presse de parti qui agit, pour défendre des intérêts de parti, sans se préoccuper des moyens employés. En ce qui concerne les rapports de l'État avec la presse, le seul but des mesures prises est de lutter contre les manquements les plus graves et les plus intolérables aux exigences les plus élémentaires de l'ordre public et de la moralité. Il peut y avoir des erreurs commises par des représentants locaux du pouvoir central, mais, en dépit des exagérations dont peuvent les entourer ceux qui en sont victimes, ces cas isolés ne changent pas l'aspect d'ensemble du tableau que nous venons de tracer.

Nous devrons faire des observations analogues à propos des autres questions touchant à la liberté du citoyen. Parlons d'abord du droit de réunion et d'association. Il y a six ans, pour former la société la plus inoffensive, et comprenant un nombre d'ahérents infime, il fallait attendre deux ou trois ans l'autorisation nécessaire et faire agir à Saint-Pétersbourg des personnes influentes. A l'heure actuelle, pour former une société, s'étendant même à toute la Russie et se proposant

n'importe quel but légal, il suffit de donner lecture des statuts à l'administration locale ; on peut même former des sociétés après une simple déclaration préalable. Mais l'opposition ne tient pas compte de cela quand elle affirme « l'annihilation en Russie » de tout droit de réunion ou d'association.

On veut en effet, sous prétexte de liberté et en jouant habilement sur ce mot, que l'État reste impassible en face de sociétés et de groupements poursuivant des buts manifestement illégaux et formés spécialement en vue de lutter contre le régime établi. Voilà toute la question. On veut que l'État considère comme légale une activité qui tend à organiser les masses populaires contre son existence même, contre le développement tranquille de la Russie. Un certain nombre de meneurs — toujours les mêmes — sous des prétextes ou des titres divers, s'immiscent dans des associations déjà formées ou en forment de nouvelles, puis attaquent brutalement et injurient non seulement le gouvernement, mais tout ce qui est vraiment russe, dans le but d'obliger les autorités à prendre contre eux des mesures rigoureuses. Ces mesures prises, leur parti s'empresse de crier « à la tyrannie, à l'enterrement du manifeste du 17 octobre », et de dénoncer « la volonté arrêtée du gouvernement de repousser l'établissement de tout régime légal ». C'est ce qui se passe également à propos des réunions publiques.

Il y a six ans, on ne pouvait organiser, non seulement un meeting, mais encore une simple conférence sans les plus grandes difficultés. Aujourd'hui, même les chefs du parti socialiste organisent des réunions et des conférences. Mais ici encore, cela ne suffit pas. On prétend obliger le gouvernement à tolérer des discours qui ne sont que des appels directs à l'émeute. Comme si vraiment l'émeute que nous avons traversée ne nous suffisait pas ; et comme si la nation

russe n'avait pas payé assez cher les fantaisies démagogiques de tout genre que l'on se permit alors !

Il est fort possible que tel ou tel gouverneur ou préfet fasse preuve d'une sévérité ou d'une prudence exagérée. Mais, d'autre part, il faut se rendre compte de ce que sont ces professionnels qui viennent ordinairement solliciter les autorisations de conférences et de meetings. Très souvent, ce sont des gens peu dignes de confiance : ils annoncent par exemple une conférence sur la lutte contre la sécheresse et, à la conférence même, ils parlent de la démocratie sociale. Ils donnent leur parole de ne pas attaquer l'Église orthodoxe et en matière de conclusion, au baisser du rideau pour ainsi dire, ils parlent grossièrement des sacrements du culte. Évidemment de pareils incidents, surtout quand ils se répètent constamment, sont propres à motiver une prudence extrême de la part de l'administration. Mais à qui la faute ?

Il y a chez nous beaucoup de personnes qui, à toute occasion, aiment à affirmer qu'il est grand temps que le gouvernement dépose enfin des projets de loi sur la presse, l'inviolabilité personnelle, le droit de réunion et d'association. Mais ces personnes oublient que tous ces projets ont déjà été élaborés et que l'un d'eux, relatif à l'inviolabilité personnelle, est depuis cinq ans devant la Douma. Ces projets sont-ils utiles? Très certainement, parce que les lois actuelles ne sont pas suffisamment précises, qu'elles ont été faites très hâtivement et que, sur beaucoup de points, elles présentent des lacunes. Mais aucun de ces projets ne peut être promulgué, car les rédactions que défend le gouvernement sont combattues par la droite et par la gauche, et les rédactions qui donneraient satisfaction à l'un ou l'autre de ces partis ne peuvent être admises par le gouvernement, qui ne peut ainsi arriver à trouver de majorité au sein du parlement.

L'exemple du projet de loi sur l'inviolabilité personnelle est particulièrement frappant. Qu'en a fait la Douma? La première commission qui l'examina ne se trouva pas d'accord avec l'assemblée, qui décida que sa commission avait travaillé dans un esprit trop conservateur. On remit alors le projet à une commission libérale. Celle-ci promit d'aboutir en un mois et demi. En réalité, un an et demi ne lui ont pas suffi pour arriver à un résultat.

Si, bien entendu, on remettait l'examen de ces questions à des meneurs révolutionnaires et à des amateurs de bouleversement politique, ils aboutiraient en une demi-heure. Ils donneraient le droit purement et simplement à tous les citoyens d'imprimer ce qui leur conviendrait, de calomnier à leur gré qui leur plairait, à condition que ces calomnies servissent la cause de la révolution. Voilà pour la loi sur la presse. Quant à la loi sur l'inviolabilité personnelle, elle serait encore plus catégorique. On dirait purement et simplement : les criminels politiques sont intangibles. Nous voulons espérer que ce n'est pas pour faire de telles lois qu'ont été établies en Russie les institutions représentatives et nous doutons que de pareilles tendances et de tels *desiderata* y trouvent au parlement un écho.

En général, il faut tenir compte de cette vérité historique qui découle de l'histoire de tous les pays, que jamais nulle part il n'a été accompli des réformes bonnes, durables et profitables quand elles ont été dictées par l'exaspération des passions politiques, faites sous l'empire d'enthousiasmes éphémères et — pour parler sans détours — d'un prurit réformateur. Chaque fois que pour une cause ou pour une autre un pays se trouve agité, secoué, il apparaît à la surface de l'opinion une quantité de théories suivant lesquelles il faudrait tout réformer du haut en bas. Ces théories sont d'ordinaire simplistes et souvent enfantines, et leur valeur

pratique est nulle. Elles réclament des réformes qui ne coûtent rien à proposer, mais qui, si on avait le malheur de les réaliser, feraient mourir les États les plus sainement et les plus fortement organisés.

Quoi de plus simple, en effet, que de proclamer la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association, etc.? Envisagées théoriquement ces réformes ne doivent pas seulement rajeunir la communauté, mais encore la fortifier sainement parce que les abus mêmes des libertés doivent montrer à l'État ce dont il doit se garder et par conséquent lui indiquer les limites qu'il doit imposer à leur développement. En pratique, malheureusement, il n'en est pas ainsi. Tout progrès — car c'en est évidemment un — fait vers la liberté absolue doit être rigoureusement mesuré suivant les conditions générales de la vie de l'État. Et il faut tenir compte principalement, dans cet ordre d'idées, des rapports existant entre les diverses classes sociales, du degré de culture de la masse, de l'état de bien-être moyen du pays, de ses traditions, de son histoire, etc. Il est évidemment difficile de tenir un compte exact de toutes ses conditions spéciales, mais si, d'autre part, on n'en tient pas compte, on risque de faire alors des expériences toujours dangereuses, parfois mortelles pour la nation.

CHAPITRE IX

L'ADMINISTRATION. — LES ZEMSTVOS
LES QUESTIONS NATIONALES

I

Un effort caractéristique est celui qui a été tenté pour maintenir les actes de l'administration dans des limites strictement légales. Mais il faut d'abord constater que ce problème ne dépend pas de telle ou telle réforme particulière mais principalement du personnel de l'administration. Ensuite, malgré tout le bruit mené par la presse de gauche qui prétend que l'administration locale viole constamment la loi et, suivant les affirmations des feuilles de gauche, « commet de prodigieux abus de pouvoir », il n'est pas difficile, en s'appuyant sur des données positives, précises et assez nombreuses, de démontrer que s'il se commet des abus de pouvoir, ces abus sont d'une part peu graves et de l'autre, relativement rares. Nous nous appuierons pour le démontrer sur les données qui nous sont fournies par les documents parlementaires. Chacun sait que la Douma peut, par la voie des interpellations et des questions, signaler et flétrir toute illégalité, quelle qu'elle soit, des autorités administratives de l'empire. Neuf sur dix de ces questions et de ces interpellations sont posées et déposées, bien entendu, par des députés de la gauche. Or, nous savons, de reste, que ces députés ne sont pas enclins à passer sous

silence les erreurs des fonctionnaires locaux, mais au contraire à les grossir en toute circonstance et parfois même à les inventer. Par conséquent, il n'est pas téméraire d'affirmer que tout acte pouvant à un degré quelconque être considéré comme un abus administratif trouve nécessairement un écho à la Douma. Or, si nous examinons les documents parlementaires, nous constaterons que pendant sa première session la troisième Douma a vu déposer sur son bureau trente et une interpellations, pendant sa seconde trente-six, pendant sa troisième trente-sept et pendant sa quatrième trente-neuf. De ces interpellations, 5 pour 100 seulement ont porté sur des questions générales. Tout le reste a porté sur les actes de l'administration. Mais dix-neuf interpellations ont été retirées par leurs auteurs mêmes, ce qui tend à démontrer que fréquemment ils ont été forcés de reconnaître ouvertement que leurs accusations étaient sans fondement. Ainsi, en réalité, en quatre ans, la Douma a eu à examiner cent vingt-quatre interpellations (ou questions). Ces cent vingt-quatre interpellations, sauf de très rares exceptions, ont toutes porté sur les agissements des fonctionnaires de l'administration provinciale.

La Douma a, jusqu'à ce jour, écouté un peu moins de la moitié de ces interpellations. Elle a reconnu illégaux les agissements administratifs incriminés dans trois cas seulement. Il semble évident que si l'illégalité, dans le domaine administratif, était réellement la règle, nous aurions de tout autres chiffres et que nous arriverions à un tableau tout différent. Mais examinons les documents de plus près. A la fin de la cinquième session, il restait des interpellations de la première et de la deuxième session qui n'avaient pas encore été discutées et dont une, pourtant, avait été inscrite à l'ordre du jour d'urgence. Si les faits visés avaient eu réellement le caractère de gravité qu'on leur reprochait, ces inter-

pellations ne seraient pas demeurées, croyons-nous, cinq années à attendre leur discussion.

Seulement ici encore il s'agit de s'entendre. Quand ils parlent d'*illégalité*, les membres de la gauche veulent dire en réalité qu'il existe tout simplement beaucoup de lois qui ne leur plaisent pas et qu'à leur avis les fonctionnaires ne doivent pas appliquer. La loi donne, par exemple, à l'administration le droit de dissoudre toute société qui s'écarte de l'objet de ses statuts ou fait montre de tendances révolutionnaires. Les gauches n'ont de sympathie que pour des sociétés de ce genre, et chaque fois que l'une d'elles encourt la dissolution on vient nous parler d'abus de pouvoir administratif. Ou bien encore, la loi donne au gouverneur le pouvoir d'autoriser ou non les conférences publiques. Si un gouverneur n'autorise pas une conférence de quelque personnalité marquante de la gauche ou utile à la gauche, tous les organes de gauche se mettent à protester contre « l'arbitraire du gouverneur » ; ils affirment que sa fonction consiste par excellence à violer la loi et que l'existence de pareils gouverneurs consacre l'arbitraire administratif de l'État. Les récriminations augmentent encore d'intensité s'il s'agit de l'expulsion d'un juif n'ayant pas le droit de résidence dans la localité où il s'est fixé ou de la mise en accusation pour infraction commise dans l'exercice de ses fonctions de quelque membre d'un zemstvo appartenant à un groupement de gauche ou de quelque maire de ville connu pour son radicalisme.

Nous ne prétendons nullement que dans le domaine administratif tout se passe pour le mieux dans le meilleur des mondes. Chacun sait, en effet, que parmi les agents du pouvoir central de tous les rangs et de toutes les classes, il s'est rencontré et il se rencontre encore des gens dont les agissements sont justement répréhensibles. Mais le gouver-

nement s'est précisément attaché à ne pas couvrir leurs fautes ; il a pris toutes les mesures possibles pour que les coupables fussent atteints comme de simples citoyens. Et c'est ainsi que sont, au cours de ces dernières années, tombés sous le coup des lois des adjoints de ministres et des gouverneurs, des fonctionnaires secondaires de la police et des chefs de districts, en un mot des personnes occupant les divers échelons de la hiérarchie administrative. Les coupables n'ont pu être sauvés ni par leur situation personnelle, ni par les démarches de leurs amis ou de leurs parents dont beaucoup étaient parfois des personnages fort influents. Rien ne put fléchir le gouvernement et ils furent mis en jugement ou révoqués suivant la gravité et la nature des infractions par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions.

En même temps qu'il s'engageait en effet dans la voie des réformes, le pouvoir central modifiait radicalement ses rapports avec ses agents. Auparavant, il semblait en général estimer que dans l'intérêt de son prestige, il était indispensable de passer l'éponge, autant qu'il était possible, sur les abus ou exactions qui pouvaient être commis par l'administration, ou tout au moins de régler tous les comptes en famille, sans bruit et sans scandale. On s'est à présent convaincu qu'au contraire, seule, l'extirpation résolue des abus et des causes d'abus, l'extirpation effective, sérieuse, capable de se faire sentir de tous, pouvait et devait assurer et affermir le prestige du pouvoir central. Cette manière d'agir rencontra évidemment bien des adversaires, mais elle ne s'en est pas moins implantée définitivement dans nos mœurs administratives et a enfin obligé tous ceux qui voulaient entrer dans l'administration à surveiller leurs actes et à modifier leur manière de voir et de faire. Quiconque ne voulut pas ou ne sut pas se soumettre aux exigences nouvelles fut par cela même reconnu impropre

aux fonctions publiques. Quiconque eut à sa charge un certain nombre d'infractions plus ou moins caractérisées dut rendre compte de ses actes à la justice. Autrement dit, les efforts du pouvoir central tendirent à un seul but : non seulement le respect absolu de la loi, mais encore la pratique des sentiments d'intégrité, d'impartialité et de devoir qui caractérisent une bonne administration. Les nombreux procès que le gouvernement fit à ses agents quand ils ne se conformaient pas à ces règles de bonne administration montrent clairement, d'une part, que le pouvoir central ne couvrit aucun abus, et, de l'autre, les difficultés qu'il a eues avec des agents que leur ancienne conception des fonctions publiques avait souvent corrompus. Les six dernières années ont donné des résultats très appréciables ; on est parvenu en effet à établir dans l'administration une conception nouvelle des fonctions publiques et on a pris toutes les mesures nécessaires pour rendre cette conception fondamentale et obligatoire à tous les échelons, en haut comme en bas. On peut objecter que les enquêtes et les révisions sénatoriales, qui ont tant contribué à assainir l'administration, ne peuvent pas durer éternellement et que d'autre part il est impossible d'ériger la révision en moyen permanent de gouvernement. Enfin on ne manquera pas de dire que rien ne prouve qu'aussitôt la révision terminée, les rouages administratifs ne recommencent pas à fonctionner exactement comme par le passé. Parfaitement, mais en parlant ainsi, on perd de vue quelques facteurs importants du problème. Il est évident que les révisions, surtout quand elles sont aussi fréquentes que celles pratiquées au cours de ces dernières années, ne peuvent être utiles qu'à la condition d'être rigoureusement temporaires. Si elles étaient, non pas même permanentes, mais simplement trop fréquentes, elles deviendraient sans aucun doute nuisibles, car elles boule-

verseraient de fond en comble le fonctionnement régulier de la vie administrative ; elles éveillent en effet les passions et apportent dans le mécanisme administratif une perturbation inévitable. Mais personne n'a jamais prétendu en faire un moyen normal de gouvernement. Elles n'ont été qu'un moyen de vérification générale des différentes administrations de l'empire, un moyen décisif et efficace quant à ses résultats, puisqu'il a permis de découvrir une série de plaies et de blessures. Là devait se borner leur rôle. Ensuite, voici ce qui s'imposait logiquement : se servir des matériaux abondants fournis par ces larges révisions pour édifier des réformes durables ; les révisions ont en effet permis d'établir et de dégager les points essentiels sur lesquels devait se porter surtout l'attention du gouvernement. C'est ainsi que l'on procéda, et, d'abord un peu à tâtons, puis plus tard avec ordre et méthode, l'administration centrale fut appelée à contrôler d'une manière exacte et constante les actes de l'administration provinciale, ce qui n'était pas une tâche facile dans un pays grand plusieurs fois comme l'Europe occidentale. On commença par organiser des tournées d'inspection provinciale faites par de hauts fonctionnaires et des enquêtes isolées. Pour ne citer que le seul ministère de l'intérieur, le nombre des inspections et des enquêtes ainsi effectuées n'atteignit pas moins de cent annuellement au cours de ces dernières années.

On peut si l'on veut critiquer ce système ; mais il est impossible de nier que jusqu'à ce jour il est le seul qui ait permis à l'administration, dans un pays aussi grand et aussi divers, de se faire une idée exacte de ses points forts et de ses points faibles dans chaque petite circonscription territoriale. Or, c'est précisément la connaissance de soi-même, de ses moyens et de ses ressources, de ses défauts et de ses qualités qui constitue, pour un organisme quelconque, la possibilité

de s'administrer lui-même et partant d'administrer les intérêts généraux ou particuliers dont il a la charge.

II

Nous parlons de réformes. Étudions la question du zemstvo. Que n'a-t-on pas proposé et que ne propose-t-on pas pour le réformer ! Tantôt ce sont des élections par le suffrage universel, avec droit de vote aux femmes. Tantôt c'est une telle extension du pouvoir du zemstvo que l'administration provinciale n'aurait plus qu'à assurer le service local. Enfin ce sont des projets qui, sous prétexte de démocratiser le zemstvo, demandent qu'il soit dirigé contre la noblesse. On ne saurait énumérer tous les projets proposés.

Ce à quoi on ne songe malheureusement pas souvent, c'est que la composition du zemstvo n'est qu'une question politique, tandis que son intérêt vital est ailleurs. Il faut d'abord décider quel est le but du zemstvo et sur quelles ressources il peut compter. Quels que soient les défauts des membres et du personnel de ces institutions provinciales, les défauts principaux qu'elles présentent apparaissent en définitive comme la conséquence de la vétusté des règlements régissant leur activité et de leur grave pénurie d'argent. Par conséquent, les réformes, s'il est nécessaire de les commencer, doivent porter sur ces points et non sur la composition politique des assemblées.

Nous pourrons trouver à cet égard tous les exemples que nous voudrons dans l'histoire de l'organisation provinciale prussienne qui, et en toute justice, est considérée comme la mieux organisée. En Prusse, comme chacun le sait, il s'est

produit en 1848 un mouvement révolutionnaire qui a amené la convocation d'une assemblée en vue de l'élaboration d'une constitution. Cette constitution fut effectivement élaborée, mais elle resta à l'état de projet. L'assemblée, issue de cette constitution, fut dissoute (comme notre première Douma) ; quant à la deuxième assemblée qui, comme notre deuxième Douma, apparut encore plus avancée que la première, elle fut également dissoute avant même d'avoir pu examiner ce projet. Il fut convoqué une troisième assemblée vers la fin de l'année 1849. Elle eut à examiner un tout autre projet de constitution que celui qui avait été soumis aux assemblées précédentes ; cette fois-ci le nouveau projet avait été élaboré par le gouvernement. L'assemblée l'adopta presque sans amendements. En même temps, les trois assemblées étaient appelées l'une après l'autre à s'occuper d'un projet de réforme générale des institutions provinciales. Et ici encore les choses se passèrent de la même façon ; la première assemblée avait essayé de faire passer une loi d'après laquelle l'assemblée provinciale était formée sur les bases les plus largement démocratiques ; la deuxième assemblée l'avait amendée dans un esprit encore plus radical ; enfin, la troisième assemblée eut à examiner un nouveau projet, qui lui fut présenté par le gouvernement.

C'était en somme un compromis. Le radicalisme en était exclu ; mais le projet portait bien l'empreinte de l'époque. Il prévoyait pour les assemblées provinciales un cens électoral faible, une compétence très étendue, le droit de résoudre les questions se rapportant à la définition et à l'établissement des communes ; en un mot tout ce que les théoriciens libéraux de l'époque avaient prévu et préconisé. Mais d'autre part, il contenait certains tempéraments qui avaient paru d'autant plus nécessaires au gouvernement qu'il semblait craindre les conséquences de ses propres concessions au

parti radical. C'est ainsi que, repoussant le principe des castes, le projet donnait la prédominance aux propriétaires fonciers. Il limitait l'autonomie financière des institutions locales, car il ne voulait pas que les assemblées provinciales dissipassent toute l'épargne populaire ; mais en même temps, conformément au principe de l'autonomie que le gouvernement mettait au premier plan, il donnait aux organes locaux des droits étendus.

Toutefois le projet ne put devenir loi, car dès les premiers pas il apparut qu'il ne contentait personne et qu'il était totalement inapte à créer une activité provinciale viable. Les uns lui reprochaient son insuffisance de principes ; les autres, sa trop grande abstraction ; d'autres enfin lui reprochaient d'aller trop à l'encontre des traditions historiques du pays.

Dès le mois de mars 1851, c'est-à-dire quelques mois seulement après l'apparition du projet, la Chambre Haute jugea indispensable de poser la question de sa révision fondamentale. Les débats montrèrent dès le premier jour que non seulement la majorité de la Chambre mais encore le comte Manteuffel lui-même, qui était alors le chef du gouvernement, voyaient dans la réforme provinciale « un enfant illégitime de la révolution » et qu'il était préférable de revenir purement et simplement au système de l'ancienne organisation provinciale, en la corrigeant et la modifiant conformément aux exigences de l'époque.

Et c'est ce qui eut lieu. A partir de ce moment et presque jusqu'en 1853, l'activité du gouvernement et des Chambres qui travaillaient solidairement avec lui fut exclusivement orientée dans ce sens. En fin de compte, le gouvernement et les Chambres repoussèrent catégoriquement sur tous les points essentiels la loi de 1850, qui fut rapportée. Quant à la réforme, elle fut morcelée en une série de réformes par-

tielles, que l'on se mit à réaliser les unes après les autres.

Si la Prusse, repoussant la loi bâtarde de 1850, était revenue résolument à l'état de choses d'avant la révolution, cela ne signifiait nullement qu'elle eût fait un pas en arrière. Au contraire, elle aurait fait un pas en arrière si elle avait accepté le compromis de 1850, car elle aurait en effet risqué de renoncer à ses traditions historiques sans s'être donné une base solide sur laquelle pût s'édifier le développement organique et paisible de sa vie provinciale.

Les événements ont prouvé, par la suite, que ni le gouvernement ni les Chambres n'avaient fait fausse route. En décidant en 1853 d'oublier la loi de 1850 et en revenant à l'ancien ordre de choses, revu sans doute et corrigé, ils ont mérité la plus grande reconnaissance des générations à venir. Nous savons que l'administration provinciale prussienne, soutenant les vues alternativement libérales et conservatrices du gouvernement, se maintint durant vingt années dans cette forme à laquelle le gouvernement et les Chambres l'avaient ramenée après l'essai de 1850, pour la plus grande prospérité du pays, jusqu'au jour où le système représentatif fut enfin entré dans les habitudes publiques et fit partie intégrante de la vie prussienne.

Nous nous sommes permis cette longue digression dans l'espoir de mieux préciser notre pensée. Nous ne nous proposons nullement de démontrer que, d'une façon générale, les réformes sont inutiles ou qu'il faut nécessairement profiter de tous les incidents propres à les retarder. Pas le moins du monde. Nous disons qu'il faut se défendre des enthousiasmes réformateurs et se rappeler que quelquefois il est beaucoup plus difficile de s'abstenir d'une réforme que de l'accomplir. Il faut se rappeler constamment que la vie est une chose complexe et qu'elle punit souvent cruellement ceux qui veulent la traiter d'une façon trop simpliste. Évo-

luant toujours suivant un principe immuable de développement organique, elle fait payer cher toutes les tentatives insuffisamment réfléchies ayant pour but de modifier son cours.

Si nous revenons maintenant à la question du zemstvo russe et si nous l'examinons en nous plaçant au point de vue que je viens d'indiquer, nous constaterons que dans ses grandes lignes, la question peut se résumer de la façon suivante. Aussitôt qu'a été établi chez nous le système représentatif, le zemstvo dut renoncer au rôle politique qu'il se réservait jusque-là jalousement, en dépit des efforts constants du gouvernement pour le contenir dans les limites de ses fonctions administratives et économiques. C'est alors que, sous la poussée même des événements, un fait tout naturel se produisit. Le zemstvo perdit peu à peu ses éléments radicalisants ; tout ce qui était apte au métier de politicien mais piètre administrateur local, le quitta pour se consacrer à la politique. Il s'ensuivit naturellement une détente entre le gouvernement et le zemstvo ; leurs rapports changèrent du tout au tout. Jusque-là il avait régné dans les sphères gouvernementales à l'égard du zemstvo un esprit de défiance, qui était d'ailleurs parfaitement fondé, puisque beaucoup de zemstvos s'occupaient surtout de la lutte politique contre le pouvoir central. La défiance disparut pour faire place à un désir sincère, de la part du gouvernement, de travailler d'accord avec le zemstvo. Auparavant on était convaincu de la nécessité de limiter l'autonomie financière du zemstvo. Maintenant on se déclara prêt, tout au contraire, à améliorer sa situation financière. Précédemment on avait été disposé à réduire sa compétence ; maintenant on se persuada au contraire qu'il fallait l'étendre. On avait peur jadis de réformer le zemstvo et de le faire participer à l'administration locale du pays. Maintenant on

arrivait au contraire à désirer que le zemstvo eût voix même dans les questions générales d'administration. On se mit à élaborer les uns après les autres plusieurs projets tendant à introduire des zemstvos là où il n'en existait pas, alors qu'auparavant on était porté à remplacer le *self government* du zemstvo par des comités mixtes spéciaux. Rappelons que dans les six gouvernements de l'Ouest, où le zemstvo n'existait pas, on l'a maintenant introduit et que dans les gouvernements d'Orenbourg, d'Astrakhan et de Staropol cette réforme est en voie d'exécution. S'il y a encore des obstacles qui empêchent l'établissement du zemstvo en Sibérie, ils ne proviennent nullement de ce qu'en principe le gouvernement est hostile à leur introduction dans ces provinces, mais bien de ce que, dans la majorité des districts, du moins à l'heure actuelle, il est impossible de réunir les éléments nécessaires à la formation des assemblées provinciales du zemstvo.

Le gouvernement, on le voit, commença à s'appuyer sur le zemstvo et à voir dans les hommes des zemstvos un important élément social dont le bon sens et l'expérience pouvaient aider considérablement l'État dans l'accomplissement de sa tâche complexe. En dépit des efforts de la presse de gauche pour démontrer que le gouvernement joue double jeu et que les gouverneurs continuent comme par le passé à refuser de confirmer les fonctionnaires choisis par le zemstvo et même à opposer leur *veto* aux décisions des assemblées provinciales, le pays ne se laisse pas tromper. On sait fort bien en effet en province que la confirmation dans leurs fonctions n'est refusée pratiquement qu'aux révolutionnaires, de même que l'on sait fort bien qu'un gouverneur qui apporte du parti pris et de l'hostilité contre le zemstvo dans ses relations avec celui-ci, ou même qui ne sait pas trouver le moyen d'asseoir sur des bases raisonnables

sa collaboration avec le zemstvo, ne reste jamais bien longtemps à son poste. Enfin on sait aussi fort bien que jamais le gouvernement ne se refuse à prendre en considération une requête de zemstvo et à faire tout ce qui peut faciliter la tâche du zemstvo.

Il en résulte qu'à ce point de vue, les conditions générales de l'activité des zemstvos sont devenues nettement favorables. Mais alors, et alors surtout, s'est posée la question financière. De 1895 à 1906, par exemple, les budgets des zemstvos croissaient déjà d'année en année et le total général de leurs dépenses avait doublé, passant de 66 millions de roubles à 124. A partir du jour où l'activité des zemstvos eut pris une nouvelle orientation, c'est-à-dire de 1907 à 1911 inclusivement, soit une période de six ans, leurs dépenses se sont élevées de 124 à 192 millions de roubles. On voit donc qu'au cours des six dernières années, ces dépenses ont augmenté dans une plus grande proportion que pendant les dix années précédentes. Cependant, le zemstvo est demeuré jusqu'à ce jour limité par la loi aux mêmes recettes que par le passé et par conséquent il ne peut augmenter les impôts en proportion de ses dépenses. D'autre part la source principale de ses revenus est la propriété foncière ; il s'ensuit que la plus grande partie des impôts locaux est supportée par l'agriculture. Sans doute celle-ci se développe rapidement ; mais elle ne peut pas cependant faire face à l'augmentation encore beaucoup plus rapide des besoins du zemstvo.

C'est là le nœud de la réforme provinciale en Russie. Avant de discuter sur le point de savoir quels sont les gens les plus désignés pour faire partie des zemstvos, il faut définir nettement les limites, correspondant plus exactement aux conditions nouvelles de notre époque, dans lesquelles il convient d'enfermer l'activité du zemstvo et, auparavant,

il importe encore de décider à l'aide de quelles ressources le zemstvo pourra exercer cette activité. Ceux qui voient dans ce problème beaucoup moins un grave problème d'État qu'un moyen d'agitation politique auront une réponse toute prête et très facile. Évidemment, diront-ils, c'est le gouvernement qui doit pourvoir au déficit des zemstvos. Mais est-ce une réponse? Le gouvernement n'a pas d'argent à lui, que nous sachions; son argent, c'est celui de l'État. Or, le zemstvo, à l'heure actuelle, n'existe pas dans tous les gouvernements de l'empire. Dès lors, est-il admissible de faire supporter des dépenses locales spéciales aux zemstvos de quarante gouvernements par l'empire tout entier? Et puis, qu'est-ce qu'un *self government* provincial qui fonctionnerait aux frais du Trésor public?

On nous objectera qu'actuellement, dans de nombreux cas, le gouvernement donne de l'argent aux zemstvos par voie de prêts et de secours. Mais ce n'est pas une objection. Les prêts sont faits sous forme d'emprunts. Quant aux secours, ils sont relativement très restreints et ont toujours le caractère d'allocations faites avec une indication spéciale d'emploi.

C'est sur un autre terrain que le gouvernement s'est placé pour résoudre la question. Il s'est occupé d'abord d'organiser un crédit accessible actuellement aux zemstvos. En second lieu, il a procédé à un examen détaillé des finances locales et proposé une série de mesures qui, pour commencer, donneront aux zemstvos plus de 40 millions de roubles annuellement. Le crédit est organisé par l'intermédiaire d'une caisse spéciale qui fera les avances aux zemstvos et aux villes, sur des obligations spéciales, pour 150 millions de roubles au total. En outre, les zemstvos et les villes auront désormais la possibilité de trouver du crédit dans les banques provinciales privées Si l'on ajoute à toutes ces

ressources nouvelles, l'augmentation de 40 millions des recettes annuelles, on voit que, de toute évidence, la situation du zemstvo se trouvera du coup considérablement améliorée.

Mais, pour les critiques attitrés des mesures gouvernementales, tout cela est peu. On organise un crédit de 150 millions ; ils veulent que ce crédit atteigne 200 millions. On assure une augmentation des recettes du zemstvo de 40 millions ; ils trouvent qu'au minimum cette augmentation aurait dû être de 100 millions. Les représentants du parti cadet, qui s'intitule celui de la « liberté populaire », vont plus loin encore. Avec leur grandiloquence ordinaire, c'est 400 millions qu'ils inscrivent à leur programme et cela dès les premiers dix ans, ou à peu près.

On vise à frapper le gros public, qui se dit que 400 est plus que 200, que 200 est plus que 100, comme 100 est plus que 40. On oublie que les chiffres proposés par le gouvernement n'ont pas été établis au gré de ses caprices, mais bien en tenant compte de tous les éléments du problème. Le crédit est indispensable, mais il est dangereux de s'endetter outre mesure. Il faut, il est vrai, au zemstvo de nouvelles sources de revenus et en général une meilleure utilisation des ressources locales ; mais il serait, d'autre part, infiniment dangereux d'accabler la population d'impôts et de drainer ses ressources.

Proposer à l'heure actuelle une réforme générale de l'organisation provinciale serait profondément téméraire. Personne ne met en doute que le zemstvo n'ait en fait considérablement augmenté son activité administrative et économique, ni qu'il puisse, dans un avenir plus ou moins prochain, l'augmenter encore dans une large mesure. Mais pour décider ce que le zemstvo peut ou doit faire et dans quelles limites il convient d'élargir ses fonctions, il est indispen-

sable de procéder à un examen préalable de tous les services spéciaux de l'administration desquels dépend le bon fonctionnement de la vie locale. Les services médico-sanitaire, vétérinaire, de construction, d'assurance, d'approvisionnement, de voirie, etc., se trouvent actuellement dans une période de transformation. On travaille avec la plus grande énergie à réviser les lois qui les définissent et en même temps on en élabore de nouvelles en vue de donner une plus ample satisfaction aux besoins locaux. Tant que tout ce travail n'est pas terminé, il est impossible d'établir, avec la précision que réclament les grandes réformes générales, un nouveau régime du zemstvo.

Nous touchons ici à des questions dans la solution desquelles il nous sera impossible de nous rencontrer avec ceux qui ne voient dans la réforme provinciale qu'un acte exclusivement politique. Il est évident que de ce point de vue tout ce qui nous paraît, à nous, être au premier plan devient secondaire. Pour les réformateurs « politiques », le point essentiel consiste à savoir quelle réponse le gouvernement entend donner à la question suivante : le zemstvo doit-il rester comme par le passé entre les mains de la classe noble ou doit-on prendre des mesures pour l'ouvrir à tous les ordres sociaux? Mais ici une explication s'impose. Quand on demande l'ouverture du zemstvo à toutes les classes sociales, on a en réalité en vue un idéal politique très déterminé qui a fort peu de rapports avec les principes égalitaires dont il se réclame et rien à faire avec l'administration provinciale. On a en vue un zemstvo formé d'un petit nombre de paysans dociles aux meneurs de gauche et d'une grande majorité d'intellectuels à tendances radicales, c'est-à-dire n'ayant que peu d'intérêts fonciers dans la région, ou même d'individus simplement domiciliés dans la localité et y ayant la prépondérance numérique. Ajoutons, d'ailleurs, que si,

d'autre part, nous nous adressons à ceux qui sont partisans du maintien intégral du zemstvo dans sa forme actuelle, nous entendrons invariablement cette réponse : il faut un zemstvo comprenant un nombre déterminé de paysans dévoués aux partis de droite et une majorité écrasante de conservateurs. Autrement dit, il ne s'agit pas ici d'une lutte de principes, mais plutôt d'une compétition entre deux courants politiques de droite et de gauche. Les questions de classe ne sont mises en avant de part et d'autre que parce qu'il est permis d'attendre de la noblesse une majorité de droite et de l'élément intellectuel populaire une majorité de gauche.

Il n'est pas douteux que cette manière d'envisager les chose ne conduise en fin de compte aux pires déboires et ne nuise aux intérêts vitaux des campagnes. Dans les questions de ce genre la moindre innovation doit être précédée d'un examen consciencieux de la question sous tous ses aspects, si l'on veut éviter de jeter les campagnes dans un conflit politique des plus violents et dans le trouble social le plus stérile.

Citons en concluant quelques chiffres qui nous semblent assez caractéristiques. La composition des assemblées provinciales est considérée par la gauche comme trop aristocratique. N'oublions pas que la majorité actuelle dans les zemstvos a remplacé l'élément radical et que par conséquent les gauches sont forcément portées à la décrier systématiquement. Quand cette majorité est arrivée au pouvoir, la presse de gauche a affirmé péremptoirement que son unique but était la gestion des affaires de façon à « assouvir les appétits des propriétaires » au prix des intérêts vitaux et essentiels de la masse.

Voyons donc ce qu'a fait cette majorité d'après ce que disent les chiffres. En ce qui concerne l'instruction populaire, pour laquelle, au moment du départ des zemstvos de l'élément radicalisant, on dépensait en tout 25 millions annuellement, il a été dépensé l'année dernière 52 millions. Pour

l'assistance médicale nous observons la même progression : de 36 millions dépensés en 1906, les dépenses sont passées l'année dernière à 54 millions. Si maintenant nous examinons les dépenses se rapportant aux besoins économiques de la population, nous trouverons des chiffres encore plus caractéristiques : en 1901, les zemstvos ont consacré à ces dépenses 2 600 000 roubles. Pendant les cinq années qui ont suivi, les dépenses ne se sont accrues que d'un million. Au contraire, de l'année 1906 à l'année présente, elles se sont élevées de 3 600 000 roubles à presque 10 millions. Et à l'heure actuelle, en dépit de toutes ces nouvelles dépenses, les zemstvos sont parvenus à liquider une partie importante de l'arriéré à payer et à dépenser plusieurs millions en exécution de crédits prévus par les exercices des années précédentes. Où donc est l'esprit de caste? Où se révèlent ces appétits des propriétaires? Leurs enfants ne fréquentent pas les écoles de village ; les nobles travaillant au sein du zemstvo ne sont pas soignés dans ses hôpitaux ; les propriétaires ne profitent que très rarement de l'assistance d'ordre économique.

Mais nous comprenons la gauche quand elle attaque la majorité actuelle du zemstvo et qu'elle l'accuse de « réaction ». Cette majorité en effet a chassé de la caisse du zemstvo les bandes révolutionnaires qui ne regardaient l'argent du zemstvo que comme un capital destiné à payer les entreprises révolutionnaires. Elle a arraché le zemstvo aux mains des politiciens, dans lesquels l'avaient fait tomber les radicaux, et ainsi elle a mis à jour toutes les combinaisons louches qui se faisaient à l'abri de l'ancien système. Est-ce bien une « réaction »? En tout cas, il est certain qu'elle apparaît comme bienfaisante, non seulement au point de vue de l'ordre général dans l'État, mais aussi au point de vue du développement et de l'épanouissement de la vie provinciale.

III

Il reste encore une question sur laquelle nous voudrions nous arrêter et autour de laquelle il s'est mené, au cours de ces dernières années, une campagne de presse passionnée. Nous voulons parler du mouvement national russe, de la politique nationale du gouvernement, du nationalisme en un mot. Bien qu'on ait beaucoup écrit sur cette question, on l'a, à notre avis, fort peu élucidée.

Nous commencerons par quelques considérations générales. Il est indiscutable que si l'on compare l'état d'esprit des grands cercles de la société russe avant l'émeute et après l'émeute, on est amené à reconnaître que toute l'évolution qui a eu lieu s'est faite dans le sens nationaliste et en conformité avec l'idée nationale. Cela d'ailleurs est très facile à expliquer. La révolution s'était acharnée avec une haine toute particulière contre tout ce qui, d'après elle, caractérisait la vieille Russie. Autocratie, orthodoxie, idée nationale, — il faut comprendre par ce mot l'autoconscience populaire de l'idée nationale, — telle était, d'après les révolutionnaires, la devise par excellence de « la Russie officielle », et à laquelle, par conséquent, ils s'attaquaient. Contre l'autocratie, on vit surgir les diverses conceptions idéales de parti, depuis le parlementarisme jusqu'à la république sociale. Contre l'orthodoxie, on se mit à enseigner une liberté de conscience conçue de telle façon qu'elle devait reconnaître la liberté de toutes les confessions, sauf de la confession orthodoxe. Enfin contre le nationalisme on argua que la Russie n'était que la réunion de nationalités diverses, parmi

lesquelles la nationalité russe était relativement une des plus considérables, mais toutefois sans prédominance absolue. Et pour pénétrer la masse de cette nouvelle conception on cloua l'idée nationale russe au pilori, on la tourna en dérision et on couvrit le nationalisme d'injures et de ridicule.

On n'avait pas prévu les conséquences fatales de ces attaques. En dépit de toutes les données statistiques et de la manière habile dont on les travestissait, le peuple russe ne pouvait se décider à admettre qu'il ne fût qu'un des éléments divers formant la Russie et que la prépondérance dans l'État dût revenir à d'autres nationalités. Était-il disposé à faire sentir sa force et à imposer son hégémonie? C'est une autre question. Il se peut que non. En tout cas, dans son extrême modération, il n'avait sans doute aucunement l'intention de refuser aux non-Russes le droit à une certaine autonomie. Mais en essayant d'ébranler et de contester systématiquement cette souveraineté du peuple russe chez lui, sur la terre russe, on le rendit instinctivement méfiant et on fit naître chez lui des passions qu'il eût été plus prudent de ne pas exciter.

Ainsi, la recrudescence du sentiment national en Russie, qui, sans aucun doute, a caractérisé ces dernières années, apparaît comme la conséquence directe du manque de tact des meneurs écervelés de la révolution que nous avons vécue. Le nationalisme naquit et se développa comme une protestation contre l'élément allogène qui se disposait à profiter trop insolemment et trop largement de l'émeute russe. Il grandit en raison directe de l'intensité de la lutte qui était menée contre l'idée nationale russe et si, à certains moments, il alla trop loin, c'est précisément parce que la lutte contre l'idée nationale avait été à ces moments-là poussée au paroxysme de la violence.

Le gouvernement étudia posément la question et se traça

une ligne de conduite. Il ne pouvait évidemment s'agir de savoir à qui devait appartenir l'hégémonie en Russie. Poser ainsi la question était le fait de l'égarement révolutionnaire. Pour le gouvernement la difficulté résidait ailleurs. Il s'agissait de savoir par quelles mesures efficaces il convenait de sauvegarder l'hégémonie du peuple russe là où cette hégémonie, sous une forme ou sous une autre, était méconnue ou en danger de disparaître, ou insultée ; mais à côté de cela, il convenait aussi d'agir de façon à ce que les droits légaux et les intérêts des allogènes de l'empire fussent non seulement sauvegardés, mais encore continuassent à se développer et à prospérer d'une manière rationnelle. Tel était le problème, complexe en lui-même, compliqué encore parce qu'il fallait inévitablement lutter d'une part contre le chauvinisme, de l'autre, contre l'anarchie, et qu'il ne fallait pas perdre de vue à ce moment surtout où il importait de grouper autour du pouvoir central toutes les bonnes volontés, que toute action ayant pour but de défendre les allogènes devait produire dans les milieux russes une impression pénible et les mécontenter à un tel point que peut-être iraient-ils jusqu'à y voir une trahison de la cause russe.

Le gouvernement eut donc à faire front de deux côtés à la fois ; les allogènes et leurs amis prétendaient démontrer que le gouvernement s'acheminait à la persécution ; les grands cercles de la société russe affirmaient que le gouvernement ne savait pas agir et qu'il se laissait trop facilement intimider par les violentes attaques des allogènes.

S'il a pu, dans des conditions si difficiles, être beaucoup fait durant ces dernières années, c'est seulement grâce à l'énergie du pouvoir central qui sut aller droit vers le but qu'il se proposait sans se laisser intimider et affirmer hautement sa conception de la politique nationale.

La question essentielle était la question finlandaise. La

politique de condescendance et de concessions pratiquée en Finlande par le gouvernement russe depuis l'assassinat du général Bobrikoff avait ramené dans le pays les meneurs intransigeants et séparatistes du parti suédomane. Les éléments relativement modérés, prêts à s'entendre dans une certaine mesure avec le gouvernement russe, notamment les vieux Finnois, jetèrent aussitôt le cri d'alarme, signalant l'erreur grave qui venait d'être commise. Mais ce qui était fait était fait, et pour tout observateur impartial il était clair qu'il fallait s'attendre à de graves événements.

On affirma tout d'abord la théorie de la Finlande indépendante, d'après laquelle la Finlande devait être placée désormais sur le pied d'un État à part. Pour soutenir cette théorie, l'aile gauche des suédomanes s'allia aux cercles révolutionnaires russes locaux et travailla dans ce sens les masses populaires.

Les vieux Finnois proposèrent différents compromis et en général s'efforcèrent de rappeler qu'il convenait d'utiliser la « nouvelle politique » inaugurée par le gouvernement russe et basée sur un bon sens pratique. Mais ces sages avertissements furent étouffés par les folles clameurs des révolutionnaires. A la fin de 1905, quand parut le manifeste du 22 octobre, le rôle prédominant appartenait entièrement en Finlande aux partisans du séparatisme finlandais. Cet acte gracieux du pouvoir suprême donnait aux Finlandais le double de ce qu'ils auraient pu espérer quelques années auparavant. Le manifeste accordait en effet des droits étendus à la représentation populaire, le droit pour la Finlande de contrôler la légalité des dispositions prises par le gouvernement russe ainsi que la liberté politique ; il admettait l'ingérence de la Diète dans l'organisation des branches locales de l'administration centrale. Cependant la réponse au manifeste fut une série d'émeutes et un mouvement popu-

laire qui, en Finlande, prit presque les proportions d'une véritable révolution.

Le Sénat composé de vieux Finnois céda aux suédomanes qui aussitôt, par la bouche d'Aksel, Lillé, etc., déclarèrent que « la nouvelle Diète qui serait élue par le suffrage universel avec égalité de voix pour tous les citoyens, aurait à résoudre le problème de la forme nouvelle du gouvernement de la Finlande et à prendre des mesures pour faire aboutir la rédaction d'un acte d'union avec la Russie ; qu'il était indispensable de définir et de garantir une fois pour toutes les rapports de la Finlande avec l'empire et de rejeter dans le domaine des chimères tous les projets futurs de législation générale d'empire dont il avait été jadis parlé dans le manifeste de février. »

Les événements se succédèrent dans l'ordre suivant : le Sénat suédomane releva les uns après les autres de leurs fonctions les fonctionnaires finlandais qui, au moment aigu de la crise, avaient fait preuve de modération, s'attachant à pourvoir aux vacances ainsi créées, en nommant invariablement des « opposants » qui, ou bien avaient été révoqués au temps de Bobrikoff ou bien avaient donné leur démission. Une amnistie générale fut proclamée ; tous les fonctionnaires et employés russes furent révoqués sans exception, sauf bien entendu les fonctionnaires de la chancellerie du gouverneur général, bien que, même au sein de cette chancellerie, les suédomanes aient alors réussi à faire sentir leur influence d'une manière indirecte. Enfin on s'évertua à ajourner toutes les questions dont la solution rapide était nécessaire dans l'intérêt de l'empire.

Mais ce ne devait être là qu'un commencement. Les événements devaient devenir bientôt infiniment plus significatifs. La nouvelle Diète, composée d'une Chambre unique, se livra aussitôt à une véritable politique de provocation

à l'égard de l'État russe, et se mit à tenir un langage véritablement révolutionnaire. En même temps on vit partir en guerre toutes les organisations politiques locales, qui s'efforcèrent, comme l'écrivirent alors leurs organes, d'enlever aux barbares de l'Orient » — ce qui voulait dire à la Russie — « toute possibilité de retour dans le pays et d'affirmer une fois pour toutes les droits imprescriptibles de la Finlande libre ». Entre ces organisations locales et les révolutionnaires russes, il fut conclu sous roche une alliance effective et, comme le déclarèrent les Finlandais eux-mêmes dans leurs journaux, « la question qui se posa ne fut plus de savoir si la Finlande devait exister en tant que Finlande, mais bien si l'on devait continuer à tolérer l'existence de la Russie en tant que Russie ».

L'expérience avait démontré que le gouvernement russe n'avait eu qu'à confier, dans une certaine mesure, la défense de certains intérêts généraux de l'empire au bon sens des cercles politiques finlandais, pour qu'aussitôt se déchaînât une révolution nettement caractérisée et menaçant directement la sécurité de la Russie.

Il n'y avait donc qu'à se résoudre soit à perdre la Finlande, soit à la ramener au respect des droits de l'État russe tout en lui laissant une certaine autonomie. Le gouvernement s'arrêta à cette seconde solution et ce fut là le point de départ des événements qui suivirent.

La société russe ne resta pas spectatrice indifférente de la crise finlandaise. Seuls les cercles révolutionnaires sympathisèrent avec la Finlande dont les meneurs apparaissaient comme des alliés dévoués. L'énorme majorité du peuple russe, au contraire, se prononça pour la nécessité d'une action immédiate et énergique contre les prétentions finlandaises. Nombreux même étaient ceux qui parlaient de la nécessité de priver la Finlande des droits d'autonomie qui lui avaient

été octroyés. On disait alors couramment qu'il était nécessaire de détacher le gouvernement de Viborg de la Finlande et que dans les autres régions il fallait proclamer l'état de siège. Le gouvernement envisagea la question autrement. Il concentra toute son attention sur le point qui lui en apparaissait justement le nœud ; l'établissement d'une législation générale d'empire qui mît fin une fois pour toutes aux tendances de la Finlande de s'ériger en État souverain. Cette législation devait sauvegarder d'une manière effective tous les droits et tous les intérêts de l'État russe en Finlande.

Nous n'entrerons pas dans les détails. La crise est encore assez récente pour que chacun l'ait présente à l'esprit. Les Finlandais ne contestaient pas qu'il existât des questions finlandaises d'une portée générale pour l'empire ; mais, d'abord, ils réduisaient ces questions à un nombre tout à fait infime et ensuite ils émettaient la prétention qu'elles devaient être décidées non seulement par les institutions législatives russes, mais encore par la Diète et qu'en cas de désaccord entre la Diète et les Chambres russes, il devait être formé une commission spéciale composée de représentants des « deux États », suivant une des formules employées, ou des « institutions législatives des deux peuples », suivant une formule plus modeste qui avait cours également.

Était-il possible à l'État russe d'admettre un pareil point de vue? Évidemment non. A ses yeux la Finlande n'était pas un État distinct, mais une province russe, bien qu'elle eût la jouissance de certains droits d'autonomie.

Tout ce que l'on pouvait faire pour la Diète, c'était de lui transmettre les projets de loi d'empire, soumis aux institutions législatives russes, pour qu'elle donnât son avis à leur sujet, et de décider que lors de la discussion de ces projets à la Douma, un nombre déterminé de délégués de la Diète serait appelé à siéger.

En dépit des protestations bruyantes des politiciens finlandais, le projet de loi relatif à la législation générale d'empire fut voté par la Douma et par le Conseil de l'empire, avec l'approbation de toute la Russie, malgré les protestations des groupements politiques qui avaient mis leurs espoirs dans le triomphe de l'agitation finlandaise antirusse. Les Finlandais s'efforcèrent alors d'appeler à leur secours l'opinion publique européenne. Des agents spéciaux furent envoyés par eux dans ce but à Londres et à Paris. De ces villes, l'agitation finlandaise s'étendit bientôt à tout l'Occident y compris le Portugal ! Les Finlandais dépensèrent à fomenter cette agitation des sommes importantes, et ils obtinrent ce résultat que pendant un certain temps les attaques et les calomnies à l'adresse de la Russie se succédèrent sans interruption. Mais tous ces efforts vinrent se briser contre le sentiment unanime du peuple russe. Correctement, mais avec fermeté et décision, l'opinion russe répondit comme il convenait à toutes les tentatives d'ingérence étrangère et la question finit par être solutionnée complètement.

Alors les Finlandais déclarèrent qu'ils considéraient la nouvelle loi comme illégale. Du moment que la loi relative à la législation générale d'empire avait été votée en dehors de la Diète, elle n'était pas obligatoire pour la Finlande. Tel fut leur raisonnement. La réponse à cette nouvelle prétention fut le dépôt sur le bureau de la Douma, conformément à la loi d'empire en question, de deux projets de loi. Le premier avait trait au payement de la redevance militaire que devait payer la Finlande en échange de son affranchissement du service militaire. Le second était relatif à l'égalité des droits des Russes résidant en Finlande avec ceux des Finlandais. Persévérant dans sa tactique d'obstruction, la Diète refusa de se prononcer par voie d'avis sur ces projets

et d'élire des délégués pour aller participer à leur discussion devant la Douma. Les deux projets n'en furent pas moins votés par la Douma et le Conseil de l'empire à une énorme majorité.

Il convient de remarquer que l'assassinat de P.-A. Stolypine, survenu avant le début de la cinquième session de la Douma, au moment où allaient être discutés les deux projets en question, fut accueilli en Finlande comme un événement infiniment favorable. Les Finlandais exprimaient hautement leurs convictions que le successeur de P.-A. Stolypine s'écarterait considérablement des errements du « chauvinisme de Stolypine » et ils saisirent cette occasion pour faire circuler une fois de plus la légende dénuée de fondement suivant laquelle P.-A. Stolypine aurait eu l'intention de « priver la Finlande de ses droits acquis d'autonomie » quand, au contraire, P.-A. Stolypine lui-même avait déclaré à plusieurs reprises que si l'État russe ne pouvait souscrire aux prétentions finlandaises d'ériger la Finlande en État distinct, il était disposé par contre à sauvegarder les droits *de la Finlande, province russe autonome.*

Le successeur de P.-A. Stolypine profita de la première occasion qui s'offrit à lui pour affirmer un programme dans lequel il soulignait et développait ces idées et démentait ainsi les bruits tendancieux qui couraient d'un changement dans le point de vue du gouvernement sur la question finlandaise. On avait voulu lui prêter des idées *finnophiles,* comme on en avait prêté de *finnophobes* à Stolypine. L'un et l'autre des deux présidents du conseil ne considéraient en réalité la question finlandaise que du point de vue de l'État.

Nous observons la même chose à propos de la question polonaise, qui, elle aussi, absorba bien du temps et des forces. Et là aussi on put constater les mêmes faits. La guerre malheureuse et l'émeute qui la suivit excitèrent le chau-

vinisme polonais en suscitant l'espérance d'une autonomie plus ou moins complète. En partie grâce aux droits qu'ils s'étaient eux-mêmes arrogés, en partie grâce aux concessions faites par le pouvoir central lui-même dans les moments où ce dernier avait cru pouvoir solutionner par les concessions les problèmes qui se posaient avec le plus d'acuité, les politiciens polonais étaient arrivés tellement près de la réalisation de leurs rêves les plus ambitieux que, selon toute apparence, ce n'était guère plus que la minorité qui jugeait nécessaire de conserver encore quelque sang-froid et quelque pondération. Il est pénible de rappeler tout ce qui se produisait alors dans les gouvernements polonais : invasion des écoles russes le revolver au poing ; expulsion des élèves, voies de fait sur les maîtres ; les enfants allant à ces écoles, et parlant russe dans les rues étaient soumis à des vexations et injuriés ; au cours de leurs réunions, certains groupements politiques exigeaient même que la langue russe fût complètement chassée des programmes des écoles, fût-ce comme objet d'études. On décida que c'était insuffisant de remplacer la langue russe par le polonais et les maîtres russes par des maîtres polonais, mais qu'il fallait encore que l'école polonaise se proposât pour but principal le développement du « patriotisme polonais », et pour cela qu'il était indispensable que les programmes scolaires fussent affranchis de tout contrôle gouvernemental russe. On alla même par exemple jusqu'à des actes de ce genre : on brisa chez les concierges les tableaux où les noms des locataires étaient écrits en langue russe ; on attaqua les facteurs et on détruisit les lettres et télégrammes dont les adresses étaient en russe.

Avec l'autonomie de l'école, on réclama l'autonomie de l'administration et des tribunaux parce que, comme l'imprimèrent alors les journaux polonais, « les Russes doivent bien se mettre dans la tête qu'ils ne gouverneront plus

jamais ce pays et que toutes les fonctions administratives et judiciaires dans le royaume de Pologne devront être désormais réservées aux Polonais ». On écrivait en outre qu' « en terre polonaise devaient régner seulement la pensée polonaise, la parole polonaise et l'œuvre polonaise. »

Le parti le plus influent alors en Pologne, le parti « démocratique populaire », déclarait : « Nous avons décidé d'acquérir l'autonomie, mais quelle autonomie? Jusqu'où la ferons-nous aller? Si jusqu'à présent, dans ses réunions, notre parti a parlé de l'autonomie législative, administrative et financière et s'il n'a pas encore soulevé la question de l'armée polonaise, ce n'est pas parce que nous n'avons pas voulu y penser, mais seulement parce que nous n'avons pas voulu éveiller prématurément la défiance du peuple russe ; dans le fond de notre âme a toujours régné la pensée d'une indépendance complète et effective de tous les organes du gouvernement, y compris de l'armée nationale. Maintenant surtout, messieurs, le moment est venu où nous devons hardiment, sans crainte et la tête haute, non seulement à la face du peuple polonais, mais à la face de toute la Russie ébranlée jusque dans ses fondements et privée de son dernier soutien, l'armée insurgée et démoralisée, dire à tous : à nous, ennemis du régime russe dans le royaume de Pologne, il est indispensable d'avoir une armée polonaise... »

Ces exemples sont suffisants, pensons-nous, pour démontrer jusqu'à quel point on était allé.

Que pouvait faire le gouvernement? Évidemment, il n'avait pas le choix. Il ne pouvait que tardivement sans doute, mais par contre avec la plus énergique fermeté, procéder au rétablissement de l'ordre troublé. C'était une tâche pénible peut-être, mais à coup sûr nécessaire. Au début, cela devait, bien entendu, aggraver la situation et ranimer encore la lutte. Il y eut des instants où l'on put

croire que le mouvement antirusse avait fait en Pologne des progrès si considérables qu'on allait avoir à faire à une véritable insurrection polonaise, ou tout au moins à une vaste émeute. Mais bientôt l'atmosphère commença à s'éclaircir. D'abord, en effet, la division apparut parmi les Polonais eux-mêmes. La peur et la timidité avaient fait marcher les modérés à la suite des meneurs. Dès que ces modérés le purent, ils commencèrent à faire entendre leurs voix. Ensuite le mouvement national russe, qui se dessinait avec une si grande netteté, devait lui aussi produire une vive impression en Pologne ; aussi, dès que le gouvernement eut marqué sa volonté bien arrêtée de mettre fin au mouvement révolutionnaire, il apparut nettement que la pacification n'était plus qu'une question de temps.

Un à un, tous les règlements sur lesquels s'étaient appuyés les révolutionnaires furent rapportés ou modifiés, et l'on prit toutes les mesures propres à empêcher les démonstrations inadmissibles qui avaient eu lieu contre le peuple russe pendant la période révolutionnaire. Enfin on ferma toutes les officines de la révolution qu'étaient ces unions, sociétés et institutions, qui s'étaient formées pendant l'émeute dans le but, non seulement de chasser les Russes du royaume de Pologne, mais encore de poloniser les gouvernements russes de l'Ouest.

D'une façon générale, on peut dire que le mouvement fut rapidement terminé, tout au moins dans sa forme violente. Ce qui traîna un peu en longueur, ce fut la lutte contre la poussée des chauvinistes polonais dans les gouvernements de l'ouest de la Russie, — en « Terres d'Ouest », comme ils disaient, — sur lesquelles ils avaient porté si énergiquement leurs efforts. Les Polonais appelaient cette poussée « une conquête civilisatrice ». Et pourtant elle avait été effectuée par les Polonais au moyen de procédés qui n'avaient rien —

il s'en faut ! — de civilisé, tels que la ruse et le mensonge, la violence, la trahison, l'expulsion des personnes gênantes, le boycottage, etc.

Il est bien certain que, dans de telles conditions, il était difficile de demander à la société russe et aux Chambres législatives russes une sympathie particulière à l'égard des Polonais. Et pourtant les Polonais seraient profondément injustes s'ils essayaient de nier qu'au cours de ces dernières années ils ont été traités mieux qu'ils n'auraient même pu l'espérer avant les troubles. On abrogea en effet une série de dispositions restrictives qui atteignaient les écoles polonaises populaires ; dans les gouvernements de l'Ouest on introduisit les zemstvos, tout en assurant en principe la sauvegarde des intérêts russes, mais en donnant aux Polonais la plus large possibilité de participer à la gestion générale des affaires. Le gouvernement déposa à la Douma un projet — qui fut approuvé par elle — introduisant l'autonomie municipale dans les villes du royaume de Pologne. Bref, pas une seule fois il n'apparut que le gouvernement voulait user de représailles envers les Polonais pour les châtier de leur attitude si nettement hostile et révolutionnaire, durant les minutes pénibles vécues par nous à la suite d'une guerre malheureuse. Au contraire, dans chacune des mesures prises par lui, le gouvernement tenait aux Polonais le langage suivant : « Nous avons répondu par la force à vos insolences politiques ; à vos efforts pour poloniser la population russe des districts de l'Ouest, nous voulons sauvegarder les intérêts russes, mais nous ne sommes nullement disposés à porter atteinte à votre conscience nationale. Nous le sommes même si peu que nous nous considérons comme obligés d'assurer et de faciliter le développement de tous vos intérêts réels, sur le même pied que celui des intérêts russes. »

CONCLUSION

Concluons. Sans doute, nous n'avons pu utiliser ici que dans une très faible mesure les matériaux immenses qui nous sont fournis par la période comprenant les six dernières années, et au cours de laquelle la Russie est entrée dans la voie d'un développement si net, si large et si illimité.

Nous n'entendons, d'ailleurs, présenter qu'une esquisse de ce développement ; ces pages ne sont, pourrait-on dire, que les feuilles arrachées à un carnet sur lequel un observateur aurait jeté au jour le jour des impressions de détail sans se préoccuper de l'ensemble, trop vaste pour qu'il le puisse entièrement connaître, et en s'attachant seulement à noter au fur et à mesure tout ce qui lui paraissait particulièrement intéressant.

Six ans se sont écoulés, six ans d'un travail colossal et intense : les résultats obtenus l'attestent d'ailleurs à tous les pas. Préciser quelques-uns de ces résultats, les concréter par des chiffres tangibles, par des faits certains, tel a été notre but. Six ans dans la vie d'un État, ce n'est évidemment qu'une minute fugitive ; mais il y a des circonstances qui peuvent faire que six ans deviennent une époque. Ce que nous avons vécu avant l'émeute et aux jours de l'émeute ; tous ces malheurs, toutes ces pénibles épreuves que nous avons supportés, tout cela a donné aux années qui ont suivi un relief saisissant. Aux forces créatrices du pays était demandée la satisfaction d'une série de besoins vitaux et

à la satisfaction de ces besoins par ces forces était lié et subordonné l'avenir de notre pays tout entier.

Le pays a-t-il été à la hauteur de l'effort qui lui était demandé? Nous répondrons, non pas seulement oui, car ce serait trop peu. Nous ajouterons que le pays a été magnifique. En dépit des mécomptes et des désillusions, en dépit des fautes qui ont pu être commises, la Russie a prouvé sa force, sa jeunesse, sa saine vigueur, son énergie et sa puissance de travail. Œuvre du peuple, du gouvernement, œuvre de la Douma, qu'importe ! Nous ne cherchons pas à savoir dans quel ordre on doit les classer. Ce serait agir en politicien que de procéder à ce classement en quelques lignes rapides et, essayer de l'établir en s'appuyant sur des données réelles, ce serait se perdre dans l'examen de toute une histoire encore trop près de nous pour que nous puissions la juger, encore moins la connaître. Aussi bien une telle enquête serait-elle actuellement prématurée. C'est aux générations à venir qu'il appartiendra de se prononcer sur ce point. Les personnalités et les questions locales ne risqueront plus, en effet, de leur faire perdre de vue l'ensemble des faits.

Ce que nous avons voulu constater ici, c'est l'œuvre énorme accomplie. Cette œuvre est la garantie de la Russie de demain. L'importance de ce qui reste à faire ne doit pas diminuer l'importance de ce qui a été fait. Les routes sont ouvertes ; les jalons sont posés ; les moyens sont trouvés. La Russie n'a qu'à avoir foi en elle et en sa puissance de travail.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

INTRODUCTION I

CHAPITRE PREMIER

La situation en 1906-1907..... 71

CHAPITRE II

La tâche du gouvernement..... 75

CHAPITRE III

La question agraire..... 82

CHAPITRE IV

Industrie et commerce..... 131

CHAPITRE V

Les finances..... 155

CHAPITRE VI

L'armée et la marine..... 176

CHAPITRE VII

L'école..... 190

CHAPITRE VIII

Liberté de la presse, droit de réunion et d'association, etc..... 212

CHAPITRE IX

Pages.

L'administration. — Les zemstvos. — Les questions nationales..... 223

Conclusion 254

Table des matières..... 257

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8

NOV 2 8 1972

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DK
260
P6

Polezhaev, Petr
Six années

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 10 15 08 014 6